



**Débat parlementaire sur
l'accord commercial bilatéral
entre le
Canada et les États-Unis
(extraits)**

Chambre des communes
le 16 mars 1987

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20023928 6

DOCS

CA1 EA500 87P16 EXF

Parliamentary debate : Canada-U.S.
bilateral trading agreement

(excerpts)

43245760



60984 81800



**Débat parlementaire sur
l'accord commercial bilatéral
entre le
Canada et les États-Unis
(extraits)**

**Chambre des communes
le 16 mars 1987**

43-215761

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20023728 6

DOCS

CA1 EA500 87P16 EXF

Parliamentary debate : Canada-U.S.
bilateral trading agreement

(excerpts)

43245760



60984 81800

Minister for International Trade



Ministre du Commerce extérieur

Canada

Le 16 mars 1987, j'ai eu l'honneur de présenter en Chambre une motion qui a donné le coup d'envoi à un débat historique sur l'avenir du Canada.

J'ai alors proposé:

"Que la Chambre appuie la négociation d'un accord commercial bilatéral avec les Etats-Unis, dans le cadre de la politique commerciale multilatérale du gouvernement, tout en assurant la protection de notre souveraineté politique, des programmes sociaux, des systèmes de mise en marché des produits agricoles, de l'industrie de l'automobile et notre identité culturelle unique."

Seize parlementaires, dont le premier ministre, le chef de l'Opposition officielle, le chef du Nouveau Parti démocratique, et sept ministres du Cabinet y sont allés de discours d'envergure.

Vu l'importance de l'initiative de libre-échange prise par le gouvernement dans le contexte de nos relations avec les Etats-Unis et par souci d'assurer un débat sain et informé au pays même, nous avons réuni dans la présente brochure les extraits essentiels de ces discours.

J'espère, tout comme le gouvernement, que ce compte-rendu permettra aux Canadiens de comprendre les tenants et les aboutissants de notre initiative commerciale.

Pat Cairney

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre)

«Mon gouvernement a pris cette initiative historique afin de créer des emplois et d'assurer l'égalité économique à toutes les régions du pays.»

Quand nous avons décidé d'engager officiellement les négociations commerciales avec les États-Unis, nous savions déjà que cela prêterait à controverse, ferait sortir de vieux épouvantails et ranimerait d'anciens débats partisans. Mais nous avons choisi d'aller de l'avant malgré les risques politiques parce que l'intérêt national nous le dictait. Pourquoi? Tout simplement parce que sans prospérité économique, il ne peut y avoir de progrès culturel et social au Canada. Et pour assurer cette prospérité, il faut à tout prix préserver et accroître nos marchés d'exportation.

Les Canadiens exportent dans de nombreux pays du monde, mais notre principal marché, le marché le plus riche et le plus grand de la planète, est celui des États-Unis, notre voisin immédiat. L'emploi de plusieurs millions de Canadiens en dépend, mais l'accès de nos biens et services au marché américain, comme à tous les autres marchés, se trouve de plus en plus menacé par la montée du protectionnisme ainsi que par le recours abusif aux lois qui régissent présentement le commerce international.

Notre objectif global est clair. Il faut essayer d'établir des rapports commerciaux particuliers avec les États-Unis d'Amérique en vue de créer des emplois, de mettre un terme au harcèlement

d'ordre commercial, d'assurer la stabilité, de supprimer les barrières commerciales, de favoriser la compétitivité, de stimuler la productivité et de libéraliser les échanges entre les deux principaux partenaires commerciaux du monde. Cet accord servira de modèle à tous les pays qui cherchent à supprimer le protectionnisme, à favoriser la croissance du Tiers-Monde et à libéraliser l'accès à tous les marchés du monde.

Cette initiative n'est pas égoïste mais elle présente des avantages évidents pour les deux pays. Nous espérons qu'en fin de compte, on la considérera comme un exemple noble de générosité et de croissance, visant à mettre un terme aux mesures égoïstes et mesquines de protectionnisme. Nous pouvons montrer à tous les pays en voie de développement du monde qu'il ne s'agit pas d'une mesure protectionniste ni d'une tentative visant à isoler nos marchés mais que nous voulons favoriser une extension de nos marchés et pouvoir accepter de plus en plus de biens en provenance des pays du tiers monde pour nous permettre de contribuer réellement à l'édification d'un monde meilleur et plus juste par le biais des échanges commerciaux.

Ce que nous voulons par-dessus tout, c'est conclure un accord écartant la menace que font peser sur les entreprises canadiennes les protection-

nistes américains qui essaient sans relâche de restreindre nos exportations en abusant des lois qui les protègent. Je ne veux laisser planer aucun doute à ce sujet: premièrement, il faut absolument remanier la législation qui protège les entreprises commerciales dans le cadre de l'accord. Deuxièmement, étant donné que les échanges commerciaux constituent incontestablement une activité bilatérale, nous avons chargé nos négociateurs de veiller à ce que les droits tarifaires actuels soient supprimés progressivement en prévoyant des mesures transitoires répondant aux besoins des entreprises et des travailleurs canadiens. Troisièmement, il est clair que les barrières non tarifaires déforment de plus en plus les échanges commerciaux. Nous avons par conséquent donné à nos négociateurs la consigne de négocier un accord global tenant compte de toutes ces contraintes, et prévoyant notamment une modification des méthodes d'approvisionnement du gouvernement. Ainsi, si le Canada arrivait à s'emparer de 1 p. 100 du marché des approvisionnements publics en Amérique du Nord, 75 000 nouveaux emplois pourraient être créés dans ce pays.

Si les États-Unis veulent avoir plus facilement accès à nos marchés et s'ils veulent vraiment que le Canada signe des accords susceptibles de servir de modèles au monde entier, ils doivent respecter nos désirs et nos vœux, sinon, nous ne concluons pas d'accord.

Nous admettons toutefois que les deux parties doivent y trouver leur compte. Nous tenons à bien préciser que nous n'envisageons pas nos relations commerciales avec les États-Unis sous l'angle de la rivalité. Les États-Unis sont un pays souverain et dur, qui doit protéger ses intérêts nationaux. Il se trouve en présence du Canada qui se trouve dans une situation analogue, car nous sommes aussi un État souverain puissant qui doit protéger ses intérêts, et nous le ferons. Nous admettons que l'accord ne peut pas favoriser un seul des partenaires. Si l'on veut qu'un tel accord soit durable et efficace ou qu'il serve de modèle au monde entier, il faut qu'il soit juste et équitable. Il faut qu'il favorise la croissance et la prospérité tant aux États-Unis qu'au Canada pour permettre aux deux

parties concernées de s'épanouir dans l'intérêt de tous les pays du monde en fin de compte.

Alors, étant donné les circonstances, si c'est l'objectif, quelle fut notre approche, monsieur le Président? Je pense que l'approche fut cohérente. Tout d'abord, des déclarations claires d'intentions; en deuxième lieu, une préparation exhaustive du dossier et, en troisième lieu, un degré historique de consultations et de collaboration avec les provinces, les industries et, nous l'avons essayé, avec le monde syndical.

Mon gouvernement a pris cette initiative historique afin de créer des emplois et d'assurer l'égalité économique à toutes les régions du pays.

En quelques dizaines d'années, sans le vouloir, pour des raisons historiques et commerciales, nous sommes en train de bâtir deux Canada, soit un Canada riche et prometteur et un autre, sous-développé et frappé durement par le chômage. Cela est tout à fait inacceptable, car notre parti et notre gouvernement ne veulent qu'un seul Canada et ils souhaitent être justes envers toutes les régions et leur offrir des chances égales.

C'est un élément essentiel de cette démarche qui doit assurer l'égalité des chances à tous les Canadiens qui qu'ils soient, où qu'ils vivent et quoi qu'ils fassent. Nous nous réjouissons de la prospérité du Manitoba, de l'Ontario et de certaines autres régions de notre pays, mais nous ne saurions asseoir la prospérité et la croissance véritable dans notre pays sur l'épuisement des richesses de qui que ce soit. Nous voulons nous assurer que les résidents par exemple de Terre-Neuve, de la Colombie-Britannique et de l'Alberta aient leur chance eux aussi. Nous devons leur fournir l'occasion d'accéder à la nouvelle prospérité.

On a soulevé ici et là des préoccupations dont certaines étaient tout à fait légitimes. J'ai fait de mon mieux pour calmer les esprits lorsque j'ai déclaré à la Chambre que les négociations ne porteraient pas atteinte à notre souveraineté nationale, à notre système de programmes sociaux, ni à notre identité culturelle et linguistique très particulière, que nous nous sommes engagés à

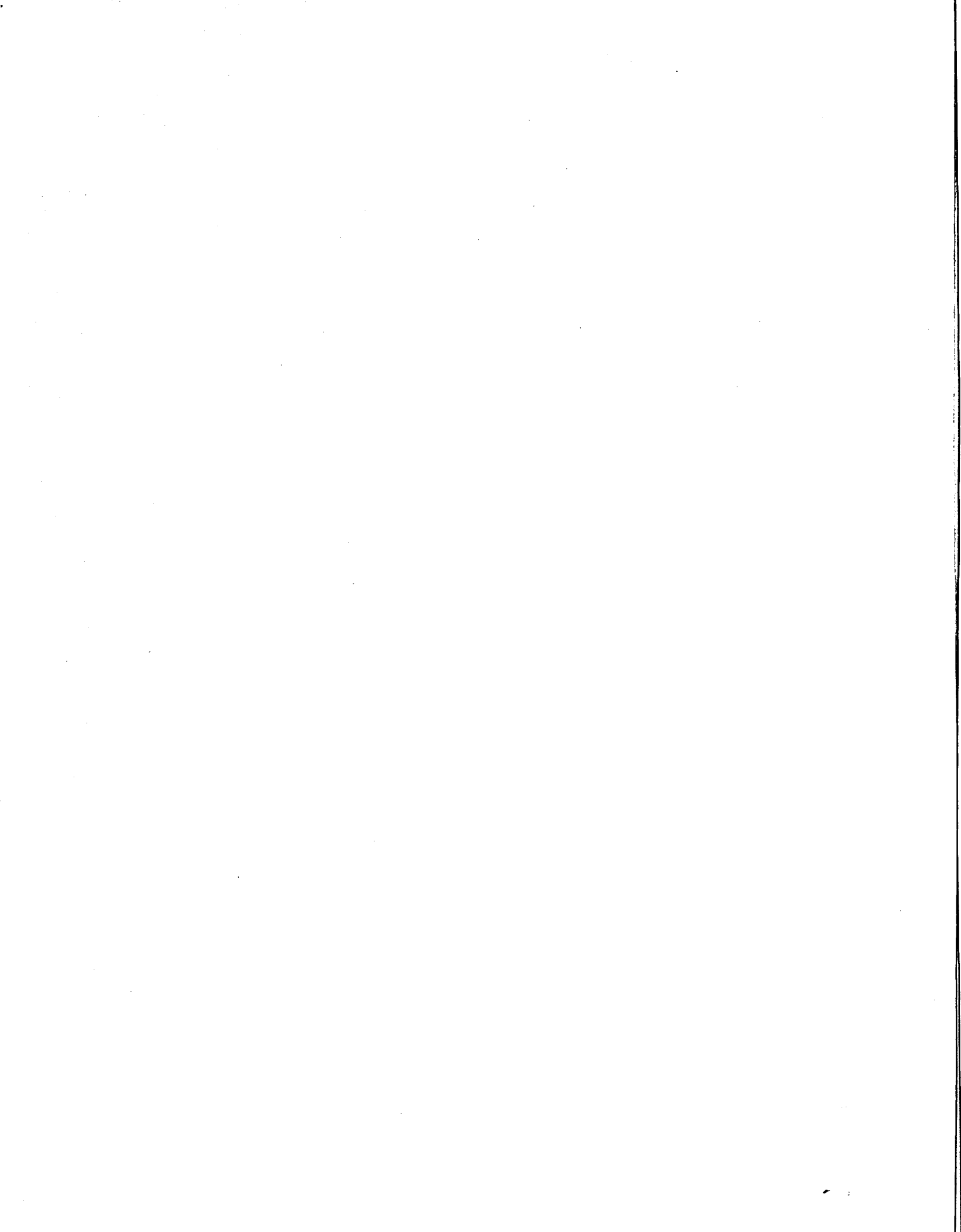
protéger. Ces facteurs, qui constituent l'essence même du Canada, ne sont pas négociables. Ils ont donné lieu à des inquiétudes légitimes que nous nous sommes efforcés d'apaiser malgré l'atmosphère de crainte et de panique que certains voudraient créer. Nous allons tâcher d'y veiller constamment.

Monsieur le Président, pour nous, en ce qui nous concerne, il n'y a pas de formule magique, nous le savons fort bien, le processus est toujours douloureux dans un État comme le nôtre, surtout lorsqu'on s'engage dans une voie aussi importante et historique. Mais, pour moi et mes collègues, le commerce international représente des emplois, la prospérité, la croissance pour nos régions, des promesses d'avenir pour nos enfants. Songeons, monsieur le Président, aux effets qu'auront sur le renforcement de l'économie et de l'unité canadienne au prochain siècle des initiatives comme l'établissement de nouvelles relations commerciales avec les États-Unis.

Songez à ce que peuvent représenter pour le Canada, pour la croissance économique et pour l'unité canadienne de nouveaux accords commerciaux avec notre plus important partenaire, qui pourraient faire créer des centaines de milliers d'emplois, augmenter notre productivité, aiguillonner notre compétitivité nationale et mondiale.

Quel élément de grandeur! Voilà ce que la Chambre examine aujourd'hui comme avenir pour le Canada. C'est un acte de foi envers le Canada.

On dit souvent que les jeunes ont des visions et que les vieux ont des rêves. Voici un jour faste pour le Canada, car il autorise aussi bien les visions que les rêves. C'est un engagement envers l'avenir du Canada. Un engagement envers notre jeunesse, notre unité et l'intégrité de notre pays.



Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition)

«Nous avons toujours voulu, au parti libéral, que le Canada et les États-Unis trouvent moyen d'élargir l'accès à leurs marchés respectifs.»

La conclusion éventuelle de l'entente sur le libre-échange modifierait profondément presque tous les aspects de notre économie au cours des prochaines années. Cela aurait des effets considérables sur notre mode de vie, sur notre façon de commercer, sur notre souveraineté nationale, sur notre indépendance et certainement sur la qualité de vie dans le Nord de notre continent.

Le premier ministre (M. Mulroney) s'est lancé dans une entreprise risquée et il refuse encore une fois de nous en révéler les enjeux. Le gouvernement ne détient aucun mandat de la population canadienne pour négocier une entente sur le libre-échange. Il n'en a pas été question durant la campagne électorale, de fait, on n'en discuterait même pas dans cette Chambre si les partis de l'opposition n'avaient pas réclamé la tenue de ce débat.

Les Canadiens envoient un message parfaitement clair au premier ministre. Voici ce qu'ils lui disent: Monsieur le premier ministre, voulez-vous agir honnêtement avec nous, nous donner les faits, nous fournir les données qui nous permettront de nous prononcer sur les affaires de l'État et sur les questions qui se présentent? Je pense que si on leur fait connaître la situation, si on leur donne la possibilité d'apprécier ces faits dans un délai raisonnable, les Canadiens jugeront comme il le

faut. Ce qui manque dans les démarches en cours, c'est que le gouvernement ne fait pas confiance aux Canadiens, qu'il ne leur donne pas de faits, qu'il ne permet pas à la population du Canada de juger honnêtement de ce qui se passe.

Naturellement, les États-Unis constituent notre plus grand et plus important partenaire commercial. Je ne discute en aucune façon l'importance accordée à ces chiffres par le premier ministre. Nous devrions évidemment chercher à avoir un plus grand accès aux marchés américains dans le cadre de notre ouverture générale sur le monde. Nous avons cependant entamé ces entretiens à un mauvais moment. On assiste à une montée du protectionnisme aux États-Unis qui s'est reflétée dans le Congrès démocrate récemment élu. Nous avons eu des années d'excédents commerciaux avec les États-Unis et nous avons estimé au départ que ce n'était pas le meilleur moment pour essayer d'obtenir une meilleure entente globale avec les États-Unis.

À mon avis, il y a une question qui doit être posée au gouvernement parce que celui-ci n'y a pas répondu et nous l'avons posée aux ministres et au premier ministre en d'autres occasions. Quel est le but réel de ces négociations du côté américain? En lisant les amendements apportés récemment à la

Loi américaine sur le commerce et particulièrement celle qui est maintenant appuyée dans un Sénat démocrate par 53 ou 54 sénateurs des deux côtés de l'allée, on s'aperçoit que cette Loi ne parle pas de libre-échange, d'une ouverture du commerce ni même de pratiques commerciales équitables. C'est une mesure qui vise à protéger les intérêts commerciaux des États-Unis. Cette mesure comporte un mécanisme qui empêche, s'il est appliqué, l'exécution d'un accord commercial bilatéral entre les États-Unis et n'importe quel autre pays. L'exécution d'un tel accord est soumise au bon vouloir des membres du Congrès américain.

Je voudrais donc que le premier ministre nous dise si nous avons des garanties. Que poursuivent au juste les Américains dans le cadre d'un tel accord? Souhaitent-ils arrêter des dispositions sur le libre-échange avec le Canada ou se servent-ils de ce mécanisme pour nous soutirer plusieurs ententes commerciales qu'ils administreraient à leur avantage? Ils ont commencé par le bois d'œuvre, mais que voudront-ils ensuite? La potasse, le pétrole et le gaz, l'acier et les services? Mystère.

Nous avons toujours voulu, au parti libéral, que le Canada et les États-Unis trouvent moyen d'élargir l'accès à leurs marchés respectifs. Nous devrions arrêter une politique commerciale globale qui ne soit pas uniquement axée sur les États-Unis.

Il semble que ces négociations finiront par aboutir à une entente, quelle qu'elle soit. Trop heureux, le gouvernement s'empressera ensuite de crier victoire.

Nous préconisons notamment la protection de notre souveraineté, la limitation des mesures protectionnistes des États-Unis, le rétablissement de l'accès que nous avons auparavant au marché du bois d'œuvre, la réduction des barrières non tarifaires, la sauvegarde de notre pouvoir de légiférer dans des domaines comme la politique sociale, l'agriculture, le développement régional, l'environnement, les industries financières et de services, la langue et la culture, le pacte de l'automobile, nous voulons des dispositions sur l'aide à l'adaptation. Nous voulons en outre que les Américains cessent de nous harceler à propos du commerce de la

potasse, de l'acier, du poisson, de l'énergie et des produits agricoles.

Toute entente qui autorise le recours actuel aux droits compensateurs ne sera ni équitable ni libre et n'obtiendra pas l'appui des Canadiens. Même si nous approuvons l'instauration d'un mécanisme de règlement des différends ou d'un tribunal mixte entre les deux pays, un accord qui ne vise pas à restreindre suffisamment les mesures compensatoires ne vaudra même pas la peine d'être signé au nom de notre pays.

En matière de commerce international, le parti libéral a pour politique de lutter énergiquement afin d'assurer qu'un accord avec les États-Unis ne limitera pas ces avantages ni ne restreindra l'indépendance politique de notre pays. Une union économique plus étroite présente des risques pour notre souveraineté, pour l'indépendance de notre politique étrangère, pour notre culture, pour nos programmes sociaux et pour l'avancement de l'égalité économique de nos régions. Tous ces éléments sont importants pour nous. Nous ne voulons pas les voir rognés dans des négociations. Je me suis exprimé à deux ou trois reprises sur cette question du commerce international quand il nous a fallu, nous-mêmes, élaborer notre position avec nos propres motions. Nous apprécions le genre de singularité et de distinction qu'il y a à vivre sur la moitié nord de notre continent sous un régime politique distinct, avec des traditions distinctes, une mosaïque culturelle, deux langues officielles et le patrimoine illimité que constituent nos richesses naturelles. Nous aimons faire les choses à notre façon. Nous sommes cependant un pays ouvert sur le monde. Nous ne croyons pas à une forteresse Canada. Nous sommes extrovertis. Je ne crois pas que nous nous sentirions à l'aise à l'intérieur d'une forteresse Amérique du Nord. Il faut analyser la situation avec une très, très grande prudence. Nous respectons nos voisins américains. Nous les apprécions comme partenaires commerciaux. Mais nous n'allons pas céder dans de pareilles négociations le droit de contrôler notre propre destinée.

L'hon. Edward Broadbent, NPD (Oshawa)

«...je voudrais dire que nous devrions tenter d'obtenir des accords sectoriels avec les États-Unis, qui bénéficieraient aux deux parties.»

Nous, du Nouveau parti démocratique, nous reconnaissons que les États-Unis sont et seront toujours notre partenaire commercial le plus important; 90 p. 100 de nos exportations sont libres de douane maintenant avec les États-Unis. C'est la réalité actuelle et je voudrais dire que nous devrions tenter d'obtenir des accords sectoriels avec les États-Unis qui bénéficieraient aux deux parties. Nous avons l'exemple que le premier ministre a cité très souvent dans le passé: le Pacte de l'automobile, et si nous pouvons avoir d'autres exemples dans d'autres secteurs, nous voulons continuer avec cet exemple comme modèle.

Deuxièmement, monsieur le Président, je dis que nous devrions tenter de mettre sur pied un processus pour régler les disputes bilatérales afin de limiter l'imposition arbitraire de mesures compensatoires par les parties.

Monsieur le Président, je ne dis pas l'élimination mais une limitation dans ce domaine.

Quel que soit l'accord commercial que nous pourrions conclure avec les Américains, si nous voulons protéger notre souveraineté et respecter la leur, il sera et devra être impossible de supprimer complètement le droit de l'un ou l'autre pays de prendre des mesures compensatoires à un certain moment contre son partenaire.

Notre parti, qui croit en la souveraineté du Canada et en notre devoir suprême de prendre des décisions économiques dans l'intérêt des Canadiens, sait que la réciprocité est vraie. Aussi, si à un certain moment nous déclarons que nous avons le droit de prendre des mesures économiques pour protéger les intérêts des Canadiens, alors nous ne pouvons pas nous attendre en retour à ce que les États-Unis renoncent entièrement au droit d'intervenir pour protéger leurs propres citoyens. C'est un postulat.

Cela dit, je voudrais ajouter qu'à notre avis, nous devons non seulement augmenter notre commerce avec les États-Unis qui sont, comme je l'ai déjà dit, notre partenaire commercial le plus important, mais aussi nous efforcer de développer nos échanges avec d'autres pays.

Nous devons déployer de sérieux efforts pour que la création d'emplois et la croissance économique ne dépendent plus de nos exportations de matières et de demi-produits vers les États-Unis et d'autres pays.

En effet, en regard d'autres pays industrialisés ou quasi industrialisés, la propriété étrangère occupe une place disproportionnée dans notre économie.

Advenant un accord économique à l'échelle continentale avec les États-Unis, il est tout à fait possible que les entreprises étrangères en question, la plupart américaines, aient d'excellentes raisons économiques de rapatrier leurs filiales aux États-Unis, sinon cette année, du moins dans deux ans. Et il n'est pas nécessaire pour cela de leur prêter des visées sinistres ni de supposer qu'elles conspirent contre les intérêts canadiens. Il suffit de supposer qu'elles sont ce qu'elles sont: des entreprises à but lucratif. Tout comme il peut être avantageux pour elles de déplacer une filiale du Michigan en Georgie, on doit supposer qu'il pourrait leur sembler souhaitable et rentable de déplacer ailleurs une usine située à Oakville, à Hamilton, ou quelque part en Colombie-Britannique ou au Manitoba.

Si nous supprimons la frontière au point de vue économique avec tout ce que cela comporte, sans exiger en retour une certaine quantité d'investissements au Canada, pourquoi ces entreprises ne déménageraient-elles pas dans le plus grand marché qui est les États-Unis et non le Canada? Nous avons, encore une fois, de sérieuses raisons de douter de la sagesse de la politique du gouvernement à cet égard.

La mise en marché des produits agricoles est d'une importance essentielle pour au moins la moitié de nos provinces parce qu'elle est un secteur clé de leur économie. Je voudrais insister sur un sujet de préoccupation qu'on m'a signalé à cet égard. C'est une chose de parler de protéger les offices de commercialisation, mais il pourrait bien arriver—et bien franchement, je soupçonne que c'est ce qui arrive—que le gouvernement décide de conserver les offices de commercialisation, mais de renoncer à la gestion de l'offre de sorte qu'il n'y aura plus aucun contrôle sur les importations provenant des États-Unis dans ces secteurs.

Nous nous préoccupons aussi de l'industrie automobile. Nous craignons que, encore une fois, l'accord reste extérieurement intact mais qu'il soit vidé de sa substance.

Ce n'est pas de la rigolade ni de la blague. Si le gouvernement veut jouer au plus malin en maintenant les normes d'investissements du pacte

mais en supprimant le stimulant à rebours, si je puis dire, que constituent les droits tarifaires et douaniers, s'il n'est pas à la hauteur, nous risquons fort de voir disparaître complètement le secteur automobile nord-américain, et je n'exagère pas.

Nous pouvons tous nous entendre sur le cliché qu'il faut préserver l'identité culturelle du Canada. C'est un cliché, c'est vrai, mais c'est aussi une réalité. J'aimerais croire que tous les députés veulent la préserver. Il y a toutes sortes d'aspects importants et distinctifs dans les patrimoines culturels des Canadiens francophones et des Canadiens anglophones qui, mois après mois, acquièrent une notoriété internationale grandissante.

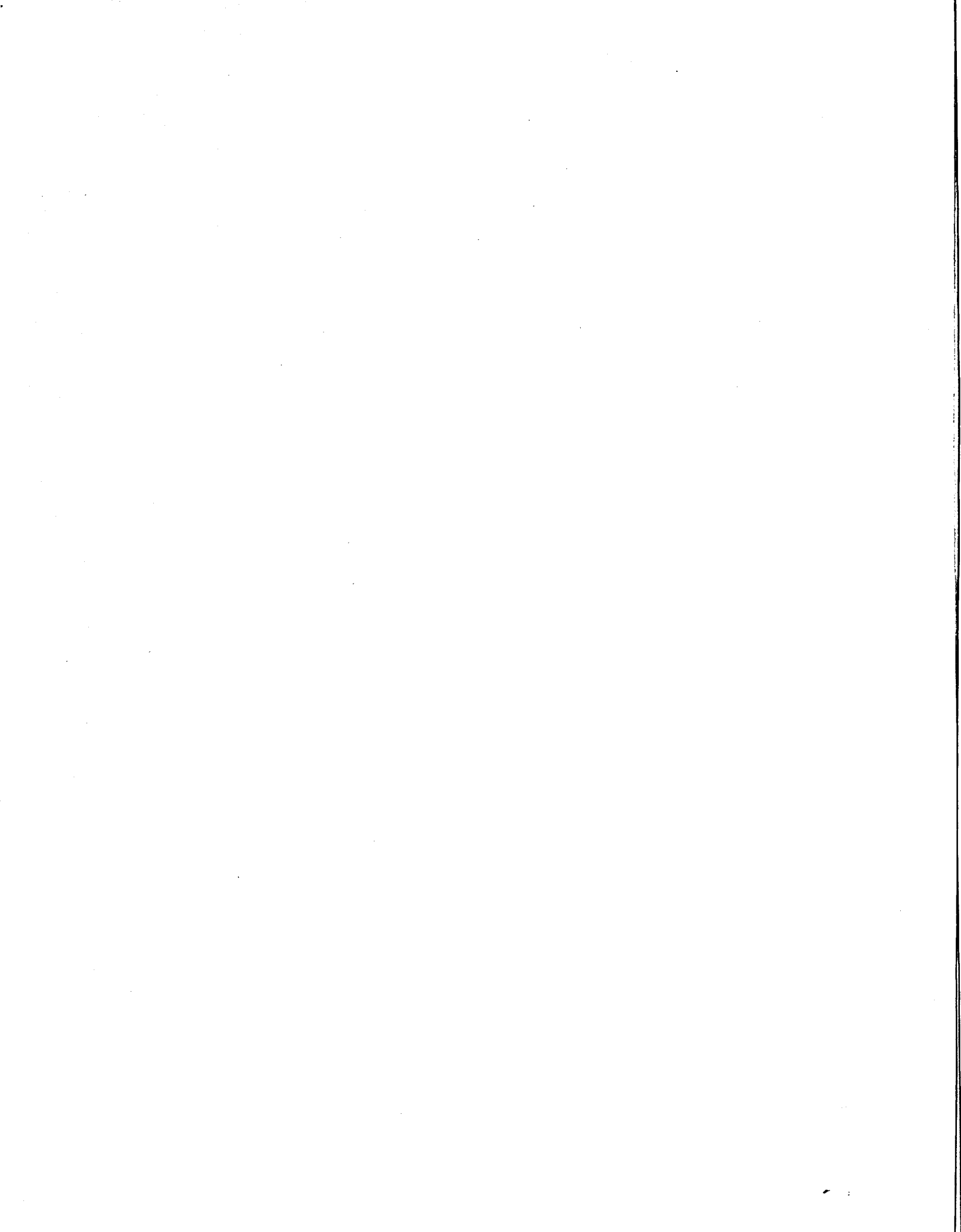
Nous savons aussi qu'au cours des années des mécanismes protecteurs importants ont été mis en place au Canada pour assurer la survie et la croissance de nos créateurs. Dans ce contexte, je prétends qu'il ne suffit pas de parler de la protection de notre identité culturelle et de notre particularisme, sans mentionner la protection des industries culturelles. Il n'y a rien dans la résolution qui renvoie aux industries culturelles. Une fois de plus, si le premier ministre avait été franc et s'il avait voulu apaiser certaines craintes plutôt que d'en susciter de nouvelles, il nous aurait dit ce que le gouvernement entend faire au sujet des industries culturelles.

Une autre question qui inquiète passablement, vu la résolution et ce qui en découle, c'est la situation pendant la période de transition précédant l'entrée en vigueur de l'accord commercial. Si nous n'avons plus d'AEIE, plus de moyen efficace de protéger les sociétés hautement créatrices et rentables, souvent techniquement très avancées, qui empêchera, pendant la période de transition, qu'elles ne soient absorbées par des sociétés américaines plus grandes, ayant plus de ressources financières?

Une fois que le processus d'absorption a commencé dans ce genre de manœuvre économique internationale, la compagnie américaine qui a acheté le concurrent, une bonne petite société canadienne, l'exploite d'abord comme une filiale. Ensuite, elle rapatrie les opérations aux États-Unis.

Nous sommes donc très inquiets au sujet de cette période de transition de 10 ans, ou toute autre durée magique, et de ses conséquences sur les bonnes sociétés canadiennes, celles qui sont innovatrices et imaginatives, mais ont le tort d'être plus petites que leurs concurrents américains. Le Nouveau parti démocratique ne ferait jamais quoi que ce soit qui risque de mener à cet état de choses. Nous pensons cependant que le gouvernement du Canada pourrait justement le faire.

Je crois que notre pays a besoin du cadre politique et économique qu'offre la social-démocratie et d'une économie mixte qui sache bien utiliser les moyens tant du secteur privé que du secteur public. Pour commencer, nous devons agir avec confiance et adopter une stratégie nationale de développement qui mette l'accent sur la création d'emplois pour les Canadiens et les Canadiennes tout en favorisant l'expansion du commerce extérieur. En dernier ressort, en vertu de cette politique, nous devons protéger notre culture, notre industrie et notre souveraineté nationale. C'est là l'objectif du parti que je dirige. Voilà l'orientation politique et économique que nous devons suivre, selon nous. C'est pourquoi nous nous opposons totalement à la motion à l'étude.



L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur)

«Les Canadiens veulent soutenir ouvertement la concurrence dans un marché élargi avec des règles explicites et un accès équitable et c'est un accord de ce genre que nous recherchons.»

Comme le savent bien les pêcheurs de l'Atlantique, les travailleurs de l'aérospatiale du Québec, les travailleurs de la sidérurgie de l'Ontario, les agriculteurs de l'Ouest et les travailleurs forestiers de la Colombie-Britannique, les échanges commerciaux garantissent non seulement notre prospérité mais, plus fondamentalement, notre survie et nous combattons actuellement la pire vague de protectionnisme que les États-Unis et le monde aient connue depuis les années 30. Nous luttons pour ces trois millions de Canadiens, pour ce quart de nos emplois, qui dépendent du commerce international. Nous luttons pour assurer l'avenir et pour assurer la création d'un plus grand nombre d'emplois au cours des années qui viennent.

Le déficit commercial des États-Unis inquiète les membres du Congrès et les hommes politiques de ce pays. Pour la première fois de mémoire d'homme, les Américains achètent plus de l'étranger qu'ils n'y vendent et la concurrence étrangère leur fait perdre des emplois. Ils se replient sur eux-mêmes, il tournent le dos à ce qui leur a donné l'économie la plus dynamique et le niveau de vie le plus élevé au monde. Ils font flèche de tout bois et ont recours à une foule de barrières non tarifaires

pour juguler les importations, croyant à tort protéger l'emploi par des mesures protectionnistes.

Au cours des sept dernières années, quelque 40 initiatives ont été prises par les Américains à l'encontre de produits canadiens. Bon nombre d'entre elles ont fait long feu, mais les autres ont fait obstacle à l'exportation de biens et de services canadiens d'une valeur de plus de 6,5 milliards de dollars. Aucune région du Canada n'a été épargnée par les mesures commerciales que les Américains ont prises contre nous. Ces mesures ont fait perdre aux Canadiens des occasions et des emplois.

La tendance protectionniste ne semble pas devoir diminuer. Des centaines de projets de loi protectionniste attendent d'être étudiés par le Congrès. Cela devrait convaincre même les plus sceptiques des Canadiens que nos relations commerciales avec les Américains sont attaquées. L'attaque reprendrait avec le nouveau projet de loi commerciale si les négociations sur le libre-échange échouaient.

Parlons du programme des négociations commerciales. On nous a demandé ce matin de le préciser. Nous l'avons déjà fait mais nous sommes

prêts à le préciser de nouveau. Je soulignerai d'abord ce qui n'est pas négocié. Notre capacité de soutenir le développement régional n'est pas négociée. Seuls les partis d'opposition mettent la question sur le tapis. Nos politiques culturelles et notre capacité de protéger notre identité nationale ne sont pas négociées. Les négociateurs savent que ce n'est pas négociable. Seuls les partis d'opposition ne cessent de ramener la question sur le tapis. Nos programmes sociaux ne sont pas négociables. Encore une fois, seuls les partis d'opposition soulèvent la question des programmes sociaux et tentent d'en faire l'objet des négociations. Ce sont eux qui tentent de faire de la culture, du développement régional et des programmes sociaux un enjeu des négociations, pas nous.

Nos négociateurs rencontrent les Américains aujourd'hui. Il n'est donc pas dans leur intérêt que nous mentionnions des positions précises de négociation. Je dirai cependant quels sujets sont négociés et pourquoi ils le sont. Les droits de douane sont négociés parce que nous savons par expérience que l'économie canadienne prospère quand ils diminuent. C'est même le cas du Pacte de l'automobile que l'opposition ne cesse de soulever. Les députés de l'opposition ne disent pas que les tarifs ont baissé régulièrement dans le cadre de l'Accord sur l'automobile. Les tarifs sur les véhicules ont baissé de 17,5 p. 100 environ à quelque 9,2 p. 100. Les tarifs sur les pièces d'automobile sont tombés de 25 p. 100 à 9,2 p. 100. Cela fait des années que nous réduisons les tarifs et nous voulons profiter des pourparlers commerciaux pour supprimer tous les tarifs applicables au commerce canado-américain d'ici 10 ou 15 ans, selon ce qui sera négocié.

Les obstacles non tarifaires sont négociables. Depuis le début des années 70, les obstacles non tarifaires au commerce ont proliféré. Certains sont évidents, comme l'imposition de quotas à l'importation. Certains ne le sont pas tellement, par exemple l'application de normes techniques ou hygiéniques pour des motifs protectionnistes plutôt que légitimes. Une autre question négociable est la façon de procéder pour les achats gouvernementaux. Nous voudrions bien cesser de favoriser uniquement les produits canadiens si les États-Unis cessaient d'accorder la préférence aux produits américains.

Comme le premier ministre l'a signalé aujourd'hui, si le gouvernement américain faisait 1 p. 100 de ses achats au Canada, cela créerait 75 000 emplois dans notre pays.

Les questions douanières sont aussi négociables. Nous voulons faciliter le commerce entre nos deux pays en réduisant la paperasserie administrative à la frontière. Cela réduira les frais des hommes d'affaires canadiens. L'agriculture est aussi visée par les négociations. J'ai déjà parlé des énormes problèmes internationaux qui existent dans le domaine de l'agriculture. Ces problèmes sont là parce que l'on n'a pas accompli suffisamment de progrès pour appliquer des règles internationales au commerce des produits agricoles.

Nous savons que nous ne pouvons pas résoudre tous nos problèmes commerciaux grâce à une entente bilatérale avec les États-Unis, mais nous pouvons en résoudre quelques-uns. Nous pouvons nous occuper de certains tarifs, nous pouvons nous occuper des normes de santé et nous pouvons nous occuper des mécanismes de règlement de conflits qui sont utilisés pour s'attaquer aux produits agricoles. L'agriculture est clairement visée par les négociations.

Les subventions et autres mesures semblables sont également négociables. Elles sont importantes pour le développement régional, car en vertu des lois commerciales existantes nous ignorons souvent quels genres de subventions sont possibles pour les plans de développement régional sans encourir de mesures de rétorsion américaines. Nous voulons des règles claires. Nous voulons savoir quels genres de programmes nous pourrions avoir pour favoriser le développement régional. Les règles internationales à ce sujet ne sont pas bien définies et les États-Unis cherchent à les élargir, comme nous l'avons vu à propos du bois de résineux et du prix des ressources naturelles. Nous voulons des règles plus précises dans les deux pays, car les États-Unis subventionnent également leurs produits. Nous voulons savoir ce que nous pouvons faire et ne pas faire. Nous avons besoin de programmes d'ajustement pour le recyclage, comme le faisait remarquer l'opposition. Il nous faut aussi des programmes pour les femmes.

Les mécanismes de règlement des différends constituent l'un des aspects les plus importants de notre plan de négociation. Nous voulons remplacer les règles existantes qui découlent du GATT, car leur application n'est pas logique et elles sont unilatérales. Nous voulons des mécanismes impartiaux. Ainsi, si les États-Unis prétendent que nos programmes de droits de coupe sont des subventions, nous voulons que la question soit étudiée par un tribunal binational et impartial et non par le département américain du commerce.

Il y a également à l'ordre du jour la question de la propriété intellectuelle qui comporte deux volets: protéger efficacement les créateurs de nouveaux produits, de nouveaux services ou de nouvelles idées, et assurer l'accès à ces nouveaux produits, services ou idées. Voici un exemple. Les sociétés font leur recherche et leur développement aux États-Unis parce que, entre autres, si elles veulent bénéficier de la protection américaine sur les brevets et que quelqu'un d'autre travaille sur la même chose, la société qui a effectué sa recherche et son développement aux États-Unis bénéficie d'un statut préférentiel. Nous n'avons pas envie que les sociétés s'établissent aux États-Unis pour que leurs brevets obtiennent la protection des Américains. Cela menace de bons emplois destinés à des Canadiens hautement qualifiés. Nous voulons le libre-échange dans le domaine de la propriété intellectuelle ainsi que dans les services. C'est un nouveau domaine qui n'est pas encore traité dans les règlements internationaux. Une part croissante de notre économie, environ 67 p. 100 de notre PIB actuel, est fondée sur les services. Ceux-ci augmentent au rythme de 3 p. 100 par an. Le GATT étudie ces problèmes et établit de nouveaux règlements pour les services. C'est ce que nous faisons aussi dans les négociations bilatérales entre le Canada et les États-Unis. Nos industries de services dans le domaine de l'ingénierie, de la consultation financière, des ordinateurs et des banques sont parmi les meilleures du monde. Nous sommes des concurrents de classe internationale et nous voulons nous assurer l'accès aux marchés et aux services mondiaux.

Les investissements font également partie des questions à l'ordre du jour. Tous les pays du monde

assouplissent leur politique d'investissements. Nous l'avons fait quand l'AEIE est devenu Investissement Canada. Il en a résulté un record de 6,8 milliards de dollars d'investissements pour 1986. Jusqu'à présent, nous ne parlons que d'investissements commerciaux. Les Américains veulent davantage. Nous les écoutons mais nous n'avons pas donné aux négociateurs un mandat général pour les investissements.

L'opposition se demande ce que les Américains veulent obtenir. Pourquoi se donnent-ils la peine de négocier un accord bilatéral avec le Canada? Quelles sont leurs motivations? Elles sont diverses. Premièrement, nous sommes leur marché le plus important et le seul au monde aujourd'hui qui soit en expansion. Deuxièmement, ils veulent de meilleurs règlements régissant le commerce des biens et services, les modes d'obtention des tarifs et les pratiques provinciales en matière de propriété intellectuelle. Ils ont le même programme que nous dont une grande partie est nouvelle. Il est très important pour eux de conclure avec nous un accord sur le commerce et les services. Ils ne peuvent plus dominer les marchés traditionnels comme la sidérurgie et l'automobile et ils ont menacé de quitter le GATT si le commerce et les services ne faisaient pas partie des négociations. Ils savent très bien que s'ils ne peuvent pas conclure un marché avec le Canada dans ces nouveaux domaines en particulier, ni établir des règlements sur de nouvelles questions comme les services et la propriété intellectuelle, ils ont peu de chance de pouvoir y parvenir à l'échelle plus vaste du GATT. Ils ont fondamentalement intérêt, même du point de vue historique, à essayer de s'entendre avec nous. Aussi les conditions dans lesquelles sont menées ces négociations sont-elles beaucoup plus équilibrées que l'opposition ne voudrait nous le faire croire.

Nous ne pouvons pas demeurer inactifs. Ou nous voyons les possibilités commerciales qui s'offrent à nous et éventuellement notre prospérité disparaître devant le protectionnisme américain ou nous cherchons à nous entendre avec Washington en vue de protéger notre accès à ce marché. Qu'il n'y ait aucun doute là-dessus, l'immobilisme nous appauvrira. En agissant, nous parviendrons à nous enrichir.

A titre de ministre du Commerce extérieur, personne ne connaît mieux que moi les répercussions que la législation corrective sur le commerce aux États-Unis peut avoir sur nos exportations. Nous avons constaté son incidence sur les bardeaux, le poisson, le bois d'œuvre et les produits agricoles. Ces décisions unilatérales au sujet de ce qu'ils estiment être une façon d'agir injuste constituent un problème qui nous divise. Les Américains prétendent que ce sont des lois équitables, mais elles ne le sont pas. Les Américains prétendent ne pouvoir accepter des importations subventionnées ou vendues à perte en provenance du Canada. Nous sommes d'accord là-dessus. Nous ne voulons pas les leurs non plus. Toutefois, nous avons besoin d'une meilleure approche pour régler ces problèmes. Si tout marchait rondement, nous n'aurions besoin d'aucun changement de part et d'autre. Chose certaine, les lois actuellement en vigueur ne sont pas efficaces et nous devons chercher un moyen d'éliminer les problèmes au lieu de dresser de nouveaux obstacles à la frontière. Nous devons établir un régime qui veillera à ce qu'aucun pays ne soit pénalisé avant d'avoir recouru à une méthode juste et impartiale afin de régler les litiges en fonction de règles convenues.

Permettez-moi de rappeler le message que le premier ministre adressait en termes si nets à la Chambre. Il n'y aura aucun accord sans ce changement. Le gouvernement actuel ne signera aucun accord faisant des travailleurs ou des secteurs industriels canadiens des otages assujettis aux caprices imprévisibles du protectionnisme américain. Les Canadiens veulent soutenir ouvertement la concurrence dans un marché élargi avec des règles explicites et un accès équitable et c'est un accord de ce genre que nous recherchons. Pour ceux qui doutent des retombées d'un marché commercial de ce genre avec les États-Unis, ils n'ont qu'à considérer l'économie florissante du centre-sud de l'Ontario. Cette prospérité est en majeure partie fondée sur ce qui correspond en somme à un libre-échange dans le domaine de l'automobile. Mon collègue, le ministre des Finances (M. Wilson), parlera plus précisément de l'Accord sur l'automobile un peu plus tard durant le débat. Permettez-moi simplement de rappeler

aux députés que cet accord a soulevé une vive controverse lorsqu'il a été négocié il y a plus de 20 ans. Le chef du NPD n'a jamais cessé de réclamer qu'on le renégocie. Au lieu de cela, il constitue un succès retentissant et crée des milliers d'emplois en Ontario. Les députés d'autres régions du pays considèrent avec envie cette prospérité fondée sur les échanges commerciaux en Ontario. Cependant, nous nous demandons principalement pourquoi nos travailleurs et nos industries ne pourraient pas avoir la même chance. Si le libre-échange est avantageux en Ontario, pourquoi ne le serait-il pas pour la région de l'Atlantique, pour le Québec, pour les Prairies et pour la Colombie-Britannique? Y a-t-il une meilleure façon de remédier aux disparités régionales que de donner aux autres régions la possibilité d'être compétitives sur le marché américain et de pouvoir lutter à armes égales?

Notre gouvernement a précisé l'objectif qu'il vise dans ces négociations avec les États-Unis et il en a donné les raisons, soit d'assurer un avenir économique sûr à la génération actuelle et aux générations à venir. Nous croyons fermement que le libre-échange est la meilleure façon d'y parvenir. Nous avons un projet et nous sommes sur la bonne voie.

L'hon. Lloyd Axworthy, Libéral (Winnipeg—Fort Garry)

«Bien sûr, nous savons que nous devons continuer à discuter et à négocier.»

C'est parce que les Canadiens sont effrayés, eux aussi, de ce que le gouvernement a fait que nous avons posé des conditions très claires dans notre amendement. Les agriculteurs du sud-ouest de l'Ontario et de l'intérieur de la Colombie-Britannique savent très bien qu'ils sont en danger quand on négocie les systèmes d'offre et le contrôle des exportations et des importations. La ministre dit qu'elle va faire baisser les droits. Cela signifie-t-il que le gouvernement va négocier les droits saisonniers et qu'elle va forcer les agriculteurs de l'Ontario, de la Colombie-Britannique, de la vallée du Fraser et d'une grande partie du sud de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick à se retirer des affaires? C'est ce que laissent entendre ses propos. C'est le message clair qu'elle transmet. Ces agriculteurs seront victimes des négociations si elle réduit les droits. Notre parti les a conservés parce que nous reconnaissons la nécessité de protéger ces secteurs.

Qu'est-ce que le gouvernement essaie de négocier? La ministre a commencé à lire sa petite liste personnelle et nous avons commencé à comprendre pourquoi ce débat aurait dû se dérouler beaucoup plus tôt. Il aurait dû avoir lieu au moment où le rapport du comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes recommandait qu'il

se tienne à la Chambre des communes, soit avant le début des négociations. L'ancien président de ce comité est présent et se rappelle certainement que j'ai appuyé cette recommandation. Ce qui est réellement en jeu, c'est l'égalité de conditions dont les Américains aiment tant parler. C'est l'idée que nous allons abandonner dans ces négociations le droit de choisir librement les subventions ou programmes que nous pouvons instaurer chez nous pour soutenir nos propres industries. La ministre a reconnu que ce droit était mis en cause. Elle a dit que les subventions, les services et les investissements allaient être sujets à négociation. Nous savons maintenant que le gouvernement est en train de négocier l'indépendance dont le Canada a besoin pour mettre en œuvre et contrôler sa propre formule économique.

Si les conservateurs veulent nous rassurer et nous prouver qu'ils n'abandonneront pas ces droits dans les négociations, puisqu'ils nous accusent de voiler la vérité, ils ont un excellent moyen à leur disposition. Ils peuvent se prononcer pour notre amendement. Ils peuvent nous donner ici même à la Chambre toutes les garanties et assurances que recherchent les Canadiens, mais je ne pense pas qu'ils le feront. Ils ne le feront pas car ils sont en train de céder sur ce plan dans les négociations.

Le gouvernement prétend que c'est la seule solution possible et que seul un accord bilatéral permettra d'instaurer une procédure de règlement des différends. Il nous dit que la seule façon de remédier aux mesures compensatoires c'est grâce à un accord bilatéral. Ce n'est évidemment pas vrai. En réalité, il existe déjà des procédures tout à fait satisfaisantes dans le cadre du GATT pour résoudre ces problèmes.

Le secrétaire parlementaire prétend qu'elles ne marcheront pas. Nous connaissons ses compétences en matière de commerce. Le Canada a déjà porté sept affaires devant le GATT et dans cinq cas, la décision lui a été favorable. Nous avons déjà eu recours à un jury impartial pour déterminer ce qui est bien ou mal. Le ministre nous dit que nous allons laisser la décision à un groupe impartial composé de Canadiens et d'Américains. Si nous voulons vraiment un jury indépendant, monsieur le Président, nous devrions peut-être choisir des personnes qui ne sont pas directement intéressées par cette question.

Nous savons également qu'il est possible de recourir à d'autres procédures dans le cadre du système actuel du GATT pour résoudre la question. Cependant, la seule fois où le gouvernement a eu l'occasion de montrer qu'il croyait dans le système international, de prouver que nous pouvions en tirer parti, il a fait machine arrière. En réalité, il a renoncé à son droit de porter l'affaire du bois d'œuvre devant le GATT. C'était une des conditions de l'accord. Nous n'avons pas eu le courage de défendre nos droits. Nous y avons renoncé. Néanmoins, monsieur le Président, dites-vous bien que cela constitue un précédent. Dites-vous bien que de nombreux autres pays considèrent les Canadiens comme des défaitistes. Cela ne contribue guère à l'amélioration et à la croissance du système commercial international.

Il est vrai que le monde s'oriente vers l'émergence de blocs régionaux. Il s'agit certainement d'un des dangers du commerce mondial. Cependant, la solution consiste-t-elle à se joindre aux autres? Devons-nous essayer de suivre le mouvement au lieu de le contrebalancer? Ne devrions-nous pas nous opposer à cette tendance en montrant que nous avons une autre solution?

Nous savons, bien sûr, que nous devons continuer à commercer avec les Américains. Le gouvernement libéral a conclu avec eux de nombreux marchés. En fait, l'un des derniers accords commerciaux les plus fructueux est celui que j'ai négocié dans le domaine des transports, en 1984. Il était certainement plus avantageux que tout ce que la ministre du Commerce extérieur a pu signer jusqu'ici. Bien sûr, nous savons que nous devons continuer à discuter et à négocier. Mais il faut bien comprendre qu'un accord global aux termes duquel les importations seront traitées au même titre que les produits locaux nous empêchera de décider nous-mêmes de l'orientation économique de notre pays.

C'est pourquoi l'amendement que nous proposons reconnaît la nécessité de soutenir le système international, d'éviter les problèmes qu'entraînerait un accord commercial universel et de négocier de façon à ce que les Canadiens conservent leur liberté de choix. C'est sur ce principe que repose notre politique commerciale. Elle est beaucoup plus claire, cohérente et efficace que la résolution proposée par les conservateurs. C'est pourquoi, selon nous, les Canadiens ne veulent plus du gouvernement. Ils ne le croient plus capable de bien négocier ou de négocier en vue des bons objectifs.

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture)

«Si nous réussissons à négocier une nouvelle entente commerciale avec les États-Unis, les agriculteurs canadiens en retireront des avantages très considérables.»

Il est évident que l'avenir de bien des secteurs de notre agriculture est lié à l'accès à notre plus grand marché, soit celui des États-Unis. C'est pourquoi beaucoup d'agriculteurs s'inquiètent et avec raison du mouvement protectionniste qui se dessine avec de plus en plus de netteté au sud de la frontière.

Nous en avons tous vu les manifestations. Les mesures amorcées par les producteurs de porcs des États-Unis ont débouché sur l'imposition d'un droit compensateur sur les porcs sur pieds. Certains états du *Mid-West* ont limité pendant plus d'un an les importations de nos animaux sur pieds et de notre viande. Ils invoquaient des raisons sanitaires mais, en fait, il s'agissait de retirer les produits canadiens du marché américain. Les producteurs de pommes de terre du Maine continuent de restreindre l'entrée des pommes de terre canadiennes sur leur marché. Les frais juridiques découlant de cette mesure particulière de même que les formalités d'inspection spéciales mettent les producteurs du pays, surtout ceux de l'Est, dans une situation difficile.

Les framboises de la Colombie-Britannique ont fait l'objet d'enquêtes aux fins de mesures anti-

dumping et de droits compensateurs. On a appliqué des quotas d'importation à certains produits sucriers. Ces mesures ont entraîné des pertes commerciales évaluées à quelque 40 millions de dollars. On enquête actuellement sur les importations de viande de bœuf en provenance du Canada.

Pendant que tout cela se passe, les agriculteurs canadiens ne restent pas les bras croisés. Bon nombre de groupes agricoles commencent à prendre des initiatives fructueuses pour protéger leurs intérêts. Même au moment où nous sommes engagés dans des négociations bilatérales en vue d'améliorer les règles du commerce agricole, nous ne pouvons pas rester sans défense et nous nous défendons.

Je pense par exemple à la décision rendue le 6 mars par le Tribunal canadien des importations en matière de mesures de compensation touchant le maïs. Le tribunal a conclu que le maïs américain subventionné causait du tort à l'industrie canadienne du maïs grain. Cette décision faisait directement suite aux initiatives des agriculteurs.

Toutes ces querelles témoignent de la tournure inquiétante que prennent nos rapports com-

merciaux avec les États-Unis. Pour nos agriculteurs, elles rendent l'avenir incertain et troublent les perspectives commerciales. À moins que, de part et d'autre de la frontière, on ne s'efforce d'envisager ces difficultés et de les résoudre par voie de négociation, il est à prévoir qu'elles s'aggraveront et que les entraves au commerce se multiplieront.

Si nous réussissons à négocier une nouvelle entente commerciale avec les États-Unis, les agriculteurs canadiens en retireront des avantages très considérables. Il doit s'agir d'une entente qui, de par sa nature même, empêche bon nombre de conflits de surgir. Cette entente doit créer un mécanisme fiable et équitable qui permette de régler les conflits qui surviennent sans recours à de nouvelles barrières commerciales. L'entente doit régler une fois pour toutes les recours d'ordre technique, de manière à éviter qu'ils servent à faire obstacle aux échanges et elle doit donner au Canada un accès plus sûr à son marché agricole le plus important.

Tel est le but de ces négociations au point de vue agricole. Elles visent à lutter contre le raz-de-marée protectionniste aux États-Unis et à assurer au Canada l'accès à l'immense marché américain de 235 millions de personnes.

Pour obtenir le meilleur accord possible, nous consultons pleinement tous les secteurs de l'industrie et toutes les provinces. Je voudrais mentionner que Walter Kroeker et Ted Turner sont membres du comité consultatif permanent sur le commerce extérieur. Nous avons aussi 15 groupes consultatifs sectoriels sur le commerce extérieur. L'un des groupes sectoriels les plus nombreux est celui sur l'agriculture, les aliments et les boissons qui compte environ 34 membres.

Plus de la moitié des revenus agricoles du pays proviennent de la vente de produits par des agences de mise en marché. Les producteurs de nombreux produits allant des céréales à la dinde et au porc sont bien servis par le système d'agences de mise en marché. Il existe aujourd'hui environ 125 agences de mise en marché actives au Canada et la vaste majorité d'entre elles font de la vente et sont établies en vertu de lois provinciales.

Il faut cependant faire une distinction importante pour les producteurs de lait, de volaille et d'œufs qui fonctionnent dans un système complet de gestion de l'offre. Je comprends que certains d'entre eux s'inquiètent de ce que nos négociations avec les États-Unis peuvent leur réserver. Mes collègues du Cabinet sont au courant de ces inquiétudes, eux aussi.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, la ministre du Commerce extérieur (M^{lle} Carney) et le premier ministre ont établi très clairement la position du gouvernement sur cette question. La motion dont la Chambre est saisie aborde clairement ce problème. J'ai répété bien des fois que le gouvernement conservera le droit de décider quels systèmes de mise en marché conviennent le mieux pour les produits agricoles du Canada. Nous ne sommes pas à la veille d'abolir la Commission canadienne du blé ni aucun autre office de commercialisation, qu'il ait ou non le pouvoir d'assurer la gestion de l'offre. Que cela soit bien clair. Nous discutons de commerce avec les Américains, mais nous ne signerons aucun accord qui ne soit avantageux pour les agriculteurs canadiens. Et ce qui est avantageux pour les agriculteurs canadiens l'est évidemment pour l'ensemble des Canadiens.

La position que le gouvernement a adoptée aux négociations de libre-échange en ce qui a trait à l'agriculture rend compte de la grande priorité que nous accordons au secteur agro-alimentaire du pays. Nous croyons que nos positions, notre politique, et les mesures que nous prenons doivent refléter et reflètent effectivement notre détermination à faire du secteur agricole canadien un secteur prospère et viable.

M. Steven W. Langdon, NPD (Essex—Windsor)

«Il faut chercher à affirmer notre souveraineté sans que Washington inscrive pour nous dans un accord sur le libre-échange ce qu'il nous est possible ou interdit de faire.»

À en juger par maints et maints rapports, les propos que le premier ministre nous a tenus ce matin correspondent, non pas comme ils le devraient à la réalité, mais à des vœux.

Voilà en fait ce que les études nous ont démontré et voilà en fait ce que le premier ministre devrait savoir quand il s'adresse à la Chambre et au pays.

Il a également parlé ce matin de la résolution qui a été adoptée à l'occasion du congrès que le Nouveau parti démocratique tenait en fin de semaine dernière. Là aussi il s'est montré sélectif. Il a choisi le point auquel il voulait s'en prendre sans dire clairement aux Canadiens que cette résolution renfermait une stratégie commerciale très vaste et détaillée qui nous mènerait dans une autre voie nous permettant de donner de l'expansion à nos échanges avec le monde entier, y compris les États-Unis, sans que nous ayons à capituler comme va clairement nous forcer à le faire l'initiative commerciale dont nous discutons.

Je pourrais parler de certaines de ces autres possibilités. Je pourrais parler, par exemple, du soutien que le gouvernement n'a pas daigné donner

aux petites et moyennes entreprises dans le secteur des exportations par le truchement de la SDE comme il aurait dû le faire. Je pourrais parler de la nécessité de travailler à stimuler la production et à remplacer les importations dans les secteurs de haute technologie au Canada grâce à la planification avec les entreprises et avec les syndicats. Je pourrais parler d'un élargissement de l'approche qui a été adoptée avec l'Accord sur l'automobile et sa règle des 60 p. 100 de contenu canadien qui nous permettrait de créer des milliers d'emplois partout au Canada. Je pourrais rappeler également des réalités qui réfutent les mythes répandus au sujet du GATT aussi bien par la ministre du Commerce extérieur que par le premier ministre.

La réalité, c'est que le GATT s'efforce de toute urgence de résoudre les problèmes que nous créent les États-Unis, c'est-à-dire les problèmes que nous avons connus concernant le bois-d'œuvre et le poisson, et ceux que nous éprouvons en Ontario concernant le porc. Voilà une solution que nous pourrions adopter et qui nous donnerait des moyens d'action rapides pour résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Je pourrais parler également de la nécessité d'établir une procédure de règlement des différends qui, à mon avis, serait très utile entre nous et les États-Unis. C'est le genre de stratégie que nous pouvons et devrions adopter au Canada. Cependant, ce n'est pas la voie qui a été choisie et d'un bout à l'autre du pays, contrairement aux citations lues ce matin par le premier ministre, on assiste à une montée de l'opposition à l'égard de cette option libre-échangiste, opposition qui, je le prédis, conduira finalement au rejet de cette option en dépit des belles paroles du premier ministre ce matin.

Je pourrais peut-être terminer maintenant sur ces mots de George Grant, membre et supporteur du parti conservateur depuis de nombreuses années. Voici:

«Tout porte à croire que notre souveraineté serait compromise au pays et à l'étranger si nos deux sociétés ne faisaient plus qu'une, économiquement parlant. Songeons notamment à notre politique de la sécurité sociale: Nous ne pourrions plus décréter des mesures qui nous désavantageraient sur le plan fiscal.»

Voilà ce qui nous attend si nous empruntons cette voie. Mais il existe un autre moyen de remettre sur pieds notre pays. Le Parlement doit faire sien le rêve que nous voulons réaliser pour nos enfants et nos communautés, celui de vivre dans un pays libre, souverain et indépendant qui sera en mesure de diriger ses affaires, sans se faire dire ce qu'il doit ou ne doit pas faire, comme cela est arrivé dans le dossier du bois d'œuvre. Il faut chercher à affirmer notre souveraineté sans que Washington inscrive pour nous dans un accord sur le libre-échange ce qu'il nous est possible ou interdit de faire. Nous devons rester maîtres de la situation afin d'établir notre propre politique de développement régional, notre stratégie agricole, notre politique culturelle et notre développement.

Ce n'est justement pas la direction dans laquelle le gouvernement nous a engagés. Il tente plutôt de nous dissimuler la vérité, si bien que les seuls renseignements que nous possédions sur la matière des négociations provenaient de fuites émanant du négociateur en chef et de la presse canadienne.

Si le gouvernement avait voulu rétablir son autorité, il aurait saisi l'occasion que lui procure ce débat pour informer la Chambre de l'état véritable des négociations au lieu de discourir inlassablement sans rien nous révéler quant aux faits.

Nous voulons dessiner notre avenir et non pas qu'on nous fixe des orientations qui seront catastrophiques pour nous tous.

L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor)

«C'est le genre de politiques avant-gardistes que le gouvernement a proposées aux Canadiens, propose à ses partenaires commerciaux pour s'assurer un avenir important, agréable, juste et équitable au cours des années à venir.»

Alors on peut se poser la question: Qu'est-ce qui est donc en jeu dans les négociations commerciales bilatérales avec les États-Unis? Eh bien, il y a d'abord l'objectif de libéralisation du commerce, à savoir la réduction et l'élimination mutuelles des tarifs douaniers et l'amélioration des procédures douanières. Quatre-vingt pour cent de nos biens entrent déjà aux États-Unis en franchise de droit, tandis que 75 p. 100 des exportations américaines au Canada sont exemptées de tarifs douaniers. Les deux parties ont intérêt à ce que le reste de leurs biens et services puisse être exporté librement et facilement.

Si c'était le seul objectif sur les négociations, ce serait peut-être très facile, mais il faut aller plus loin. Une plus grande libéralisation des tarifs pourrait, de toute façon, être progressivement obtenue de la nouvelle ronde de négociations du GATT à laquelle le Canada participe des plus activement, mais le long processus ne règlera pas nos problèmes les plus immédiats.

La négociation bilatérale avec les États-Unis englobe des éléments plus importants: les mesures

américaines de protection exceptionnelle, un ensemble d'obstacles non tarifaires au commerce et, pour la première fois, la négociation de règles convenues devant régir le commerce des services, les mesures liées à l'investissement et la protection des droits de propriété intellectuelle, comme les brevets, les droits d'auteur et les marques de commerce.

Ce sont toutes là des questions d'accès qui intéressent nos deux pays. Nous parlons aussi, bien entendu, de meilleurs mécanismes de règlement de différends et du processus d'ajustement requis par la mise en application d'un accord.

Les deux parties, monsieur le Président, veulent donc l'élimination ou la réduction des tarifs échelonnée sur une période de transition établie en fonction des problèmes d'ajustement d'industries particulières. Cette période de transition pourrait durer de cinq à dix ans. Personne ne sera pris à court par les décisions qui peuvent être entérinées dans cet accord. Et les concessions tarifaires qui seront mutuellement faites devront avoir une valeur équivalente.

Cette négociation commerciale est difficile et complexe. Personne ne dit qu'elle se ferait sans heurt. Les différends sectoriels qui surgissent pendant les négociations ne facilitent certes pas ces négociations.

Mais, monsieur le Président, tout se résume à ceci: il n'y aura pas d'entente avec les Américains si nous ne pouvons en obtenir une qui soit bonne pour le Canada, une qui soit bonne pour l'ensemble des Canadiens.

Monsieur le Président, c'est notre responsabilité, notre responsabilité collective comme membres d'un gouvernement, la responsabilité du chef du gouvernement d'entreprendre une négociation comme celle-là, parce qu'on parle du futur, on ne parle pas seulement que de nous, on parle de nos enfants et de nos petits-enfants, on parle des années 2 000, monsieur le Président, on parle d'un pays, un pays qui veut avoir sa propre place au soleil, dans un monde concurrentiel, un monde international. C'est le genre de politiques avant-gardistes que le gouvernement a proposées aux Canadiens, propose à ses partenaires commerciaux pour s'assurer un avenir important, agréable, juste et équitable au cours des années à venir.

Au Québec, on y voit la possibilité d'assurer la modernisation de la structure industrielle. C'est pour cette raison que le secteur privé, notamment le Conseil du patronat, la Chambre de commerce, l'Association des manufacturiers canadiens, est si en faveur d'un accord commercial global avec les États-Unis.

Au nombre des secteurs manufacturiers québécois qui bénéficieraient le plus d'un accord commercial Canada—États-Unis, mentionnons une part substantielle des exportations de produits à base de ressources. On peut parler des pâtes et papiers, des produits chimiques et d'autres importantes exportations manufacturières, comme le matériel de transport en commun, les télécommunications et l'aérospatiale, qui pourraient tous bénéficier d'un meilleur accès aux marchés publics américains des biens civils et militaires. Les industries québécoises des biens d'équipement et du matériel pourraient bénéficier d'un abaissement des

tarifs douaniers américains et de l'élimination de la menace de mesures compensatrices, ce qui encouragerait encore une fois de plus l'investissement au Canada et au Québec.

Le secteur québécois des services, 70 p. 100 de l'économie provinciale, plus de deux millions d'emplois, se cherche de nouveaux débouchés. S'il reste beaucoup à faire pour déterminer les divers avantages, nombre d'entreprises de secteurs comme l'assurance-vie, la construction, le génie-conseil et les services aux entreprises ont mentionné qu'elles profiteraient d'une libéralisation du commerce.

Même si nous n'avons cité que quelques exemples, il est clair que ces avantages n'iront pas à une seule région ou à un seul secteur du Québec, mais bien à l'ensemble de notre population. De la Gaspésie à l'Abitibi, des Cantons de l'Est au Saguenay-Lac-Saint-Jean—en passant par ma circonscription, je l'espère bien—des usines et des maisons financières implantées dans des milieux urbains aux entreprises forestières, agricoles, minières et des pêches, un accès libre et garanti au grand marché de notre voisin du Sud nous permettra de bâtir le Québec et de créer les emplois dont dépend notre prospérité.

Le gouvernement conservateur s'est aussi engagé à maintenir le filet de sécurité sociale qui permet au Canada de s'adapter à l'évolution de l'économie mondiale. Un nouvel accord commercial avec les États-Unis renforcera cette adaptabilité et ouvrira les nouvelles possibilités de croissance économique qui sont en fait la meilleure politique d'ajustement économique.

En conclusion, monsieur le Président, dans ses doubles négociations commerciales, les négociations bilatérales avec notre voisin du Sud et les négociations du GATT, le gouvernement s'est fixé comme objectif de solidifier et de renforcer la base économique du Canada. Il s'engage également à gérer le changement qui est la réalité économique d'aujourd'hui, à promouvoir la production, à promouvoir l'emploi, à promouvoir le revenu qui sont à la base de notre bien-être physique, social et culturel. Le gouvernement que dirige le premier ministre travaille à bâtir un Québec et un Canada plus forts dans un monde plus fort.

L'hon. Donald J. Johnston, Libéral (Saint-Henri—Westmount)

«Il faudrait que les négociations soient conçues de façon à faciliter l'accès et à restreindre l'application des règles de protection d'urgence et des barrières non tarifaires...»

Bien entendu, l'aspect le plus ironique de ce qui s'est passé sur le marché américain et sans doute ailleurs dans le monde, c'est que les réductions tarifaires obtenues dans le cadre de négociations multinationales comme celles de Tokyo, auxquelles le Canada a participé très activement, ont incité les industries américaines à trouver d'autres moyens de protection, à exploiter ce qu'on appelle les lois et règlements d'aide à l'importation et à harceler les industries canadiennes. Bien sûr, certaines de ces lois sont approuvées par le GATT, mais on peut aussi en abuser. C'est ce qui est arrivé dans bien des cas, à mon avis.

Où dans la motion, dans le discours du premier ministre ou dans tout ce que nous avons entendu à la Chambre nous précise-t-on sur quels secteurs problématiques les négociateurs du Canada insistent-ils en réponse aux réclamations des Américains? Certaines industries américaines ont fait appel aux règles du GATT. L'article 6 du GATT autorise le recours à des mesures compensatoires lorsque des produits sont subventionnés et à des mesures anti-dumping lorsque des produits sont exportés à un pays pour moins que leur valeur normale. Dans un tel cas, il faut prouver qu'il y a eu un préjudice matériel. Bien entendu, on aurait

tendance à croire que cela se ferait en dehors de toute intervention politique.

L'article 19 du GATT prévoit l'utilisation de sauvegardes, souvent sous forme de restrictions quantitatives ou de quotas. Dans ce cas-là aussi, il faut établir qu'il y a eu un préjudice grave. Comme la Chambre le sait, on peut aussi avoir recours à des dispositions compensatoires. Celles-ci sont autorisées par le GATT et, encore une fois, cela devrait être à l'abri des interventions politiques. Ce qui s'est passé récemment aux États-Unis indique cependant que ce n'est peut-être pas le cas. Les Canadiens ont l'impression que cela constitue du harcèlement et, soit dit en passant, bon nombre de Canadiens ont été victimes de harcèlement devant les tribunaux et ils ont enduré de longs et coûteux procès pour essayer d'obtenir accès au marché américain. Ils ont fait face à des obstacles commerciaux qui semblaient arbitraires.

Même si l'on nous dit que le processus n'a rien de politique, la décision de la Commission américaine du commerce international sur les exportations de bois d'œuvre canadien, qui annulait sa décision de 1983 même si rien n'avait vraiment changé, ni dans la situation, ni dans les faits, ni

dans la loi, comme le chef de mon parti l'a signalé aujourd'hui, a fait douter bien des gens que le processus soit effectivement à l'abri des interventions politiques.

Je voudrais que le gouvernement dise ce qu'il va faire pour écarter toute possibilité de harcèlement pendant ces négociations. Qu'est-ce que le gouvernement a prévu au programme à cet égard? C'est pour le savoir que nous sommes venus à la Chambre aujourd'hui. On dirait que nous allons sortir les mains vides. Le gouvernement protégera-t-il l'accès? Va-t-il faciliter l'accès? Est-ce là son ambition et son désir? Quelle est la stratégie pour les négociations à ce sujet?

Le gouvernement a cédé complètement en ce qui concerne le bois d'œuvre, comme l'a signalé mon chef ce matin. Il a dit que c'était la plus grande capitulation dans les annales des négociations canadiennes sur les échanges commerciaux. Que fait le gouvernement pour les autres secteurs où le harcèlement est devenu monnaie courante? Comment prévenir dorénavant des interventions comme celles que nous avons connues pour le bois d'œuvre ainsi que pour les bardeaux? C'est ce que les Canadiens attendent de savoir et c'est ce que les députés attendent de savoir. Nous pensions que c'est à cela que devait servir ce débat.

Il faut absolument garantir l'accès, comme le précise l'amendement que le chef de l'opposition a présenté, appuyé par le député de Winnipeg—Fort Garry. Il faudrait que les négociations soient conçues de façon à faciliter l'accès et à restreindre l'application des règles de protection d'urgence et des barrières non tarifaires, comme celle dont il est question dans la résolution, les règlements d'achats des pouvoirs publics. C'est important, non seulement pour les secteurs qui sont le point de mire, comme celui du bois d'œuvre, celui de la potasse, celui de l'acier et d'autres encore dont je parlerai dans un moment, mais aussi pour les entreprises canadiennes de la nouvelle vague. Ce sont des secteurs qui dépendent du capital intellectuel tout autant que du capital financier et qui ont besoin d'un accès aux marchés mondiaux et, naturellement, au marché américain. Ils ne veulent pas de

surprises, ils veulent être sûrs qu'une fois implantés au Canada ils auront l'accès garanti au marché américain. Tout arrangement conclu avec les États-Unis doit comprendre cette garantie, sinon il n'aura pas atteint les objectifs qui doivent figurer dans un tel accord. Cette motion et ce débat, jusqu'à présent, ne nous disent rien à cet égard.

On a également fait remarquer que les lois contre l'importation appliquées aux États-Unis nuisent beaucoup plus aux marchés canadiens que l'inverse. Cela parce que nos marchés sont petits. C'est aussi parce que nos sociétés exportent un pourcentage beaucoup plus fort de leur production que les sociétés américaines dans des secteurs semblables. Lorsqu'un marché comme celui des États-Unis se trouve fermé, les sociétés canadiennes n'ont pas immédiatement accès à d'autres secteurs, comme c'est le cas des sociétés américaines. Lorsqu'une société américaine est menacée par une barrière douanière canadienne elle peut se concentrer sur un autre élément du marché américain. Ce n'est pas le cas au Canada et c'est ce qui explique l'importance de la question de l'accès assuré.

De plus, il y a d'autres mesures non tarifaires qui limitent nos exportations et qui donnent lieu à cette incertitude. Je cite comme exemple: les règles de classification douanières fédérales et les procédures administratives qui imposent un coût excessif aux exportations canadiennes. Une autre barrière non tarifaire, monsieur le Président: les normes de production du gouvernement fédéral et du gouvernement des États-Unis qui s'opposent aux normes canadiennes dominantes.

Troisièmement, les pratiques discriminatoires provenant d'achats du gouvernement fédéral et des gouvernements des États-Unis c'est-à-dire le «*Buy American*» que vous connaissez, monsieur le Président. Il est absolument essentiel, monsieur le Président, que tout arrangement proposé par le gouvernement fournisse des moyens d'éliminer les effets néfastes pour les exportations canadiennes des lois et politiques américaines.

Où trouvons-nous cela dans la motion? Le gouvernement essaie-t-il réellement d'obtenir cela? Ce n'est certainement pas évident.

Malheureusement, nous ne savons rien de tout cela. Il est tragique de devoir finir cette journée de débat sans ne rien savoir là-dessus. L'un des objectifs premiers de l'amendement proposé par notre leader est de lever cette incertitude et d'établir la compétence.

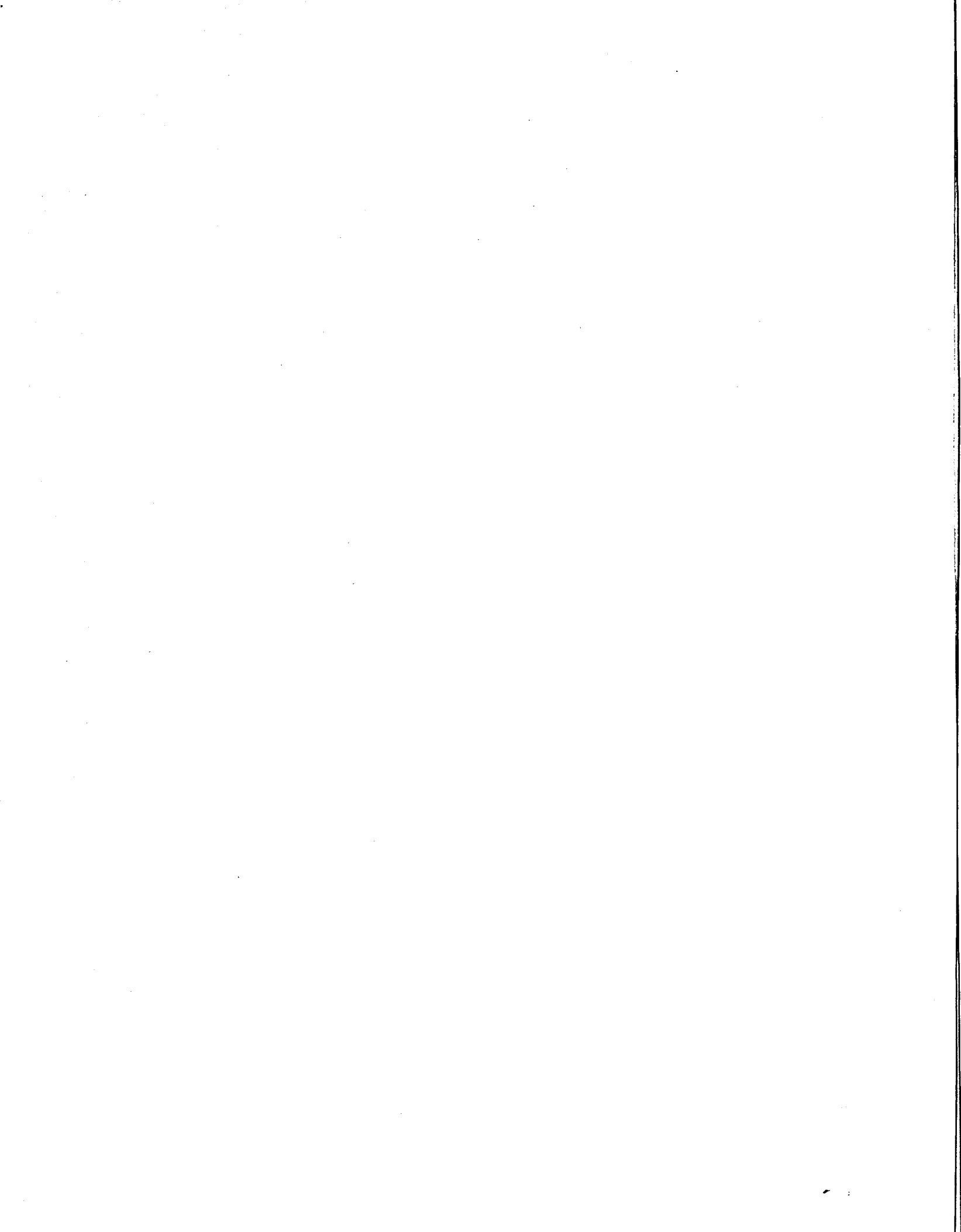
Voyons certaines questions qui posent actuellement un problème aux exportateurs canadiens. Nous devons essayer de résoudre ces problèmes et l'amendement à l'étude nous permettra de le faire. Prenons l'exemple du bois d'œuvre. Mis à part le fiasco des négociations sur le bois d'œuvre, on a également fait preuve d'incompétence dans cette affaire puisqu'à l'heure actuelle, soi-disant par inadvertance, les produits refabriqués à partir du bois d'œuvre ne sont pas visés par l'accord canado-américain et sont donc assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée et non sur le bois d'œuvre proprement dit. Pouvez-vous imaginer les conséquences qu'une telle mesure peut avoir sur les industries qui fabriquent des produits à partir du bois d'œuvre? Quelle est la réponse? Faut-il déplacer les usines au sud de la frontière? J'espère que non. Il faut inclure ce genre de question dans l'entente bilatérale dont nous parlons. Savons-nous s'il en est question? Non.

Nous connaissons également les conséquences que le *Trade Bill* américain aura vraisemblablement sur notre industrie à moins qu'il n'exempte le Canada dans divers domaines importants. Il y a eu d'autres exemples récemment et c'est pourquoi l'amendement prévoit l'arrêt des mesures de harcèlement pendant ces négociations. Le 3 mars, une enquête antidumping a été entreprise sur les importations de tubes de canalisation. Une décision préliminaire doit être rendue le 28 mars pour savoir s'il y a eu préjudice. Des exportations annuelles de 3 millions de dollars sont en cause. Prenons la potasse. Une enquête antidumping a été lancée dans ce secteur également. Là encore, nous saurons le 27 mars si la décision préliminaire conclut au préjudice.

Nous en arrivons ensuite à la question des sociétés de technologie de pointe qui posent un sérieux problème. Nous comptons beaucoup sur ce secteur. Une enquête antidumping a été entreprise

à l'égard des tubes couleurs et la décision préliminaire doit être rendue le 5 mai. Les exportations de tubes couleurs sont estimées à 10 millions de dollars. Enfin, bon nombre de nos fabricants ont fait l'objet d'une autre forme de harcèlement auquel le gouvernement actuel doit faire face, à savoir l'application de la loi américaine sur les brevets. Par exemple, au sujet des détecteurs de fumée, une plainte a été déposée auprès de la Commission du commerce international sous prétexte que certains détecteurs de fumée importés du Canada constituent une contrefaçon des brevets américains. C'est là qu'est le problème. On ne peut pas attendre une décision des tribunaux qui va coûter 500 000 \$ pour savoir ce qu'il en est. D'ici là, la société canadienne aura fait faillite. Cela montre parfaitement comment les Américains se servent de la loi pour harceler les exportateurs canadiens. Nous nous attendons à ce que le gouvernement s'attaque à ces problèmes et c'est pourquoi nous demandons l'accès au marché américain, ce qui ne figure pas dans la motion du gouvernement.

Cette motion présente des lacunes regrettables et j'espère que les conservateurs examineront très sérieusement l'amendement proposé, même s'ils se sentent tenus d'appuyer un texte mal rédigé. La plupart des députés d'en face verront sans doute que l'amendement que notre chef a proposé, appuyé par le député de Winnipeg—Fort Garry, prévoit les mesures nécessaires. Par exemple, à part la question dont j'ai parlé, à savoir que nous devons nous assurer un meilleur accès au marché américain et éliminer les barrières non douanières des États-Unis, la motion demande que le Canada conserve son indépendance pour élaborer des programmes, des politiques et des lois dans des domaines comme la politique sociale, la commercialisation des produits agricoles, la gestion de l'offre et les programmes de soutien. Quelqu'un parmi nous peut-il s'opposer à cela? Qui ne dit mot consent.



L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances)

«Ceux qui s'opposent au libre-échange ne tiennent pas compte des réalités actuelles et ne savent pas voir les possibilités de demain.»

L'opposition oublie que le commerce crée des richesses. Ces richesses paient nos services de santé, nos programmes de sécurité du revenu, le développement régional, nos institutions culturelles nationales, bref toutes les institutions, politiques et valeurs qui définissent le mode de vie canadien. Nous serions tous beaucoup plus pauvres si nous ne pouvions vendre qu'aux autres Canadiens. Un tiers de nos revenus découle du commerce extérieur, mais le monde auquel nous devons vendre nos produits aujourd'hui n'est pas facile; le marché est serré et il évolue rapidement.

Pendant longtemps, nous nous en sommes tirés en exportant des richesses naturelles ou les ressources que d'autres pays désiraient. Cependant, les choses ont changé et nous sommes devenus une grande puissance industrielle. De plus en plus nous devons nous servir de notre intelligence en transformant une grande partie de nos ressources en produits dont le reste du monde a besoin et qu'il achètera.

Peu après l'arrivée au pouvoir du gouvernement, nous avons publié un programme de relance économique. Le chef de l'opposition (M. Turner) voulait connaître la politique économique nationale du gouvernement. Elle figurait dans ce programme de relance économique de novembre 1984 qui

mettait essentiellement l'accent sur tous les programmes nécessaires pour améliorer et accroître la position concurrentielle de l'économie canadienne. L'expansion de notre commerce extérieur en était l'un des éléments clés. Notre accord commercial global avec les États-Unis a principalement pour objet de garantir et d'étendre au maximum les débouchés pour les biens et services canadiens dans le pays dont l'économie est la plus importante et la plus riche du monde et le marché dix fois plus vaste que le nôtre. Voilà la possibilité qui nous est offerte et le défi que nous devons relever aujourd'hui.

Les enjeux sont élevés. Si nous réussissons, nous aurons accès à un marché beaucoup plus vaste sur lequel vendre nos produits. Toute notre économie en profitera et pas seulement le commerce extérieur. Les programmes sociaux que nous désirons tous coûtent cher. Plus notre économie est dynamique, plus nous pouvons offrir d'avantages sociaux aux citoyens. Le même principe vaut pour nos activités culturelles.

Parlons un peu de la souveraineté. Un pays qui a une économie prospère est toujours plus important et plus fort qu'un pays dont l'économie bat de l'aile. Le succès exige peut-être des sacrifices, mais un échec nous coûterait terriblement cher. Nous ne pouvons pas poursuivre dans cette

voie. La montée du protectionnisme s'accroît de nouveau dans le monde, surtout aux États-Unis. Nous avons déjà ressenti ses effets sur les bardeaux et le bois d'œuvre. Ce sont sans doute les signes annonciateurs d'une grande vague de protectionnisme.

Ceux qui s'opposent au libre-échange ne tiennent pas compte des réalités actuelles et ne savent pas voir les possibilités de demain. Ils jouent la politique de l'autruche. Ils ne proposent aucune solution de rechange ni aucun moyen de donner aux Canadiens un meilleur accès au marché américain. Ils ne proposent aucun moyen de contrer le protectionnisme. Ils n'ont aucune solution à proposer.

Le protectionnisme ne nous apporterait rien et nous enlèverait beaucoup. Les prix à la consommation augmenteraient et notre marché rétrécirait. Il y a cependant des gens qui adoptent une attitude protectionniste alors qu'ils devraient être les derniers à le faire. Je songe par exemple au gouvernement ontarien. De toutes les provinces du pays, l'Ontario est celle qui, au cours des années, a profité le plus de l'ouverture du marché américain. L'Ontario a encore bien plus à gagner en se garantissant un accès au marché américain et en l'élargissant. Elle a beaucoup à perdre si cet accès est limité. L'Ontario vend davantage de produits aux États-Unis que toutes les autres provinces réunies. En Ontario, deux emplois sur cinq sont reliés au commerce avec les États-Unis et, dans le nord de la province, ce chiffre s'élève à sept emplois sur dix.

Certains prétendent que les arrangements commerciaux que nous avons déjà avec les États-Unis font très bien l'affaire. Selon eux, nous devrions maintenir le statu quo et ne rien changer du tout. Je dois leur dire quelque chose. Le statu quo est impossible de nos jours. Ce qui fonctionne bien aujourd'hui sera mis en doute demain et pourrait ne pas fonctionner plus tard. D'autres prétendent qu'une entente de libre-échange avec les États-Unis coûterait des centaines de milliers d'emplois. C'est faux. Si c'était vrai, nous refuserions de négocier. La vérité, comme le prouve l'histoire du Canada, c'est que le commerce crée des emplois, de bons emplois pour les Canadiens.

Le député de Winnipeg—Fort Garry (M. Axworthy) et le député d'Essex—Windsor (M. Langdon) demandent des preuves et des études. La preuve est dans notre histoire, monsieur le Président. L'histoire nous montre qu'une entente de libre-échange avec les États-Unis créerait des emplois parce qu'elle favoriserait une économie plus solide et plus importante au Canada. Autrement dit, cela voudrait dire une plus grande part de gâteau pour tous les Canadiens.

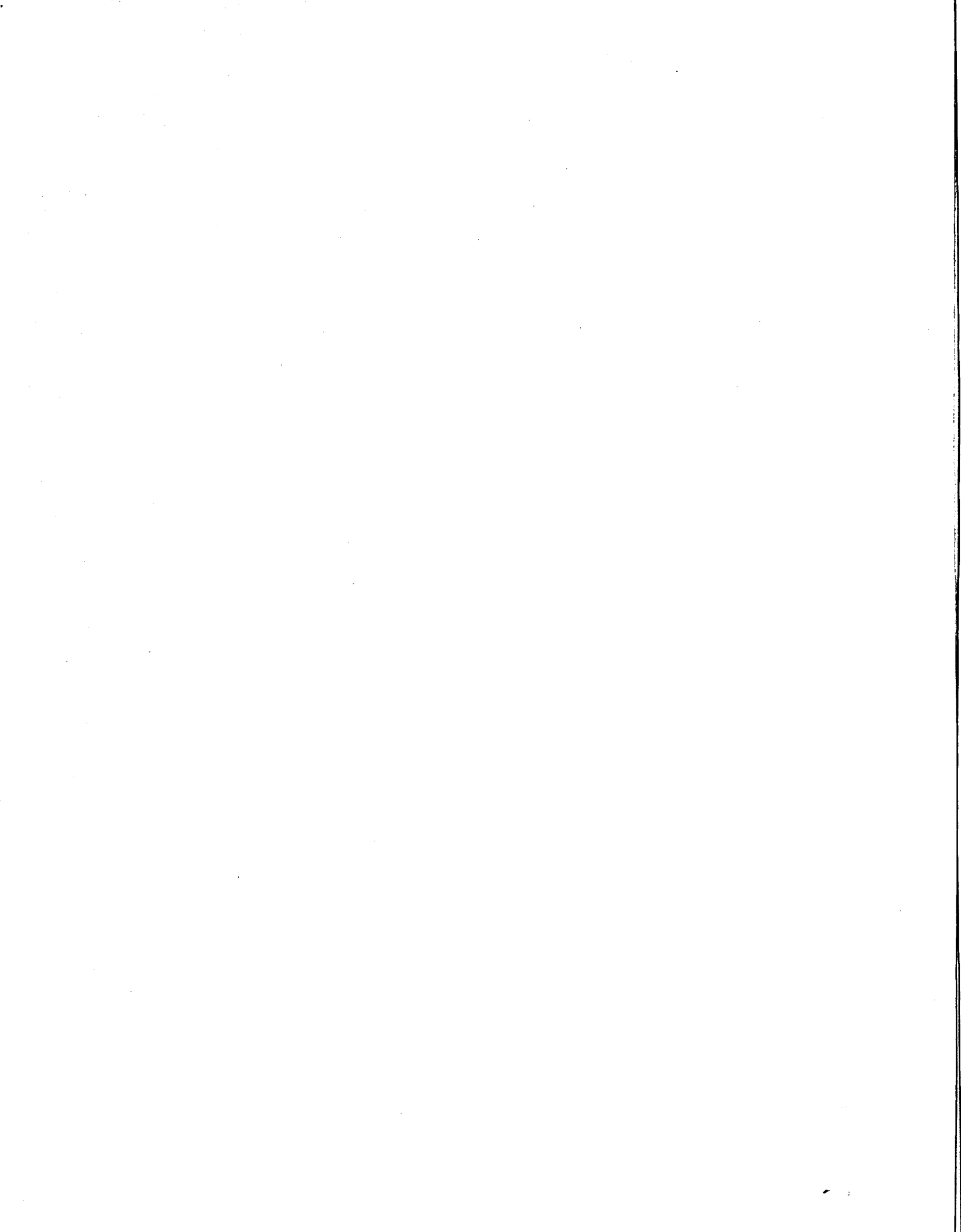
À toutes fins utiles, le libre-échange existe entre le Canada et les États-Unis pour les produits qui sont assujettis à l'Accord sur l'automobile, depuis de nombreuses années. Les décisions sur les investissements, la production et le commerce sont soumises aux forces du marché. Cette situation a été avantageuse pour nos deux pays. Une partie ou l'autre peut mettre fin à l'Accord sur l'automobile à un an d'avis. Ni l'une ni l'autre ne l'a fait parce que l'Accord nous est mutuellement avantageux.

Je voudrais lancer un défi au chef de l'opposition et au premier ministre de l'Ontario. Ils ne peuvent sûrement pas s'effrayer à la perspective que l'Accord sur le commerce avec les États-Unis mette à la portée des autres provinces du Canada les bienfaits du libre accès que l'Accord sur l'automobile a valu à l'Ontario. Ils ne peuvent pas refuser ces avantages aux provinces qui en ont le plus besoin et aux régions qui comptent sur la diversification industrielle pour créer des emplois. Il ne peuvent pas ne pas aspirer à soulager les producteurs de l'Ontario et du reste du pays des forces protectionnistes américaines. Ils souhaitent sûrement trouver un mécanisme pour résoudre les conflits commerciaux entre le Canada et les États-Unis. Notre relation commerciale est la plus considérable du monde entre deux pays et les États-Unis achètent une plus grande partie de la production ontarienne que de n'importe quelle autre de nos régions. Le chef de l'opposition et le premier ministre ontarien peuvent sûrement faire mieux qu'user de faux-fuyants et hésiter sur la question la plus capitale de notre génération. Ce n'est sûrement pas trop exiger que d'attendre qu'ils prennent position. Le gouvernement de l'Ontario doit pouvoir prendre la direction. Il pourrait sûrement mieux refléter la considération que les Ontariens

ont toujours eue pour les intérêts primordiaux de l'ensemble du Canada.

Je leur propose un défi ainsi qu'à ceux qui, à la Chambre, ne sont pas d'accord avec nous, ceux qui critiquent sournoisement les négociations sur le libre-échange que nous menons avec les États-Unis. C'est ce qui s'est produit aujourd'hui. Je dirai au très honorable chef de l'opposition, au député de Winnipeg—Fort Garry, au député de Saint-Henri—Westmount (M. Johnston), au chef du Nouveau parti démocratique et au député d'Essex—Windsor et à qui veut l'entendre que j'ai une question à leur poser. Que feriez-vous? Avez-vous une meilleure idée? Si oui, dites-le car nous n'avons encore rien entendu de tel. On nous a servi bien des critiques et des remontrances à cet égard, mais pas d'idées véritables. Nous n'avons entendu que des propos alarmistes et de faux arguments.

Je conclus sur un commentaire personnel. J'ai confiance aux Canadiens. J'ai souvent l'occasion de rencontrer des Canadiens du milieu des affaires, non seulement les capitaines d'industrie mais les entrepreneurs, ceux qui prennent des risques, les dirigeants de petites entreprises, les gens qui créent des emplois et qui investissent l'argent qu'ils ont économisé toute leur vie. Lors de ces rencontres, nous parlons toujours des avantages et des inconvénients ainsi que des adversaires et des partisans de l'accord de libre-échange avec les États-Unis. La conclusion est toujours la même. Ils disent tous d'une façon unanime et sans équivoque qu'ils veulent avoir la chance de compétitionner dans le grand marché. Ils ont confiance en leur capacité de réussir. Ils savent qu'ils sont concurrentiels et ils sont impatients de se mettre à l'œuvre.



M. Jim Fulton, NPD (Skeena)

«Un débat comme celui-ci peut donner d'excellents résultats. Par exemple, contrer la désinformation.»

La législature actuelle a déjà deux ans et demi et l'essentiel du programme économique du gouvernement, le libre-échange, n'a toujours pas été débattu. Pourtant, la première fois qu'il en est question à la Chambre, le gouvernement laisse tomber le terme même de «libre-échange». Il saute aux yeux que cette motion visait avant tout à enfumer les libéraux pour les obliger à afficher leurs couleurs—j'en parlerai dans quelques minutes—et à adopter une motion sans mentionner le mot «libre-échange». Nous devons nous interroger sur le sens d'une telle démarche. D'après ce que j'ai entendu des ministres, juin serait le mois encerclé sur le calendrier par M. Reisman pour boucler la boucle des négociations, pour tâcher de présenter quelque chose cet été au gouvernement américain puisqu'on procède actuellement au pas de charge.

Les Canadiens veulent des réponses à l'occasion du présent débat. Il semble maintenant peu probable que le gouvernement en donne. Ce ne sera guère rassurant pour un travailleur de scierie à Terrace, pour un pêcheur de Prince-Rupert ou de Terre-Neuve, pour un travailleur du vêtement ou du textile du Québec, pour un agriculteur des provinces des Prairies ou pour les Canadiens du Nord. Le gouvernement s'en écarte à dessein, même des questions qui, à mon avis, la Chambre pourrait débattre de façon intelligente, entre autres

la question de savoir quel est vraiment le dispositif qui sera utilisé pour régler les différends dont parle le gouvernement.

Durant 50 ans, le commerce a été tout à fait libre. C'est depuis l'accession du gouvernement actuel que le problème a surgi. Cet accord proposé par M. Reisman et le gouvernement n'influera pas sur la taxe de 35 p. 100 perçue sur les bardeaux, ni sur la taxe à l'exportation de 15 p. 100 prélevée sur le bois d'œuvre, ni sur les droits compensateurs imposés sur le porc, le poisson, les framboises, l'acier et de nombreux autres produits. Le gouvernement néglige d'écouter ce qui se dit au Sénat et au Congrès des États-Unis.

Récemment, Don Munton, directeur de la recherche à l'Institut canadien des affaires internationales, formulait l'important argument que voici:

«Si le Congrès voulait adopter une attitude protectionniste, il le ferait, peu importe qu'il y ait un traité canado-américain sur le libre-échange.»

Il y a d'autres questions qu'il convient d'aborder durant le présent débat. J'espère que tous les députés tenteront au moins de le faire. Les États-Unis sont obsédés par leur déficit commercial mondial qui dépassait l'an dernier la somme de 150 milliards de dollars dont plus de 20 milliards dans

leurs échanges commerciaux avec le Canada. Les États-Unis ont bien précisé qu'ils avaient l'intention de réduire ce déficit parce que depuis une demi-douzaine d'années ils ont perdu 1,6 million d'emplois industriels. Les États-Unis perdent des emplois industriels et ils ont maintenant un énorme déficit commercial. Ils sont en train de ramener des capitaux aux États-Unis.

Si l'on se tourne vers l'unique traité bilatéral négocié jusqu'ici—c'est celui qui concerne Israël—il n'y a eu ni pourparlers, ni commentaires, ni lettres accessoires, ni rien d'autre quand il s'est agi de recours compensateurs ouverts aux États-Unis.

Nous avons une idée assez juste de ce que le gouvernement a à son programme. Nous savons maintenant que le gouvernement cherche à se défilier. Si nous relisons les discours qui ont été prononcés à la Chambre aujourd'hui, en particulier celui du premier ministre, nous constatons que l'expression «libre-échange» est rapidement en train de disparaître. La ministre du Commerce extérieur tente encore de revigorer l'expression, mais les autres ministériels qui sont intervenus ont bien pris garde d'en faire mention.

Il y a un élément-clé qui a été apporté il y a un instant par le ministre des Finances (M. Wilson) quand il a dit qu'entre 1982 et 1985, les États-Unis ont augmenté de 38 p. 100 leurs exportations vers le Canada, alors que pour le reste du monde l'augmentation n'a été que de 1,5 p. 100. Il y a des secteurs canadiens que nous devrions examiner parce qu'ils sont très révélateurs. Celui de l'électroménager par exemple. Il y a 10 ans, nous avions des douzaines et des douzaines de petites usines fabriquant des appareils électro-ménagers tels des percolateurs, grille-pains, fours à micro-ondes et cuisinières. Tout cela se fabriquait au Canada. Il y a 10 ans, c'était fabriqué au Canada à raison de 90 p. 100. Maintenant, c'est fabriqué aux États-Unis à raison de 90 p. 100, parce que leurs usines de montage sont capables de livrer à prix hautement compétitif des fabrications axées vers le consommateur, comme les réfrigérateurs avec machine à glace d'un côté, en bleu, vert ou orange. Ils ont trois plateaux à l'intérieur et ce genre de trucs. Il y a également des grille-pain automatiques pour faire

griller une, deux ou trois tranches à la fois, et autres articles du genre. Les Américains sont capables de fabriquer en assez grande quantité des produits de consommation haut de gamme pour en inonder le Canada.

Un débat comme celui-ci peut donner d'excellents résultats. Par exemple, contre la désinformation. On voudrait nous faire croire que la signature d'un accord de libre-échange nous débarrasserait des droits compensateurs que les Américains nous ont récemment imposés et préviendrait tout autre initiative de même nature. Don Munton, véritable spécialiste dans ce domaine, a bien précisé qu'il n'en serait rien.

L'hon. John C. Crosbie (ministre des Transports)

«La sécurité d'accès a de l'importance parce que le secteur des pêches de l'Atlantique est harcelé depuis des années par les mesures anti-dumping et les droits compensateurs des États-Unis.»

C'est important pour la région de l'Atlantique d'où je viens, car notre économie dépend de nos échanges avec nos marchés traditionnels des États-Unis. Les 70 députés d'en face sont contre ce qui fait vivre l'économie des Maritimes. En 1985, les deux-tiers des exportations de la région de l'Atlantique étaient destinés aux États-Unis.

Le marché américain a été le destinataire de 65 p. 100 des exportations de l'Île-du-Prince-Édouard, 71 p. 100 de celles de la Nouvelle-Écosse, et 70 p. 100 de celles de Nouveau-Brunswick. Les exportations vers les États-Unis revêtent une importance cruciale pour toute la région de l'Atlantique. En 1985, les exportations de Terre-Neuve se sont chiffrées à 440 millions de dollars, soit 756 \$ par habitant. Les exportations de l'Île-du-Prince-Édouard s'élevaient à 73,5 millions soit 576 \$ par habitant et celles de la Nouvelle-Écosse, à 1,12 milliard, soit 1 351 \$ par habitant. Pour le Nouveau-Brunswick, ce chiffre était de 1,46 milliard ou 2 032 \$ par capita. Les 70 députés assis en face s'en moquent. Ils vont essayer de faire du sabotage s'ils le peuvent. Cela représente au total 3,1 milliards de dollars, soit 12,6 p. 100 du produit intérieur brut de la région de l'Atlantique. C'est ce qui alimente l'économie régionale.

À l'échelle du Canada, 78 p. 100 de l'ensemble des exportations sont allées aux États-Unis en 1985, ce qui représentait plus de 21 p. 100 du PNB. Je signale que cela fait un tout petit peu plus d'un cinquième pour ceux qui ne comprendraient pas. Nos exportations vers les États-Unis représentaient plus de 2 millions d'emplois. Les emplois sont d'ailleurs la seule chose dont les députés d'en face savent parler.

On serait porté à croire que l'Ontario n'est pas touchée par les États-Unis. On se fiche pas mal des États-Unis en Ontario. Le premier ministre Peterson se moque éperdument des États-Unis ou des exportations vers ce pays. Il est pas mal indépendant. Il veut juger et décider lui-même. Il va signer les traités ou bien il ne les signera pas. Pourquoi? Parce que M. Peterson est le premier ministre de la toute puissante province de l'Ontario. Il ne comprend pas que 91 p. 100 de l'ensemble des exportations de l'Ontario se font à destination des États-Unis d'Amérique.

À Terre-Neuve, nous ne sommes pas très intelligents, pas autant que les gens de l'intérieur du pays. Seulement 54 p. 100 de nos exportations vont aux États-Unis, mais nous sommes en faveur

des démarches faites par le gouvernement en matière de libre-échange. Quelle est la différence entre 54 p. 100 et 91 p. 100? Cela fait 37 p. 100. L'Ontario envoie 37 p. 100 de ses exportations en plus que nous vers les États-Unis et le premier ministre Peterson s'en moque. Il se fiche comme de sa première chemise que 91 p. 100 des exportations de la province s'en aillent là-bas ou pas. Il trouve ces démarches franchement dangereuses. Comment comprendre le raisonnement du premier ministre Peterson ou de son agent à la Chambre, le chef de l'opposition (M. Turner)? Non, nous ne pouvons pas comprendre. Nous nous y entendons en calcul toutefois et, à Terre-Neuve, 54 p. 100 est une satanée grosse proportion des exportations.

La sécurité d'accès a de l'importance parce que le secteur des pêches de l'Atlantique est harcelé depuis des années par les mesures anti-dumping et les droits compensateurs des États-Unis. Nous avons été harcelés et nous ne voulons plus l'être. Le gouvernement tente de nous éviter d'être harcelés à l'avenir parce que nous l'avons été par le passé et nous savons que nous le serons encore si nous ne concluons pas d'accord avec les États-Unis. Nous serons harcelés et tracassés plus que jamais. Voilà pourquoi nous voulons que le gouvernement réussisse. Voilà pourquoi nous appuyons le premier ministre dans ces négociations sur le libre-échange.

Les échanges du Canada avec les États-Unis sont trop importants pour la région de l'Atlantique pour qu'elle puisse accepter les caprices de l'opposition officielle ou du NPD qui sont fermement opposés à un accord global avec les États-Unis. Ils s'enfouissent complètement la tête dans le sable et leurs oreilles résonnent des applaudissements qu'ils se sont adressés à eux-mêmes au cours de leur week-end à Montréal. Ils rugissent entre les élections, mais ils se contenteront de miauler lors des prochaines élections dans deux ou trois ans. Ils ne seront plus que des petits chats tigrés apprivoisés.

Depuis 1980, il y a eu 22 enquêtes anti-dumping, 14 affaires concernant des droits compensateurs et six recours à la clause de sauvegarde relativement aux exportations canadiennes aux États-Unis. En 1984 seulement, 6 milliards de dollars de produits canadiens, représentant 150 000

emplois, étaient en danger. Si nous ne faisons rien à ce sujet, on devrait nous flanquer à la porte. L'histoire nous jugerait comme des ratés. Nous ferons de notre mieux afin d'obtenir un accord commercial global avec les États-Unis. Si nous échouons, ce ne sera pas de notre faute mais bien à cause de nos 70 vis-à-vis et d'un gouvernement américain inflexible et insensible.

M. Don Boudria, Libéral (Glengarry—Prescott—Russell)

«Il faudrait rejeter purement et simplement la motion elle-même à cause de toutes les erreurs qu'elle contient.»

Il faudrait rejeter purement et simplement la motion elle-même à cause de toutes les erreurs qu'elle contient. On n'y parle nulle part des offices de commercialisation des produits agricoles ni spécifiquement d'une gestion des approvisionnements. Elle ne parle pas du Pacte de l'automobile, elle ne fait qu'une allusion générale à l'industrie automobile. Elle mentionne notre identité culturelle, pas nos industries culturelles. Elle traite d'un accord commercial avec les États-Unis en négligeant de préciser que le gouvernement entreprend une série de négociations sur le libre-échange.

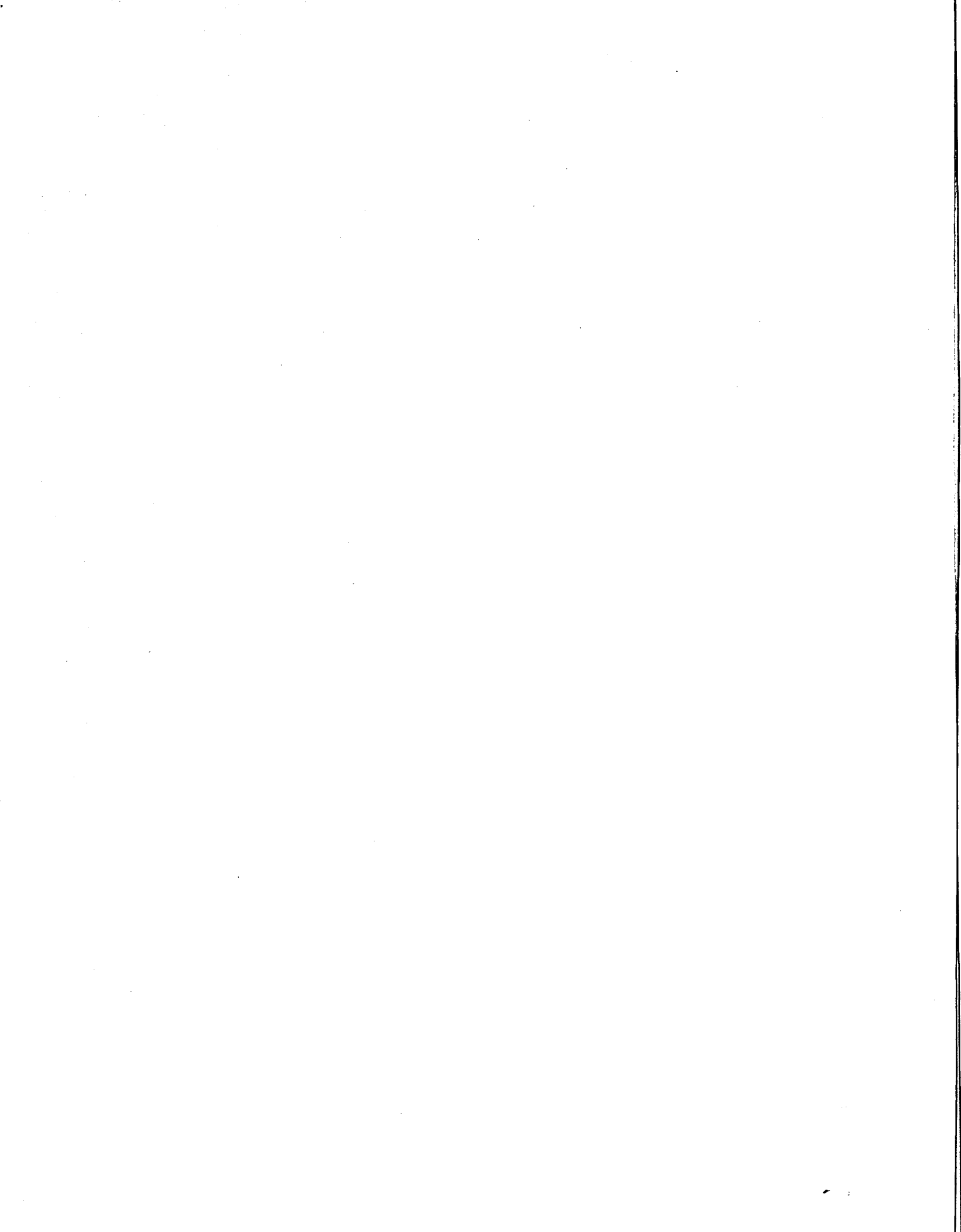
Il n'y a eu aucune discussion à l'exception d'aujourd'hui, pour la première fois, quelque deux ans plus tard, sur tout le dossier du libre-échange: deux ans avant d'en parler dans cette Chambre. Cela, monsieur le Président, c'est totalement inadéquat. Et de plus, avant d'entamer les discussions, il n'y a eu aucune discussion avec les régimes provinciaux... avec les gouvernements provinciaux partout au Canada. Et les premiers ministres provinciaux naturellement auraient eu beaucoup plus à faire s'ils avaient été consultés dès le début, ce qui n'a pas été le cas.

Le premier ministre et les autres conservateurs peuvent bien essayer de dire deux choses différentes en même temps, mais nous ne nous

laisserons pas prendre à leur jeu. Nous savons ce qui se passe. Nous voyons clair dans les beaux discours et les âneries que nous débitent les conservateurs. Depuis le début, ils négocient des choses qu'ils avaient promis de ne pas négocier.

Nous ne croyons pas ce que disent les conservateurs à ce sujet et nous ne croyons pas non plus ce que certains ministres conservateurs ont commencé à dire aujourd'hui, soit que certains secteurs de l'agriculture seront peut-être protégés et peut-être pas ou que l'agriculture serait peut-être protégée. Nous ne les croyons pas. Pourquoi? C'est à cause de ce que les conservateurs ont fait jusqu'ici. Nous les avons vu briser leurs promesses et tromper les Canadiens une fois après l'autre.

Voilà pourquoi le très honorable chef de notre parti a proposé la motion tout à fait appropriée et bien rédigée que j'ai à la main. Si je la relisais à la députée de Calgary-Sud (M^{me} Sparrow), elle comprendrait mieux pourquoi nous pourrions améliorer la motion et la rendre au moins relativement acceptable, même si les négociateurs d'en face seront toujours des incompetents.



L'hon. Flora MacDonald (ministre des Communications)

«Nous parlons d'un accord commercial, pas d'une union politique ni d'une assimilation culturelle.»

Quel effet cela a-t-il sur notre culture? Qu'est-ce qu'une amélioration de la prospérité des Canadiens représente pour les industries culturelles? Cela représente un secteur culturel florissant, plus florissant que jamais. Cela représente des achats plus importants de produits culturels par un plus grand nombre de Canadiens que jamais auparavant. Cela signifiera plus d'emplois pour les créateurs canadiens et plus de possibilités de créer que jamais auparavant. C'est là une occasion qu'il ne faudrait pas perdre.

On en a entendu certains décrier les effets qu'un tel accord aurait sur notre culture. Des critiques ont soutenu que le gouvernement braderait le Canada afin de pouvoir conclure un accord. Dire pareilles choses, c'est espérer que la simple répétition d'une fausseté réussisse à convaincre les Canadiens que c'est la vérité. Je tiens à souligner l'engagement répété et ferme du gouvernement à protéger la culture canadienne.

Dès le début de ces négociations, nous avons affirmé que la culture et les communications étaient essentielles à la défense, à la sécurité et à la santé économique du Canada. Or elles sont beaucoup plus que cela. Nous essayons bien de quantifier la culture en utilisant les termes «industries» et

«produits» pour réduire le phénomène, mais nous reconnaissons tous dans la réalité que le meilleur de notre culture est intangible. Ce sont nos idées et nos émotions qui nous font Canadiens. C'est l'esprit qui sous-tend tous nos actes, qui nous fait déclarer allégeance à notre terre natale d'innombrables façons, même routinières, maintes et maintes fois, jour après jour. Ce sont nos espoirs et nos aspirations, notre façon de faire les choses. C'est notre façon de vivre. Nul gouvernement n'oserait ni pourrait ne pas tenir compte de ces réalités. Certainement pas notre gouvernement. Notre gouvernement ne ferait pas cela.

Nous n'avons pas besoin d'y être incités par les partis d'opposition ni même par des groupes de pression pour faire comprendre clairement notre position aux Américains. Nous l'avons fait depuis le début. Ils connaissent notre position. Ils nous ont certes entendus souvent en parler. Dès septembre 1985, le premier ministre (M. Mulroney) déclarait ce qui suit:

«Notre souveraineté politique, notre régime de programmes sociaux, notre engagement relativement à la lutte contre la disparité régionale, notre identité culturelle exceptionnelle, nos particularités linguistiques qui constituent l'essence même du Canada ne sont pas en jeu dans ces négociations.»

En décembre de la même année, le premier ministre faisait à Chicago la déclaration que voici:

«Aux États-Unis, la sécurité nationale s'applique à plus de domaines qu'au Canada, tandis que chez nous la souveraineté culturelle a une portée plus étendue.»

Les nombreux instruments culturels à notre disposition sont une raison pour laquelle le Canada est aussi vigoureux à l'heure actuelle. Les gouvernements conservateurs ont reconnu cela de longue date et c'est pourquoi ils ont contribué à en créer un grand nombre. Nous reconnaissons qu'ils sont à la source même de l'identité canadienne. Le gouvernement connaît cette vérité fondamentale. Nous aussi nous avons créé des instruments et cherché des solutions novatrices pour répondre à nos besoins culturels. C'est en partie à cause des instruments de ce genre que le Canada est parvenu à une étape où nous pouvons envisager avec confiance un nouvel accord commercial. Nous pouvons l'envisager, sachant fort bien que notre culture est à la fois riche et bien assise, que notre identité n'est plus incertaine, qu'elle n'a jamais été aussi forte et que nos institutions culturelles défendront avec force les deux.

Nous parlons d'un accord commercial, pas d'une union politique ni d'une assimilation culturelle. Nous recherchons un accord qui donnera confiance aux entreprises et favorisera la prospérité de notre pays. En augmentant notre richesse et en fondant nos rapports économiques avec les États-Unis sur des assises plus solides, nous améliorerons notre capacité de faire des choix, ce qui constitue l'essence même d'une nation indépendante.

Ce ne sont pas des négociations commerciales ou un accord avec les États-Unis qui vont affaiblir notre souveraineté ou nuire à notre identité. Il est sûr que personne de ce côté-ci de la Chambre ne le pense. Nous sommes en train, au contraire, d'affirmer notre souveraineté dans un monde de plus en plus interdépendant, de montrer que nous faisons confiance à notre capacité d'être aussi productifs, créatifs, ingénieux et efficaces que nos voisins, les Américains.

J'ai écouté les propos des chefs des deux partis d'opposition ce matin. Ils n'ont malheureusement

pas fait preuve de leadership. Avoir du leadership, c'est saisir l'opportunité qui nous est fournie, comme le font le premier ministre du Canada et le parti conservateur. Je suis fier, monsieur, que ce soit le parti conservateur, celui qui a fondé ce pays, qui ait l'audace de nous faire entrer de plain-pied dans le XXI^e siècle, d'agir avec témérité pour l'avenir des Canadiens.

M. Vic Althouse, NPD (Humboldt—Lake Centre)

«Peu importe l'adoption de cette motion, les Canadiens n'en croiront pas pour autant que leur culture, leur agriculture, leurs programmes sociaux et leur identité culturelle sont à l'abri.»

Ce que nous voyons, c'est une économie qui domine encore le monde occidental, financièrement, et qui a utilisé son dollar pour maintenir cette position. Toutefois, nous voyons une Amérique dont le déficit commercial augmente sans cesse. Elle est incapable de produire suffisamment de biens et de services pour compenser ce qui est devenu un déficit commercial croissant. Le premier ministre n'a pas vu que, dans ce pays-là, le déficit budgétaire et les dépenses gouvernementales ne cessent d'augmenter à un rythme accéléré. Dans un an ou deux, il vivra sur ses investissements extérieurs. Ce pays va devoir compter entièrement sur l'investissement étranger et la dette étrangère pour éviter la faillite économique.

Ce n'est pas le genre d'économie à laquelle on voudrait s'associer. Ce n'est pas le genre d'associé que je prendrais si j'étais cultivateur. Je ne m'accrocherais pas à ce genre de voisin si je voulais me sortir d'une mauvaise passe.

Pourquoi avons-nous décidé de nous tourner vers les États-Unis? Nous aurions dû savoir, et le premier ministre l'aurait su s'il s'était donné la peine d'examiner les chiffres, que la balance agricole des États-Unis est en baisse. Cette baisse a

commencé en 1981, année où les Américains ont exporté pour 44 milliards de dollars de produits agricoles. En 1986, leurs exportations n'atteignaient plus que 29 milliards. Cela représente une diminution de 15 milliards sur cinq ans, qu'ils doivent à la vigueur de leur dollar par rapport aux autres monnaies, aux efforts qu'ils ont déployés pour demeurer l'une des premières économies occidentales et, je dois le dire, en toute objectivité, au fait que leur système de commercialisation des céréales a perdu de son efficacité. Pour cette raison, les États-Unis ont perdu des marchés et accumulé un déficit commercial pour les produits agricoles. Cela aurait dû sauter aux yeux du premier ministre. Lorsqu'il a proposé de conclure un accord bilatéral global et qu'il a commencé à en discuter avec les États-Unis, il aurait dû savoir que les Américains étaient inquiets de voir diminuer leur part du marché agricole. Il aurait dû examiner le bilan de nos échanges commerciaux avec les États-Unis, en ce qui concerne l'agriculture.

Contrairement au tableau favorable que le gouvernement essaye de présenter aux Canadiens et aux partis de l'opposition, nous avons un déficit commercial par rapport aux États-Unis. Ce pays nous vend davantage de produits agricoles que nous

ne lui en vendons. Notre balance commerciale est nettement négative, l'écart se chiffrant entre un et deux milliards par an. Si nous prenons l'ensemble de nos exportations vers les États-Unis, nous verrons qu'elles atteignaient près de 83 milliards en 1984, la dernière année pour laquelle je possède des chiffres définitifs. Cette année, nous avons expédié vers les États-Unis pour 2,2 milliards de produits agricoles, autrement dit, moins de 2 p. 100 de nos exportations vers les États-Unis étaient des produits agricoles. Les Américains nous ont expédié pour 68,5 milliards de marchandises, dont 3,6 milliards de denrées agricoles. Cela représente plus de 5 p. 100 de nos échanges totaux et cela laisse notre pays avec un déficit total d'environ 1,4 milliard.

Comme les Américains se voient déjà comme des victimes dans le secteur agricole, qu'ils ont déjà et ont eu par le passé une balance commerciale favorable avec le Canada et qu'ils voient dans le Canada un marché qui leur permettra d'améliorer encore cette balance commerciale, nous sommes tout à fait convaincus, comme le serait tout observateur objectif, qu'ils insisteront encore pour que la question agricole et l'accès à notre marché soient discutés dans les négociations. Ce n'est pas là seulement une opinion personnelle, car M. Warley, de l'Université de Guelph, ne pense pas autrement.

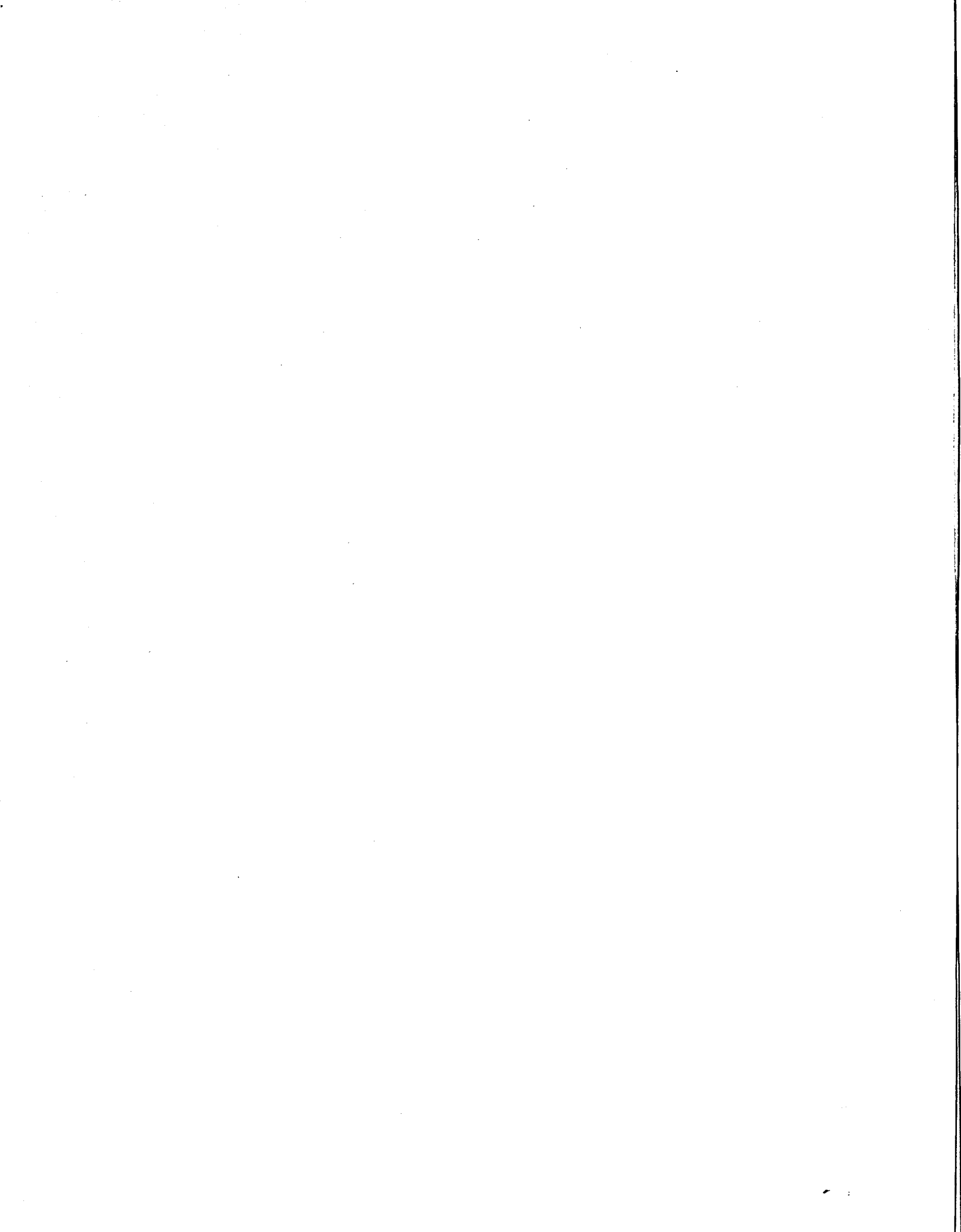
Pour ce qui est du commerce du bétail et de la viande, il est fort possible que le Canada continue d'afficher un solde favorable à l'exportation. Je dois ajouter que ces marchés nous étaient déjà très accessibles avant le début des négociations commerciales. Depuis le début des négociations sur la libéralisation des échanges, nous avons perdu du terrain dans des secteurs où le libre-échange se pratiquait de gré à gré depuis 40 ou 50 ans. Avant le début des pourparlers, près de 80 p. 100 des échanges de biens et services de part et d'autre de la frontière se faisaient sans entrave financière ou autre. Pourtant, deux ans après le sommet qui a servi de point de départ aux pourparlers, grâce aux mesures prises à l'égard des porcs sur pied, du poisson salé et du bois d'œuvre, ce pourcentage se situe maintenant tout près de 70 p. 100. Voilà ce que les progressistes conservateurs appellent le progrès!

Nous sommes passés d'une situation de libre-échange à 80 p. 100 à une situation de libre-échange à 70 p. 100. À mon avis, le gouvernement ne s'est pas intéressé à l'aspect pertinent de nos rapports commerciaux. Je crois qu'il n'a pas du tout abordé la question du règlement des conflits. Pratiquement 80 p. 100 de nos produits circulaient sans entrave avant le début des prétendus pourparlers. Notre principal problème était celui de savoir composer avec les initiatives de la Commission du commerce international qui relève du département du Commerce des États-Unis. Cet organisme quasi judiciaire peut agir beaucoup plus rapidement que tout autre organisme canadien analogue. Ses activités ont pris de l'ampleur à la faveur de la réaction protectionniste des agriculteurs—de tous les producteurs en fait—des États-Unis face à la détérioration de leur position concurrentielle par rapport au reste du monde. Nous nous faisons constamment traîner devant ce tribunal à la demande des producteurs américains. Même après nous être soumis au mécanisme et avoir prouvé que nos produits ne sont pas subventionnés ou quoi que ce soit, ils continuent à nous harceler. La question du bois d'œuvre n'est qu'un problème parmi d'autres. Nous avons montré il y a trois ou quatre ans que notre calcul des droits de coupe ne comportait pas de subventions injustifiées. Dernièrement, nous avons dû nous défendre devant la Commission du commerce international. Après avoir négocié, le gouvernement a affaibli à tel point notre position que nous ne pouvons plus exporter sans contraintes financières qu'environ 70 p. 100 de nos produits, alors que le taux était de 80 p. 100 au départ.

La motion à l'étude constitue une tentative du gouvernement pour modérer la position de ceux qui, comme mes collègues et moi-même, ont examiné la question avec sérieux et réalisme. Le gouvernement tente de nous persuader ainsi qu'il ne permettra jamais que la protection de notre souveraineté, de nos programmes sociaux, de nos systèmes de commercialisation des produits agricoles, de notre industrie automobile et de notre identité culturelle très particulière fasse l'objet de négociations directes. Parce qu'il dispose d'une forte majorité à la Chambre, la motion sera adoptée. Les 208 députés conservateurs veilleront à ce qu'elle le

soit. Fort de ce succès, le gouvernement poursuivra donc les négociations.

Peu importe l'adoption de cette motion, les Canadiens n'en croiront pas pour autant que leur culture, leur agriculture, leurs programmes sociaux et leur identité culturelle sont à l'abri.



L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social)

«Je crois que nous forgerons ensemble un accord qui nous enrichira tous les deux, un accord sans perdant.»

Lorsque nous avons entamé ces négociations, il y a un an et demi, nous nous sommes fixés trois objectifs principaux. Les Canadiens ne peuvent que juger ces objectifs valables s'ils font fi des considérations d'ordre politique ou des intérêts régionaux.

Premièrement, nous voulions nous assurer l'accès au marché américain en faisant adopter de nouveaux règlements et de nouvelles modalités limitant l'incidence de la législation qui protège les entreprises commerciales. Tous les députés peuvent bien maudire le sentiment protectionniste qui s'est répandu aux États-Unis. Nous connaissons les problèmes. Toutefois, après s'être élevé contre ce sentiment, il nous appartient de venir à la table de négociation, d'essayer d'oublier cela et de parvenir à un accord entre les deux nations qui ont le plus important commerce au monde.

Nous voulions une définition plus claire des pratiques qui faussent le commerce de façon à réduire le risque de droits compensateurs. Nous voulions également améliorer notre accès au marché américain grâce à notre participation aux marchés de l'État fédéral et des États et à une libération générale du commerce. Nous voulions que cette libéralisation se fasse de façon ordonnée, par l'élimination des droits de douane, des contin-

gements et des autres barrières sur une période de temps.

Ceux qui examinent ces propositions ne peuvent que les trouver opportunes et dans l'intérêt du Canada et des relations commerciales qui existent entre nos deux pays.

Nous voulions asseoir notre accès au marché américain et disposer d'un mécanisme de règlement des différends qui soit juste, rapide et concluant. Nous savons qu'il le faut. En fait, durant le débat d'aujourd'hui de nombreux députés l'ont dit.

Nous voulions aussi des dispositions qui préserveraient l'indépendance d'action du Canada dans la poursuite de réalisations nationales. Le ministre des Communications (M^{lle} MacDonald) en a parlé ce soir.

Nous voulions un accord durable qui scellerait nos obligations mutuelles et tiendrait compte des différences entre nos deux systèmes de gouvernement. Car ils sont différents, tout comme nos sociétés sont différentes. Cela dit, en peuples indépendants et en dépit de nos différences, nous nous sommes rapprochés au cours des années pour des raisons géographiques bien sûr, mais aussi du fait de notre amour mutuel de la démocratie.

Je suis convaincu ce soir que nous réussirons. Nous avons la volonté de réussir en tant que peuple. Nous nous sommes engagés à réussir, tout comme les États-Unis. Je crois que nous forgerons ensemble un accord qui nous enrichira tous les deux, un accord sans perdant. Seul ce genre d'accord nous intéresse et seul ce genre d'accord nous apportera la stabilité à long terme. Les Canadiens sont pour. La Chambre a entendu mes collègues parler des nombreuses personnalités canadiennes qui ont exhorté le gouvernement à négocier. Je ne citerai pas le nom de toutes ces personnes, mais elles se sont renseignées et estiment que le Canada aurait tout intérêt à conclure un nouvel accord commercial avec les États-Unis.

Nous ne voulons pas de n'importe quel accord commercial. Le gouvernement négocie sous la direction du premier ministre un accord global qui établit des règles bien précises. Il élimine les barrières commerciales et permettra de régler rapidement et équitablement les différends. Il sera instauré graduellement et équitablement et stimulera la croissance économique et l'investissement.

Nos détracteurs ne partagent pas ce point de vue. Ils ont exprimé des craintes et se sont dit étonnés que les négociations soient sur le point de supprimer les barrières qui s'opposent au commerce. Je me demande où ils étaient depuis deux ans. Nous avons négocié de façon à favoriser de toute urgence le renouveau économique et à créer des possibilités d'emploi et le climat de confiance indispensable au renouveau économique.

Pour conclure, il faut voir les choses dans une perspective plus vaste que celle dont j'ai parlé jusqu'ici. Au cours de notre histoire, nous avons tenu des débats qui, selon les historiens, font partie de notre patrimoine canadien. Il y a eu le débat sur la Confédération du Canada, lequel a suscité de vives divergences d'opinions. Notre pays était petit et sa population éparpillée. En pourtant, les Canadiens de l'époque ont oublié leurs querelles partisans pour créer un pays. Nous connaissons la politique nationale qui a non seulement permis de construire le chemin de fer, mais aussi de développer et de coloniser l'Ouest. Elle fait partie de notre patrimoine.

Il y a quelques années, la Chambre a tenu des débats animés sur la Constitution. On a entendu des opinions différentes sur la méthode de rapatriement de la Constitution, sur la formule d'amendement et sur l'opportunité de constitutionnaliser la Charte des droits. Ce débat a été très animé, mais les partis de la Chambre ont réussi à s'entendre au cours d'un vote dans l'intérêt du Canada. Le débat d'aujourd'hui sur la conclusion d'une entente commerciale avec les États-Unis fondée sur la justice, l'équité et les intérêts nationaux des deux pays est un autre grand débat de notre histoire. Il faut que chacun à la Chambre y mette du sien pour que nous puissions rapprocher nos opinions divergentes. Ce qu'il faut avant tout cependant, c'est que nous reconnaissons tous que la prospérité commerciale est avantageuse pour le Canada, notre jeunesse et notre avenir. J'espère que ce débat aura mis tous les Canadiens sur la bonne voie.

NOTES

doc
CA1
EA500
87P16
EXF



Parliamentary Debate Canada-U.S. Bilateral Trading Agreement (Excerpts)

**House of Commons
March 16, 1987**

.b2105354 (E)
.b210555X (F)



Parliamentary Debate Canada-U.S. Bilateral Trading Agreement (Excerpts)

43-245-760

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

JUN 22 1987

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

House of Commons
March 16, 1987

Minister for International Trade



Ministre du Commerce extérieur

Canada

On March 16, 1987, I had the honour to present a motion to the House of Commons initiating an historic debate on Canada's future.

I moved:

That this House supports the negotiation of a bilateral trading arrangement with the United States, as part of the government's multilateral trade policy, while protecting our political sovereignty, social programs, agricultural marketing systems, the auto industry, and our unique cultural identity.

Sixteen Members of Parliament, including the Prime Minister, the leader of the official Opposition, the leader of the New Democratic Party, and seven cabinet ministers participated with major speeches.

Because of the importance of the Government's free trade initiative with the United States and in the interest of a healthy and informed debate in the country, excerpts containing the substance of those speeches have been gathered together in this booklet.

It is my hope, and that of the Government, that this record of the debate will be helpful to Canadians in understanding the issues and points of view involved in our trade initiative.

Pat Carney

Right Hon. Brian Mulroney (Prime Minister)

“My Government introduced this historic initiative to create jobs and ensure economic equality for all regions of Canada.”

When we decided to engage officially in trade negotiations with the United States, we knew this would be controversial, that all the old bug bears would be resurrected and that it would fan the flames of past partisan debate on the subject. We have decided to go ahead, regardless of the political risk, because we felt it was in the national interest. Why? Simply because without economic prosperity, there can be no cultural and social development in Canada, and to provide for prosperity, we must preserve and expand our export markets.

Canadians export to many countries in the world, but our main market, and in fact the wealthiest and biggest market on this planet is the United States, our next door neighbour. The jobs of several million Canadians depend on it, but access for our goods and services to the U.S. market, as to any other market, is being increasingly threatened by the wave of protectionism and the undue recourse to legislation that presently predominates in international trade.

Our over-all objective is clear-cut. It is to try to carve out a unique trading relationship with the United States of America that will create jobs, end trade harassment, introduce stability, eliminate trade barriers, enhance competitiveness, spur productivity and build an instrument of liberalized

trade between the two greatest trading partners in the world. It will be an agreement that can serve as a model for all countries seeking relief from protectionism, growth in the Third World and more liberalized access to markets everywhere.

This is not a selfish initiative but it has clear advantages to both sides. We hope it will eventually be seen as a signal against the kinds of vulgar and selfish measures of protectionism and be seen as a noble example of generosity and growth. We can show all developing countries in the world that it is not an initiative of protectionism or cutting off our markets but one by which markets can grow and we can accept more and more goods from Third World countries so that we genuinely contribute through trade to building a better and more equitable world.

Our highest priority is to have an agreement that ends the threat to Canadian industry from U.S. protectionists who harass and restrict our exports through the misuse of trade remedy laws. Let me leave no doubt that first, a new regime on trade remedy laws must be part of the agreement. Second, because trading is so clearly a two-way street, our negotiators have been instructed to ensure that the elimination of existing tariffs takes place gradually, with adequate transition arrange-

ments that are sensitive to the needs of Canadian industry and Canadian workers. Third, it is clear that non-tariff barriers increasingly distort trade. Our negotiators have, therefore, been instructed to negotiate a broad and comprehensive agreement addressing these issues, including changes to government procurement practices. For example, if Canada were to capture 1 per cent of the government procurement market in North America it could result in the creation of 75,000 new jobs in this country.

If the United States wants to increase access to our market and truly wants Canada to sign precedent-setting agreements that could indeed serve as a great model for the world, then our desires must be respected and our wishes accommodated. Otherwise, there will be no deal.

However, we recognize that a good deal must be one that is fair to both sides. We make it very clear that we do not approach our commercial relationships with the United States as an enemy. The United States is a sovereign, hard-nosed nation with its own national interests to protect. It confronts Canada in the same situation, as a sovereign powerful nation with our own interests to protect, as we shall. We recognize that the deal cannot favour only one side. If such an agreement is to have any durability and value, or have any significance as a model in the world, it must be a fair deal. There must be growth and prosperity in the United States as well as in Canada so that both sides to this agreement shall prosper to the ultimate benefit of the entire world.

So, given these circumstances, if that is the objective, what was our approach, Mr. Speaker? I think the approach was coherent. First, clear declarations of intentions; second, an exhaustive preparation of the case; and third, a historic degree of consultations and co-operation with the provinces, the industry and, we tried, the labour movement.

My Government introduced this historic initiative to create jobs and ensure economic equality for all regions of Canada.

Over a period of decades, inadvertently, but because of our history and our trading patterns, we are in the process of building two Canadas, one which is rich and promising and one which is underdeveloped and underemployed. That is unacceptable because this Party and this Government stand for one Canada, fairness and equality of opportunity for all.

This is a vital part of that process which will ensure equality of opportunity to all Canadians whoever they are, wherever they live and whatever they do. We are delighted with the prosperity in Manitoba, in Ontario and in certain other regions of the country, but we cannot build prosperity and genuine growth in the country by diminishing anyone else's wealth. What we want is to ensure that Newfoundlanders, British Columbians, Albertans, and others, get their chance, too. They must be given the opportunity to trade their way to new prosperity.

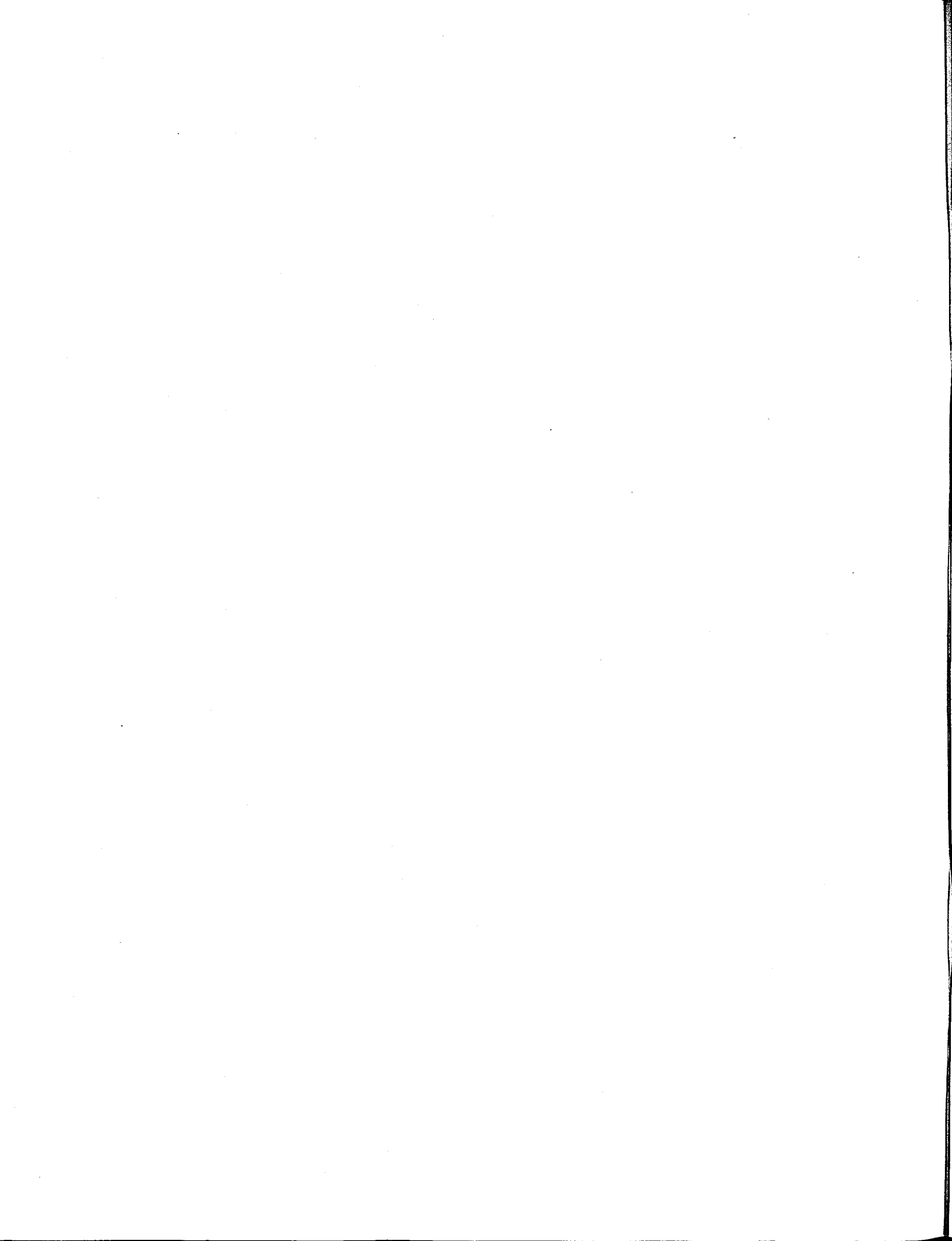
There are legitimate concerns that have been raised at various times—entirely legitimate concerns. I tried as best I could to deal with some of them in the House when I indicated that the negotiations would not affect our political sovereignty, our system of social programs, our commitment to fight regional disparities, our commitment to defend our unique cultural identity, or our special linguistic character. These make up the essence of Canada. They are not at issue in these negotiations. They are legitimate concerns that we have tried as best we can to deal with in the type of atmosphere of fear and panic that some people try to promulgate. We will try to deal with them on a continuing basis.

As far as we are concerned, we know there is no magic formula. The process is always a painful one in a country like ours, especially in the case of such important and historical initiatives. Nevertheless, to me and my colleagues, international trade stands for jobs, prosperity, regional growth and a future for our children. Mr. Speaker, we must consider the impact that initiatives such as establishing new trade relations with the United States will have by strengthening the economy and the unity of this country in the next century.

Consider the implications for Canada for economic growth and Canadian unity of new trading arrangements with our largest partner which can produce hundreds of thousands of new jobs, which can increase our productivity, spur on our competitiveness here and around the world.

This is a building block of greatness. This is what the House is considering today as the future of Canada. It is an act of faith in Canada.

It has often been said that young men have visions and old men dream dreams. This is a day for Canada. This is a day both for visions and great dreams. It is a commitment to the future of Canada. It is a commitment to the youth of Canada, to our unity and to our integrity as a nation.



Right Hon. John N. Turner (Leader of the Opposition)

“We in the Liberal Party have always favoured finding ways with the U.S. of enhancing access to each other’s markets.”

Concluding a free trade agreement would bring about profound changes in nearly all aspects of our economy in the years to come. It would have a considerable impact on our way of life, our trading habits, our national sovereignty, our independence and certainly on the quality of life in the northern part of this continent.

The Prime Minister (Mr. Mulroney) has embarked upon a risky undertaking, and he is once again refusing to let us know the stakes involved. The Government has no mandate from Canadians to negotiate a free trade agreement. There was no mention of this during the election campaign, and in fact we would not even be discussing the matter here in the House, if the Opposition parties had not insisted on having this debate.

Canadians are giving a clear message to the Prime Minister. They are saying: “Mr. Prime Minister, would you deal honestly with us, would you give us the facts, would you give us the data upon which we can make judgments about the affairs of state and the issues before us?” I believe that if given the facts and if given an opportunity to assess those facts over a reasonable period of time, Canadians will make the right judgment. The gap in the process now before the country is that the Government does not trust Canadians, it is not

giving Canadians the facts and it is not allowing the people of Canada to make a fair judgment about what is going on.

Of course the United States is our largest and most important trading partner. In no way do I contest the emphasis the Prime Minister puts on those figures. Of course we should seek greater access to American markets as part of our over-all opening to the world. However, entering into these talks has been ill-timed. There is rising protectionist sentiments in the United States reflected in the newly elected Democratic Congress. There have been years of trade surpluses with the United States and we felt at the outset that this was not the best time to try to obtain a better over-all deal with the United States.

I think there is a question which needs to be put to the Government, with which the Government has not dealt, and we have put the question to Ministers and to the Prime Minister on other occasions. What is the real purpose of these negotiations on the American side? Reading the recently introduced amendments to the U.S. trade legislation, and particularly that piece of legislation now supported in a Democratic Senate by 53 or 54 Senators on both sides of the aisle, one observes that that legislation does not talk about free trade,

freer trade or even fair trade. It is a piece of legislation designed to manage the trade of the United States in the interests of the United States. It sets forth a mechanism making it impossible if fully applied for any country trading with the United States to do so on a bilateral basis. It must do so only subject to the will and whim of the United States Congress.

I ask the Prime Minister if we have an undertaking. What is the real purpose of the Americans? Do they want a free trade arrangement with Canada or are they using this mechanism as a way of extracting from us a series of managed trade agreements to their favour? First lumber; what is next, potash, oil and gas, steel, services? We do not know.

We in the Liberal Party have always favoured finding ways with the U.S. of enhancing access to each other's markets. We believe our policy must be developed as part of a global approach to trade and not focus solely on the U.S.

It appears that if these negotiations continue we are going to be faced with some kind of agreement. Whatever it is, the Government will stagger away from the table and cry victory.

The conditions we propose include protection of our sovereignty, limiting of U.S. protectionist action, restoring our previous access on softwood lumber, reduction of non-tariff barriers, preservation of our ability to legislate in areas such as social policy, agriculture, regional development, the environment, financial and service industries, language and culture, the Auto Pact, and the provision of adjustment assistance and the ending of U.S. trade harassment on potash, steel, fish, energy and agriculture.

Any deal which allows the current use of countervailing duties will not be fair, will not be free, and will not get the support of Canadians. While we would welcome a dispute resolution mechanism or a joint tribunal between the two countries, an agreement that does not have an appreciable, significant restriction for countervail will not be worth signing on behalf of the country.

The Liberal Party's trade policy is to fight hard to ensure that any agreement with the United States does not limit those opportunities, or limit our political independence as a nation. Bringing us closer together economically has its risks in terms of our sovereignty, the independence of our foreign policy, our culture, social programs and our regional economic equality. These are important to us. We do not want them negotiated away. I have spoken on two or three other occasions on this trade matter when we had to set the agenda ourselves with our own motions. We enjoy the type of uniqueness and distinction of living on the northern half of this continent with a separate political system, separate traditions, a multicultural mosaic, two official languages and a limitless inheritance in terms of the environment. We like doing things our way. Yet we are an outward looking nation. We do not believe in fortress Canada. We look outward. I do not believe we would feel comfortable in fortress North America. I think we have to be very, very careful as to how we analyse this situation. We respect our American neighbours. We value them as trading partners. However, we will not bargain away our rights as Canadians to control our own destiny.

Hon. Edward Broadbent, NDP (Oshawa)

“I think we should try and obtain sectorial agreements with the United States that would benefit both parties.”

We of the New Democratic Party agree that the United States is and always will be our most important trading partner. Ninety per cent of our exports now enter the United States duty free. That is the situation today, and I think we should try and obtain sectorial agreements with the United States that would benefit both parties. We have one example the Prime Minister has often referred to in the past, namely the Auto Pact, and if we can have similar agreements in other sectors, we would like to take this particular one as a model.

Furthermore, Mr. Speaker, I say we should try and establish a process for settling bilateral disputes so as to restrict the arbitrary levying of compensatory measures by both parties.

Mr. Speaker, I am saying restrict, not eliminate altogether.

It seems to me that in any trade arrangement with the Americans, if we want to protect our sovereignty and respect their sovereignty, it will be impossible, and ought to be impossible, for us to eliminate entirely the right of either nation at some point to take countervailing action against the other.

We in this Party believe in the sovereignty of Canada and the ultimate obligation we have to make the economic decisions which affect our people, and we know that that is reciprocal. So at some time if we say that we have the right to take economic actions to protect the interests of our people, then we must concede right away that we could not expect the United States to eliminate entirely the right to take action to protect its own citizens. That is a given.

Having said that, I also want to add that we believe that, in addition to expanding trade with the United States, which I have already said is our most important trading partner, we have to make great efforts to expand trade with other countries.

In terms of job creation and economic growth, we must begin as a nation to make a serious effort to get away from the massive dependence that we now have on the export of resources and semi-processed goods, whether it be to the United States or to other countries.

The reality is that, compared with other industrial or quasi-industrial nations, we have a disproportionate amount of foreign ownership in our economy.

The implications, in terms of the consequences of entering into a continentalized economic arrangement with the United States, are that these firms, most of which are owned in the United States, could very well have a major economic reason to move their branch plants back to the United States, if not this year, at least in two years. It does not assume that they are sinister. It does not assume that they are plotting against Canadian interests. All it assumes is for them to be what they are—profit-making business organizations. If they can make more money by moving a branch plant from Michigan to Georgia, it is not foolish to think that they may believe it is more economically sensible to move the branch plant out of Oakville or Hamilton or some place in British Columbia or Manitoba.

If we tear down the border economically and all its implications, with no requirement for a certain level of investment in Canada, why would these firms not move to the greater market in size, which is the United States, not Canada? Again we have serious reasons to doubt the wisdom of the policy of the Government in this regard.

Agricultural marketing is profoundly important to at least half our provinces as a crucial sector of their economy. I want to be very specific about a concern which has been raised with me in this regard. It is one thing to talk about protecting marketing boards, but what may well be involved—and I will be very frank—and what I suspect is involved is that the Government will say marketing boards will be kept but the supply-management side of marketing will go, that there will be no control of imports coming from the United States to these sectors.

Also we are concerned about the auto industry. We are concerned that once again we may have the form of the agreement protected but the substance gutted.

That is no laughing or joking matter. If the Government is to indulge in a bogus game of saying that it will keep the formal requirements of the pact which talk about investment levels but remove the negative incentive, if I can put it that way, of

tariffs and duties if they do not live up to their requirements, we in this country could see before the end of the century the complete obliteration—and I put it as strongly as that—of the North American automotive industry.

All of us in the House can agree on the cliché that the cultural identity of Canada must be preserved. It is a cliché but it is also reality. I would like to believe all Members wish to preserve it. There are all kinds of uniquely important and distinctive aspects to French-Canadian cultural heritage and to English-Canadian cultural heritage which are monthly gaining greater and greater international recognition.

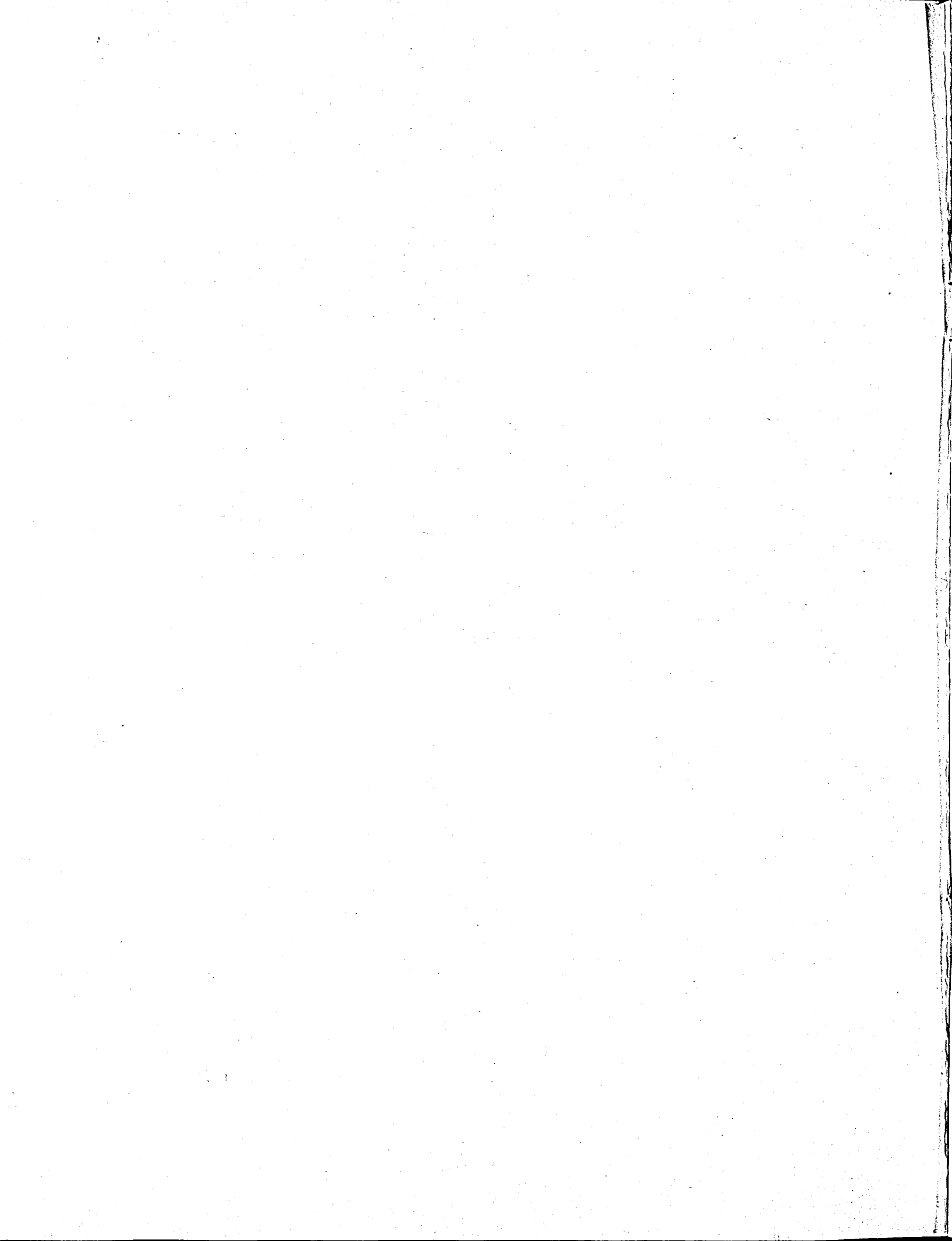
We also know that important protective mechanisms have been put in place in Canada through the years to ensure the survival and growth of Canada's creative people. I say that it is not enough to talk about the protection of cultural identity and uniqueness in this context without talking about the protection of cultural industries. There is nothing in the resolution that refers to cultural industries. Once again, if the Prime Minister had been forthcoming and had wanted to allay some concerns, rather than raising new ones, he would have told us what the Government plans to do with cultural industries.

Another question which looms as a very important concern in terms of the resolution and what flows out of it is what will happen during the phase-in period of such a trade agreement. If we have no FIRA, no effective instrument to protect highly creative, quite profitable, in the Canadian context, and in many cases technically sophisticated industries during this phase-in period, what will stop these companies from being gobbled up by larger companies with more capital resources from the United States?

After the gobbling up process has begun, the pattern in this kind of international economic development is that an American company first buys a competitor, a good, small Canadian firm, and then operates it as a branch plant for a while. Then the company moves operations back to the United States. We are very concerned about this

10-year, or whatever the magic figure might be, phase-in period and its impact on good, innovative, imaginative Canadian firms that happen to be smaller in size and could be gobbled up by American competitors. The New Democratic Party would not put in motion any kind of resolution that could lead to that. We think, however, that the Government of Canada could do precisely that.

I happen to believe that the kind of political and economic framework provided by social democracy, with a mixed economy using proudly and effectively the instruments of both the private and the public sectors, is the right one. We must proceed with confidence as a starting point and we must have a national development strategy that makes it important for men and women to get jobs while expanding trade. In the final analysis, such a policy says that we have to protect our culture, we have to protect our industries and we have to protect our sovereignty. That is what the Party I happen to lead is all about. It is that kind of political and economic thrust we think is necessary. For that reason, we are completely opposed to the motion before us.



Hon. Pat Carney (Minister for International Trade)

“Canadians want to compete openly in a larger market with clear rules and fair access and that is the kind of agreement we are pursuing.”

As Atlantic fishermen, Quebec aerospace workers, Ontario steel workers, prairie farmers and British Columbia woodworkers know, we must trade to survive let alone to prosper and we are now fighting the ugliest outbreak of protectionism in the U.S. and around the world since the 1930s. We are fighting for those three million Canadians holding a quarter of Canadian jobs whose pay cheques depend on trade. We are fighting for a secure future and for more jobs in the years ahead.

American Congressmen and politicians are concerned about their trade deficit. For the first time in their memory, Americans are buying more from abroad than they are selling and they are losing jobs to overseas competition. They are turning inward, turning away from what gave them the strongest economy and the highest standard of living in the world. They are using all sorts of weapons at their disposal, raising all kinds of non-tariff barriers to stop imports in the mistaken belief they can maintain jobs through protectionism.

In the last seven years, Americans have launched some 40 actions against Canadian goods. Many have failed but those that have succeeded have penalized Canadian exports worth over \$6.5 billion. No region of Canada has remained untouched by American trade actions against us.

These actions have cost Canadians opportunities and jobs.

There are no signs of weakening in the protectionist mood. There are hundreds of protectionist Bills awaiting action in the Congress. That mood should convince even the most skeptical Canadians that our trading relationship with the Americans is under attack. The new trade Bill would resume that attack if we are unsuccessful in our trade negotiations.

Let me deal with the agenda of the trade talks. We were asked this morning to specify the agenda. We have done so before but we are more than willing to do so again. First let me stress what is not on the table. Regional development and our capacity to sustain regional development is not on the table. Only the opposition Parties are dragging it onto the table. Our cultural policies and our ability to protect our national identity is not on the table. The negotiators know that that is not a subject for negotiation. Only the opposition Parties keep dragging it onto the table. Our social programs are not on the table. Again, only the opposition Parties raise our social programs and try to drag them onto the negotiating table. They are trying to put culture, regional development and social programs on the table, we are not.

Our negotiators are meeting today. Therefore, it is not in their interests to mention specific negotiating positions. However, I do want to say what is on the table and why we are dealing with these matters. Tariffs are on the table because experience has shown that the Canadian economy has prospered through tariff reduction. This is so even with the Auto Pact which the Opposition keeps bringing up. Members of the Opposition fail to mention that tariffs have come down steadily within the Auto Pact. For vehicles, they have come down from around 17.5 per cent to around 9.2 per cent. For auto parts, they have come down from as high as 25 per cent to 9.2 per cent. We have been reducing tariffs for years, and in the trade talks we are seeking to reduce them to zero on Canada-U.S. trade over a period of 10 or 15 years, whatever is negotiated.

Non-tariff barriers are on the table. Since the early 1970s, non-tariff barriers to trade have proliferated. Some are clear, imposing quotas on imports, for example. Some are not so clear, using technical or health standards for protectionism rather than for legitimate purposes. Another item on the table is government procurement practices. We are seeking to drop our "Buy Canadian" for their "Buy American", and as the Prime Minister pointed out today, 1 per cent of American government procurement could create 75,000 jobs in Canada.

Also on the table are customs matters. We want to facilitate commerce between the two countries by reducing the paperwork at the border. That will mean lower cost for Canadian businessmen. Agriculture is also on the table. I have touched upon the massive global problems we face in agriculture and they exist because there has been insufficient progress in bringing international rules to agricultural trade.

We know that we cannot resolve all our trading problems in the U.S. Canada bilateral, but we can deal with some of them. We can deal with some tariffs, we can deal with health standards and we can deal with dispute settlement mechanisms that are used to harass agricultural products. Agriculture is very much a part of these talks.

Also on the table are subsidies and related measures. Those are important to regional development because under the existing trade laws, we often do not know what kind of subsidies we can use in regional development plans without bringing on U.S. trade actions. We want clear rules. We want to know what programs we will be able to implement for regional development. The existing international rules are not well defined and the U.S. is seeking to broaden them in, for example, the softwood lumber dispute and natural resource pricing. We want better rules in both countries because the U.S. subsidizes its products as well. We want better rules on what we can and cannot do. We need adjustment programs for the retraining which the Opposition talked about. We need programs for women.

Of the most important things on our agenda for negotiation are dispute settlement mechanisms. We want to replace the existing ones. The ones we have in place currently operate within the GATT framework but they do not make sense in application and they are unilateral. We want impartial mechanisms. For example, if the U.S. alleges that our stumpage programs are subsidies, we want an impartial, binational tribunal to deal with the issue, not the U.S. Department of Commerce.

Also on the table is intellectual property. This involves two issues: ensuring adequate protection for those who create new products, services or ideas, and ensuring access to those new products, services or ideas. Let me give you an example. One reason why companies locate their R and D in the U.S. is that if they want U.S. patent protection and someone else is developing the same idea, in the case of a tie the company which did its R and D in the U.S. gets preferred status. We do not like that because companies will locate in the U.S. to ensure their patents get U.S. patent protection. That means that good jobs for highly-trained Canadians are in doubt. We want free trade in intellectual property. We want free trade in services. This is a new area not now covered by international rules. More and more of our economy is service-based. It is about 67 per cent of our GPD these days. We have a solid record of growth in services of about 3

per cent per year. GATT is addressing these problems and new rules for services. So are we in the Canada-U.S. bilateral negotiations. We have some of the finest service industries in the world in engineering, financial consulting, computer services and banking. We are world-class competitors and we want to ensure access to world trade and services.

Also on the table is investment. All countries around the world are loosening their investment policies. We did so when FIRA became Investment Canada. The result was a record \$6.8 billion worth of investment for 1986. So far we are dealing only with trade-related investment measures. The Americans want more. We are listening but we have not given the negotiators a general investment mandate.

The Opposition has raised the question of what the Americans want from this. Why are they bothering with the bilateral negotiations with Canada? What motivates them? Several things. First, we are their biggest market and their only growing market in the world today. Second, they want better rules on trade in goods and services and tariff procurement practices and provincial practices on intellectual property. They have the same agenda as we do. Much of this is new ground. What is very important to them is the trade and services agreement with us. The Americans can no longer dominate traditional markets such as steel and automobiles, and they threatened to walk away from GATT if trade and services was not included. The feeling in America is very strong that if they cannot make a deal with Canada in these new areas in particular, if they cannot define rules and regulations for new issues like services and intellectual property, they are unlikely to do it in the wider world of the GATT. They have a major and fundamental interest, even a historic interest, in trying to come to terms with us. So the conditions for these negotiations are far more balanced than the Opposition would lead us to believe.

We cannot stand still. Either we see our trading opportunities and eventually our prosperity fall prey to American protectionism, or we seek an

agreement with Washington which will give us more secure access to that market. Let there be no doubt, standing still will make us poorer. Only moving forward will make us richer.

As Minister for International Trade no one knows better than I about the effect American trade remedy laws have had on our exports. We have seen it in shakes and shingles, fish, lumber, and farm products. Those unilateral decisions on what they call unfair practices are the problem between us. Americans call them fair trade laws but they are not. Americans say they cannot accept dumped or subsidized imports from us. We agree. We do not want theirs either. However, we do need a better way to work out these problems. If things were working smoothly neither side would need a change. The simple fact is that the present laws are not working and we need a way which eliminates the problems rather than introducing new barriers at the border. We need a system to ensure the neither country is penalized without a fair and impartial method of resolving disputes under agreed rules.

Let me repeat the message that the Prime Minister gave so clearly to this House. There will be no agreement without such a change. No agreement this Government signs will hold Canadian workers or industries hostage to the unpredictable whims of American protectionism. Canadians want to compete openly in a larger market with clear rules and fair access and that is the kind of agreement we are pursuing. For those who doubt what a trade deal with the United States can do they need look no further than the booming economy of south central Ontario. Much of that boom is based on what now amounts to free trade in automobiles. My colleague, the Minister of Finance (Mr. Wilson), will be speaking more specifically about the Auto Pact a little later in this debate. Just let me remind Members of this House that there was considerable controversy over that agreement when it was negotiated more than 20 years ago. The Leader of the NDP in this House has consistently called for its renegotiation. Instead, it has been a resounding success and created thousands of jobs in Ontario. Those of us from other parts of the coun-

try watch this trade-based boom in Ontario with some envy. However, we mostly ask why our workers and our industries cannot have the same chance. If free trade is good for Ontario, why not for Atlantic Canada, Quebec, the Prairies, or British Columbia? What better way is there to reduce regional disparities than to give others a shot at competing in the American market on the same terms?

This Government has laid out what it is seeking to achieve, and why, in these negotiations with the U.S. We are seeking a secure economic future for Canadians working now and for those to come. We firmly believe that free trade is the best route to that goal. We have a plan and we are on track.

Hon. Lloyd Axworthy, Liberal (Winnipeg—Fort Garry)

“Of course, we know we have to continue talking, discussing and negotiating.”

The reason we raised in our amendment the kinds of very clear conditions we did is that Canadians are equally afraid of what the Government has done. They know full well, whether they are farmers in southwestern Ontario or in the interior of British Columbia that they are at risk when it comes to negotiating the supply systems and the export and import controls. The Minister says: “I am going to bring down tariffs”. Does that mean the Government is going to negotiate the seasonal tariffs? Does it mean the Minister is going to put the farmers in Ontario and British Columbia, the farmers in the Fraser Valley and large parts of southern Ontario and New Brunswick out of business? That is the implication of her remarks. That is the clear message she is giving. That is what she is negotiating away if she is going to reduce those tariffs. Our Party kept them in there because we recognize the need to protect those industries.

What is it that the Government is trying to negotiate? The Minister began to give her own little shopping list, and that really begins to telegraph clearly why this debate should have happened much earlier. It should have happened at the time the report of the joint committee of the Senate and the House of Commons indicated that there

should be a debate in the House of Commons first before we get into negotiation. The former chairman is here and will know that I certainly supported that recommendation. The fact is that what really is at stake is that level playing field about which the Americans like to talk. It is the idea that we are going to negotiate away our right to choose for ourselves what subsidies or programs we will be able to apply domestically to support our own industries. The Minister has conceded that this is on the table. She has said that we are going to negotiate subsidies, services and investment. We now that the Government is engaged at the present time in negotiating away the kind of independence Canada will require in order to initiate and control its own economic formula.

I would say to the Conservatives opposite that if they want to provide confidence that in fact they will not negotiate away those rights, because they say that somehow we are putting up a screen, then they have one very clear way of proving it. They can vote for our amendment. They can give us right now in this House all the assurance and guarantees which Canadians need, but I do not think they are going to do it. They will not give those assurances because that is what they are negotiating away.

The Government tries to pretend that this is the only alternative, that the only way we can have a dispute settlement mechanism is through a bilateral agreement. It tells us that the only way we can deal with countervail powers is through a bilateral agreement. Of course, that is not true. The fact is there are already in place perfectly good mechanisms under the GATT system for dealing with those issues.

The Parliamentary Secretary says they will not work. We know the level of understanding he has about trade matters. Canada has already taken seven matters to the GATT and has had five decided in its favour. We have already used an impartial panel to determine what is right or wrong. The Minister tells us we are going to get an impartial panel of Canadians and Americans to decide this. If we really want an independent panel, Mr. Speaker, perhaps we should have an impartial panel of people who do not have any vested interest in the issue at all.

We also know full well that we could have within the existing system of GATT other kinds of applications to offset the matter. However, the one time the Government had the opportunity to prove that it believed in the international system, to prove we could make the system work, it backed away. In fact, it foreclosed the right of Canada to go to GATT on the softwood lumber case. We signed it away as part of the agreement. We did not have even the guts or courage to pursue that issue. We signed it away. Do not think, Mr. Speaker, that that does not set a precedent. Do not think that many other countries around the world are not seeing how Canada is putting its tail between its legs and running for cover. That does not contribute to the enhancement and growth of the international trade system.

It is true that the world is heading towards the emergence of regional blocks. There is no question that that is one of the clear and prevailing dangers in world trade. However, is it the solution or antidote for us to join the pack? Is it our solution to try to push that trend along as opposed to offsetting it? Should we not be fighting against that trend and showing we have a different solution?

We know, of course, and it is clear, that one has to continue dealing with the Americans. We have made many deals in the past as a Liberal Government. In fact, one of the last successful commercial arrangements signed was when I negotiated in the transportation area back in 1984. It was certainly more successful than anything the Minister for International Trade has been able to sign until now. Of course, we know we have to continue talking, discussing and negotiating. But we should make it very clear that the attempt to provide for the wide open, unrestricted, all inclusive ambition which will incorporate the concept of national treatment and prevent us from maintaining our capacity and ability to decide for ourselves what kind of economic blueprint we want for Canada, is what is really at stake.

That is why the amendment we put forward clearly recognizes the need to support the international system, to avoid the kind of entanglements an all-inclusive trade agreement would provide, and that any negotiations should seek to preserve the rights of Canadians to maintain their freedom of choice. That is the basis of our trade policy. It is far more clear, cogent and effective than anything we have received in the kind of resolution the Tories put forward today. That is why we think Canadians are turning against the Government. They do not have trust or confidence that it can negotiate well or is negotiating towards the right objectives.

Hon. John Wise (Minister of Agriculture)

“The benefits for Canadian farmers will be tremendous, if we are able to negotiate a new trade deal with the United States.”

Clearly a strong future for many sectors of our farm industry is contingent upon future access to our largest market, namely, the U.S. This is why many farmers are, and rightfully should be, concerned about the increasing protectionist move which is running rampant south of the border.

We have all seen the writing on the wall. Action by U.S. pork producers resulted in the imposition of a countervail duty on live swine. A number of midwestern states restricted imports of our live animals and meats for more than a year. It was allegedly done for health reasons, but it was really to keep Canadian products out of the U.S. market. U.S. potato producers in Maine continue to try to restrict Canadian potato markets in that particular region. The legal costs of this action and the imposition of special inspection procedures create a hardship for potato producers in the country, particularly those in eastern Canada.

There were anti-dumping and countervail duty investigations into British Columbia raspberries. Restrictive import quotas were imposed on certain sugar products. This has caused an estimated trade loss to Canada of about \$40 million. Now there is an investigation of beef imports from Canada.

Canadian farmers are not standing still during this process. Many farm groups are beginning to take successful action on their own to protect their own interests. Even as we negotiate nation to nation for new and better rules governing agricultural trade, we cannot and will not leave ourselves disarmed.

A good example is the corn countervail decision which was issued on March 6 by the Canadian Import Tribunal. It found that American subsidized corn was causing injury to Canada's grain corn industry. This decision was a direct result of farmers' own actions.

All these disputes point to the troubling changes which are taking place in our trading relationship with the United States. For our farmers these disputes create uncertainty about the future and future market opportunities. Unless there is an effort on both sides of the border to discuss and resolve these difficulties through the negotiation of a new trade deal, we can bet that there will be more problems and indeed more trade barriers.

The benefits for Canadian farmers will be tremendous, if we are able to negotiate a new trade

deal with the United States. It must be a deal that prevents many disputes from happening in the first place. It must be a deal that establishes a reliable and fair mechanism for handling disputes which arise in a manner that does not involve new trade barriers. It must be a deal which, once and for all, regulates technical barriers in order to prevent their use to block trade, and a deal which gives Canada more secure access to our largest agricultural market.

From an agricultural standpoint, that is what these negotiations are all about. They are about fighting off the ground swell of protectionism in the United States, and they are about securing Canada's access to a large American market of some 235 million people.

To get the best deal possible, we are consulting fully with the industry, with all sectors, and with all provinces. I should like to make mention of the membership of Walter Kroecker and Ted Turner on the permanent International Trade Advisory Board. In addition, we have some 15 sectoral advisory groups on international trade. We also have one of the largest sectoral groups on agriculture, food, and beverages, with about 34 members.

More than half the total farm cash receipts in the country are derived from the sale of commodities covered by marketing boards. Producers of many commodities from grains to turkeys to hogs have been served well by the marketing board system. Today there are about 125 active marketing boards in Canada, and the vast majority of them are promotional in nature and established under provincial legislation.

However, an important distinction must be made for dairy, poultry, and egg farmers who operate under a full supply-management system. I appreciate the concern among some of these producers about what our negotiations with the United States may mean for them. My cabinet colleagues are well aware of those concerns as well.

The Secretary of State for External Affairs,
the Minister for International Trade (Miss

Carney), and the Prime Minister have stated the Government's position on the issue very clearly. In fact, the motion before the House clearly addresses itself to that problem. I have repeated the message time and time again that the Government will retain the right to decide in Canada what kind of marketing systems are best for our agricultural commodities. We are not about to dismantle the Canadian Wheat Board or any other marketing boards, whether or not they have supply-management powers. Let me make that statement very clear. We are talking with the Americans about trade, but we will not sign any deal unless the deal is a good one for Canadian farmers. Obviously any deal which is a good deal for Canadian farmers is a good deal for Canadians generally.

The Government's position on agriculture in the trade negotiations reflects the high priority we place upon the country's agri-food industry. We believe that our positions, our policies, and our actions must and do reflect a commitment to a healthy and viable farm industry in Canada.

Mr. Steven W. Langdon, NDP (Essex—Windsor)

“We must look toward a sovereign future in which Washington does not tell us what we can and cannot do in a free trade agreement.”

Abundant research reports have demonstrated that the Prime Minister's points to us this morning and to the nation were not, as they should have been, reflections of reality but instead were reflections of hope.

That is in fact what the studies have shown us and that is in fact what the Prime Minister should be aware of as he speaks to this House and the nation.

He also spoke this morning about the resolution which came out of the New Democratic Party's convention over the past weekend. In that, too, he was selective. He chose the one point which he wished to attack without making clear to the nation that in that resolution was a very broad and detailed trade strategy that would take us in a different direction which would give us trade expansion with the rest of the world including the United States but would not sell us out as the present trade initiative is clearly going to do.

I could talk about some of those alternatives. I could talk, for instance, about the support for small business and medium-sized firms which the Government has not been prepared to give in the export sector through the EDC as it should have. I could talk about the necessity of working to build up

more production and import replacement in high-tech sectors in this country through planning with business and labour. I could talk about an extension of the approach that has been taken in the Auto Pact and its 60 per cent Canadian content rules which would give us thousands of new jobs right across the country. I could also talk about the realities as opposed to the myths of GATT presented by both the Minister of International Trade and the Prime Minister.

The reality is that GATT is urgently trying to deal with many of the problems which we are being hit by from the United States; the problems we have seen in softwood lumber, the problems we have seen in fish, and the problems we experience in Ontario in pork. That is a route which can be taken which would give us rapid action toward solving the problems that face us.

I could talk, as well, about the need to establish dispute settlement mechanisms which I think would be quite helpful between ourselves and the United States. That is the kind of strategy which can and should be taken in this country. However, that is not the direction which is being taken and across the country, contrary to the quotations which the Prime Minister read this morning. There is a crescendo of opposition emerging to this free

trade thrust, opposition which I am predicting will lead to this thrust being rejected in the end despite the brave words of the Prime Minister this morning.

Perhaps I could finish by quoting George Grant, who has been a member and supporter of the Conservative Party for many years. He says:

“There seems to be no doubt that Canadian political sovereignty would be put in question both domestically and internationally if our two societies were homogenized economically. For example, social security policies: we just could not have policies that put us at a taxation disadvantage.”

That is the reality that faces us if this path is taken. There is another path by which this country can get back on its feet. This Parliament must address itself to those dreams of our children and communities throughout the country of a free, independent sovereign nation which will be able to direct its own affairs so that it will not be told, as in the case of softwood lumber, what it can and cannot do. We must look toward a sovereign future in which Washington does not tell us what we can and cannot do in a free trade agreement. We must direct what takes place and decide how we shape our regional development policies, our agricultural strategies, our cultural policies and our development.

That is not the direction in which the Government is taking us. Rather, we are faced with camouflage by the Government and must rely on information that leaks from the chief negotiator and Canadian press in order to get a sense of what is on the negotiating table.

If the Government wanted to regain its sense of leadership on this issue, today was its opportunity to do so by giving the House a real progress report instead of a bogus set of presentations that have not explained what is taking place in the free trade talks.

We want the dream of the future, we do not want bogus directions which will be so devastating for all of us in the future.

Hon. Robert de Cotret (President of the Treasury Board)

“It is the kind of *avant-garde* policy which the Government has proposed to Canadians and is proposing to its trading partners to ensure a challenging, promising, fair and equitable future.”

What, then, is at stake in the bilateral trade negotiations with the United States? First there is the objective of freeing up trade—mutually reducing and eliminating customs tariffs, establishing agreed-upon rules for origin and improving customs procedures. Already, 80 per cent of our exports to the United States, and 75 per cent of U.S. exports to Canada, cross our border duty-free. Both parties have an interest in making it possible for the rest of their goods and services to be exported freely and easily.

If that were the only objective, the negotiations might not be too difficult. Greater liberalization of tariffs could be progressively achieved in any case from the new round of GATT negotiations, in which Canada is participating actively. However, such long processes will not solve our most immediate problems.

The bilateral negotiations with the United States cover more important matters: the exceptional U.S. protectionist measures, a number of non-tariff barriers to trade and, for the first time, negotiation of agreed-upon rules for trade in services, measures relating to investment and protection of intellectual property rights like patents, copyrights and trade marks.

Those are questions of access that interest both our countries. We are also talking about better mechanisms for settling disputes, and about the adjustment process required by application of an agreement.

Thus both parties want to eliminate or reduce tariffs, over a transition period established in terms of the adjustment problems of specific industries. That transition period will last five to ten years. No one will be caught short overnight by decisions ratified in this government. Also, the tariff concessions on both sides must be equivalent in value.

These trade negotiations are difficult and complicated. No one has said the road will be smooth. The sectoral disputes arising during the negotiations certainly do not make them any easier.

But everything boils down to this, Mr. Speaker: there will be no agreement with the Americans unless we can obtain one that is good for Canada and for all Canadians.

Mr. Speaker, it is our responsibility as Government members, the responsibility of the leader of the Government to undertake this kind of negotiation because we are talking about the

future, we are not talking only about ourselves, we are talking about our children and grandchildren, we are talking about the years 2000, Mr. Speaker, we are talking about a country which seeks its own place under the sun, in a competitive world, in an international world. It is the kind of *avant-garde* policy which the Government has proposed to Canadians and is proposing to its trading partners to ensure a challenging, promising, fair and equitable future.

In Quebec we see the possibility of guaranteeing modernization of the industrial structure. That is why the private sector, particularly the *Conseil du patronat*, the *Chambre de Commerce* and the Canadian Manufacturers' Association, are so strongly in favour of a trade agreement with the United States.

Among the manufacturing sectors in Quebec which would benefit most from a Canada-U.S. trade agreement, we should mention a substantial portion of exports of resource-based products, such as pulp and paper and chemicals. Other important manufacturing exports (like public transit, telecommunications and aerospace equipment) could benefit from better access to the U.S. public markets for civilian and military goods. Quebec's equipment and hardware industries could benefit from lower U.S. customs tariffs and from removal of the threat of countervailing measures, which would encourage investment in Canada and in Quebec.

Quebec's services sector—70 per cent of the province's economy, and over two million jobs—is looking for new outlets. Although much remains to be done to determine the advantages involved, many firms in such sectors as life insurance, construction, consulting engineering and business services have stated they would benefit from freer trade.

Although we have given only a few examples, it is clear that the benefits will not all go only to one region or one sector in Quebec, but to all our people. From Gaspé to Abitibi, from the Eastern Townships to Saguenay—Lac-St-Jean—and in my own riding. I would hope—from urban factories

and financial houses to forest, farm, mining and fishing firms—free and guaranteed access to our neighbour's large market will help us build up Quebec and create the jobs on which our prosperity depends.

The Conservative government has also undertaken to maintain the social security net which enables Canada to adapt to the evolution of the world economy. A new trade agreement with the United States will strengthen this adaptability and open up new opportunities for economic growth which is in fact the best policy for adjustment.

In conclusion, Mr. Speaker, in its dual trade negotiations—bilateral negotiations with the United States and multilateral negotiations in GATT—the government is trying to solidify and strengthen Canada's economic base. It is also working to manage change, which is the economic reality of today, to promote production, employment and revenue, which are the basis of our physical, social and cultural well-being. We are working to build a stronger Canada in a stronger world.

Hon. Donald J. Johnston, Liberal (Saint-Henri—Westmount)

“Any negotiations should be designed to gain greater access and to limit the operation of these contingency protection rules and regulations and non-tariff barriers”

Of course, the great irony of what has taken place in the American market and undoubtedly elsewhere is that these tariff reductions during multinational negotiations like the Tokyo Round in which Canada participated so actively have moved domestic industries in the United States to seek other means of protection, to use the so-called import relief laws and regulations to their advantage and to harass Canadian industries. Of course, some of these relief laws are sanctioned by the GATT, but they can also be abused. I would suggest that in many instances they have been abused.

Where in the motion, where in the Prime Minister's speech, where in any of the material that has been before the House, are we told what specific areas of complaint Canadian negotiators are trying to pursue as the Americans in turn are pursuing opposite us? The GATT has been relied upon by some domestic industries in the United States. Article 6 of the GATT provides for counter-vail against subsidies and for anti-dumping where goods enter a jurisdiction under normal value, and in that case it is necessary to prove material injury. One would expect, of course, that this would be a non-political process.

Article 19 of the GATT in turn provides for safeguards, often in the form of quantitative restrictions by way of quotas. Again, in this case, one must show serious injury. As the House knows, there are compensatory provisions which can apply. These are sanctioned by the GATT and, as I said, one would hope that these would be insulated from political pressure. Recent experience with the United States suggests, however, that this may not be the case. Canadians are under the impression that there is harassment and, I might add, many have endured the painful experience of legal harassment and of expensive and prolonged judicial proceedings in order to attempt to obtain access to the United States market. They have been faced with what looked like arbitrary trade barriers.

While we are told that the process is non-political, the decision of the United States International Trade Commission on Canadian softwood exports reversing its 1983 decision without any major changes in the situation, the facts or the law, as my Leader pointed out today, raised many doubts as to whether or not the process is indeed immune to political interference.

I would ask the Government what it will do to remove this harassment in the course of these negotiations. What does the Government have on

its wish list in this regard? That is what we came to the Chamber today to find out. It would appear that we will leave the Chamber empty handed. Will the Government protect access? Will it secure more access? Is this its ambition and desire? What is its strategy for negotiations in this regard?

The Government caved in dramatically, as pointed out by my Leader this morning, on the softwood issue. He called it the greatest sellout in the history of Canadian trade negotiations. What is the Government doing now with respect to these other areas where harassment has become the order of the day? How will such actions as we witnessed in softwood and shakes and shingles be limited in future? That is what Canadians are waiting to hear and that is what we in the Chamber are waiting to hear. We thought that was the purpose of this debate.

It is critical that access be assured, as indicated in the amendment moved by the Leader of the Opposition and seconded by my colleague, the Hon. Member for Winnipeg—Fort Garry. Any negotiations should be designed to gain greater access and to limit the operation of these contingency protection rules and regulations and non-tariff barriers such as the one mentioned in the resolution, that is, procurement. It is an important issue, not only for the sectors that have come under fire, for the softwood sector, the potash sector, the steel sector and other sectors to which I will refer in a moment, but it is a terribly important issue for Canadian new-wave industries. Those are the industries which depend upon intellectual capital as much as financial capital and require access to world markets and of course to the United States market. They do not want surprises, they want to know that when they establish themselves in Canada, they have ensured access to the United States market. Any arrangement into which the Government enters with the United States must provide that assurance or it will fall far short of the objectives that must be set for such an arrangement. This motion and the debate so far tells us nothing in this regard.

It has also been pointed out that import relief laws applied in the United States are much more

damaging to Canadian markets than vice versa. That is because ours is a smaller market. It is because our exporting companies usually export a much greater percentage of their production than United States companies in similar sectors. When a market area such as the United States is closed, Canadian companies do not have immediate access to other jurisdictions as American companies do. When an American company is threatened by a Canadian tariff barrier, it can change its focus to another part of a U.S. domestic market. That is not the case in Canada. That is why the issue of secure access is so critical.

In fact, there are other non-tariff measures that restrict our exports and create this climate of uncertainty. There are for instance the federal customs classification rules and administrative procedures that add excessive costs to Canadian exports. Another non-tariff barrier, Mr. Speaker, is the U.S. federal production standards that are at odds with current Canadian standards.

Furthermore, there are the discriminatory practices arising from the Buy American policy of the U.S. federal Government and the State governments. Mr. Speaker, it is absolutely essential that any arrangement proposed by the Government provide for ways to eliminate the damaging effects of U.S. legislation and policies on Canadian exports.

Where on earth in this motion do we see that thrust? Is the Government really pursuing these issues? It is certainly not evident.

Sadly, we do not know these things. It is almost tragic that we should finish a day's debate without knowing these things. However, one of the principal purposes of the amendment proposed by our Leader is to eliminate that uncertainty and to establish that competence.

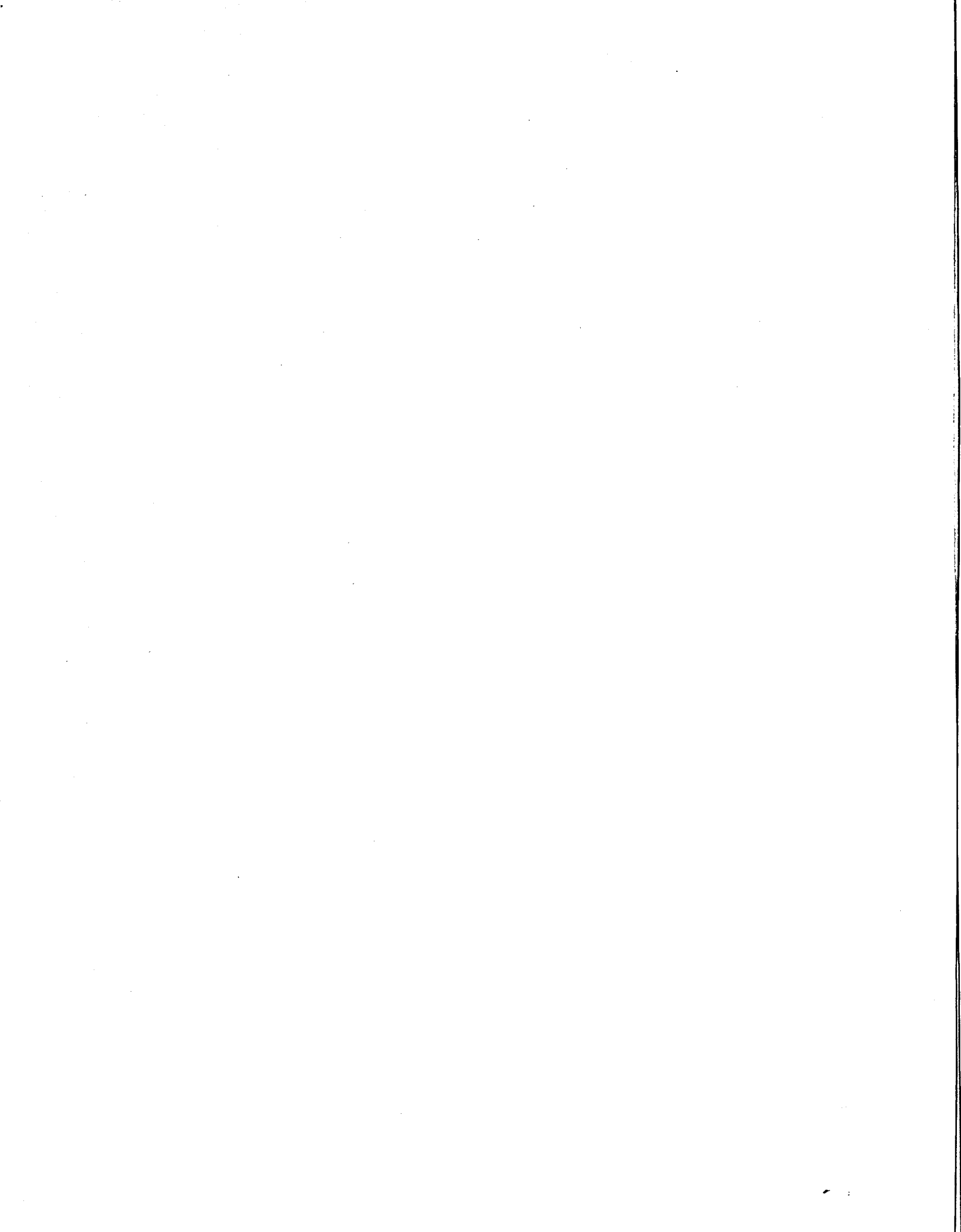
Look at some of the current issues which are a problem at the moment for Canadian exporters. It is these kinds of problems we must get at, and this amendment will do that. Take softwood lumber. Apart from the debacle of the softwood lumber negotiations, there was also incompetence in that

now, apparently inadvertently we hear, remanufactured products using softwood lumber are not covered by the Canada-U.S. agreement and are therefore subject to tax on their value-added price rather than on the softwood lumber content. Can you imagine how destabilizing that is to anyone who manufactures products using softwood lumber? What is the answer? Is it to move the plants south of the border? I would hope not. The answer is to include this kind of issue in this bilateral arrangement we are hearing about. Do we know if that is the case? We do not.

We also know what the U.S. Trade Bill is likely to do to us unless it exempts Canada in many important respects. We have had other very recent examples and that is why this amendment calls for a standstill arrangement during these negotiations. On March 3 there was an anti-dumping investigation initiated into imports of line pipe. A preliminary injury determination is due on March 28. This involves annual exports of \$3 million. Look at potash. An anti-dumping case has been initiated there. Again we will find out on March 27.

Then we get into the issue of new technology companies which are of great concern. These are the industries we wish to attract and build upon. An anti-dumping case concerning colour picture tubes has been initiated and the preliminary determination is due May 5. Exports of colour picture tubes are estimated at \$10 million. Finally, another kind of harassment which many of our manufacturers have encountered and which has to be addressed by this Government is the application of U.S. patent law. For example, dealing with smoke detectors, a complaint has been filed with the International Trade Commission alleging that certain smoke detectors imported from Canada infringe on U.S. patents. Therein lies the problem. It is not enough to have a legal determination to use down the road and \$500,000 later as to whether it does or does not infringe. The Canadian company will be out of the market by that time. This is a perfect example of using the law to harass Canadian exporters to the U.S. Those are the kinds of issues we expect the Government to address and that is why we have asked for access and it does not appear in the Government's motion.

This motion is sadly deficient and I hope Conservative Members of this House, notwithstanding their allegiance to a badly-drafted text, will take a very serious look at the amendment proposed. I find it hard to believe that most Members over there would not agree that this amendment proposed by our Leader and seconded by the Hon. Member for Winnipeg—Fort Garry does what should be done. For example, apart from the issue I have dealt with, namely that of secure and greater access and the identification and elimination of non-tariff barriers in the U.S., the motion calls for ensuring Canadian independence for domestic programs, policies and legislative authority in areas such as social policy, agricultural marketing, supply management and support programs. Does anyone in the House take issue with that? Silence, I presume, means consent.



Hon. Michael Wilson (Minister of Finance)

“Those in Canada who oppose a free trade agreement are ignoring the protectionist reality of today’s world and they are blind to the opportunities of the future.”

The Opposition forgets that trade creates wealth. It is the kind of wealth that pays for our health care, our income security programs, regional development, our national cultural institutions, all of the institutions, policies and values that define the Canadian way of life. We would all be much poorer if we could only sell to other Canadians. A third of our income comes from trade but the world in which we have to sell today is no push over. It is tough and changing fast.

For a long time we got along by exporting natural resources or the resources that other people wanted. However, that has changed and we have become a major industrial power. More and more, we must live by our wits by turning more of our resources into products that the world wants and will buy.

Shortly after this Government took office we issued an agenda for economic renewal. The Leader of the Opposition (Mr. Turner) wanted to know the national economic policy of the Government. The national economic policy of the Government was in that economic renewal agenda in November, 1984, that focused clearly on all the policies necessary to improve and increase the competitive position of the Canadian economy. One of its keystones was expanding our trade. The main

goal of our comprehensive trade agreement with the United States is to secure and expand the horizons for Canadian goods and services in the broadest way possible in the world’s biggest and richest economy with a market that is 10 times the size of ours. That is the opportunity and the challenge we face today.

The stakes are high. Success would bring us a vastly larger market in which to sell. That would expand not just our trade but our whole economy. Social programs of the kind all of us want cost money. The more vibrant our economy, the greater the range and the scope of the social benefits we can undertake to provide for our people. The same holds true for the future of our cultural endeavours.

Let us talk about sovereignty. A nation that has the economic power has always had more independence and strength than a country that is down and out. If the stakes for success are high, the cost of failure would be exorbitant. We cannot go on the way we are. The forces of protectionism are growing again in the world, particularly in the United States. We have already felt their impact with shakes and shingles and softwood lumber. They are symptoms of the protectionist disease, and perhaps an early warning sign of things to come.

Those in Canada who oppose a free trade agreement are ignoring the protectionist reality of today's world and they are blind to the opportunities of the future. They have their heads in the sand. They offer no alternative to a trade agreement and no way to give Canadians greater access to that U.S. market. They offer no means to deal with the protectionist threat. They offer no solutions.

Protectionism would bring us nothing and take much away. It would lead to higher prices for consumers and a shrinking market for the goods we sell. Yet, there are some people who take on the colours of protectionists in places one simply would not expect to find them. The Government of Ontario is one example. Of all the provinces of Canada, Ontario has gained the most over the years from freer access to the United States. Ontario has much more to gain from securing this access to the U.S. market and expanding it. Ontario has much to lose if that access is restricted. Ontario sells more to the United States than the rest of Canada combined; two jobs out of five in Ontario are related to trade with the United States and, in northern Ontario, the number rises to seven out of every ten jobs.

There are those who say there is nothing wrong with the trade arrangements we already have with the United States. The *status quo* is just fine, they tell us, let us keep going in the same way. I have news for them. There ain't no such thing as a *status quo* any more. What is working today will be questioned tomorrow and may not work in the future. There are those who claim that a free trade agreement with the United States would cost hundreds of thousands of jobs. That is just not true. If it were, we would not be negotiating. What is true, and what the history of Canada shows, is that trade creates jobs, good jobs for Canadians. The Member of Parliament for Winnipeg—Fort Garry (Mr. Axworthy) and the Hon. Member for Essex—Windsor (Mr. Langdon) ask where is the proof, where are the studies? The proof is in our history, Mr. Speaker. The lesson of history is that a free trade agreement with the United States would create jobs because it would lead to a stronger and

larger economy for Canada. In short, it would mean a bigger pie for all Canadians.

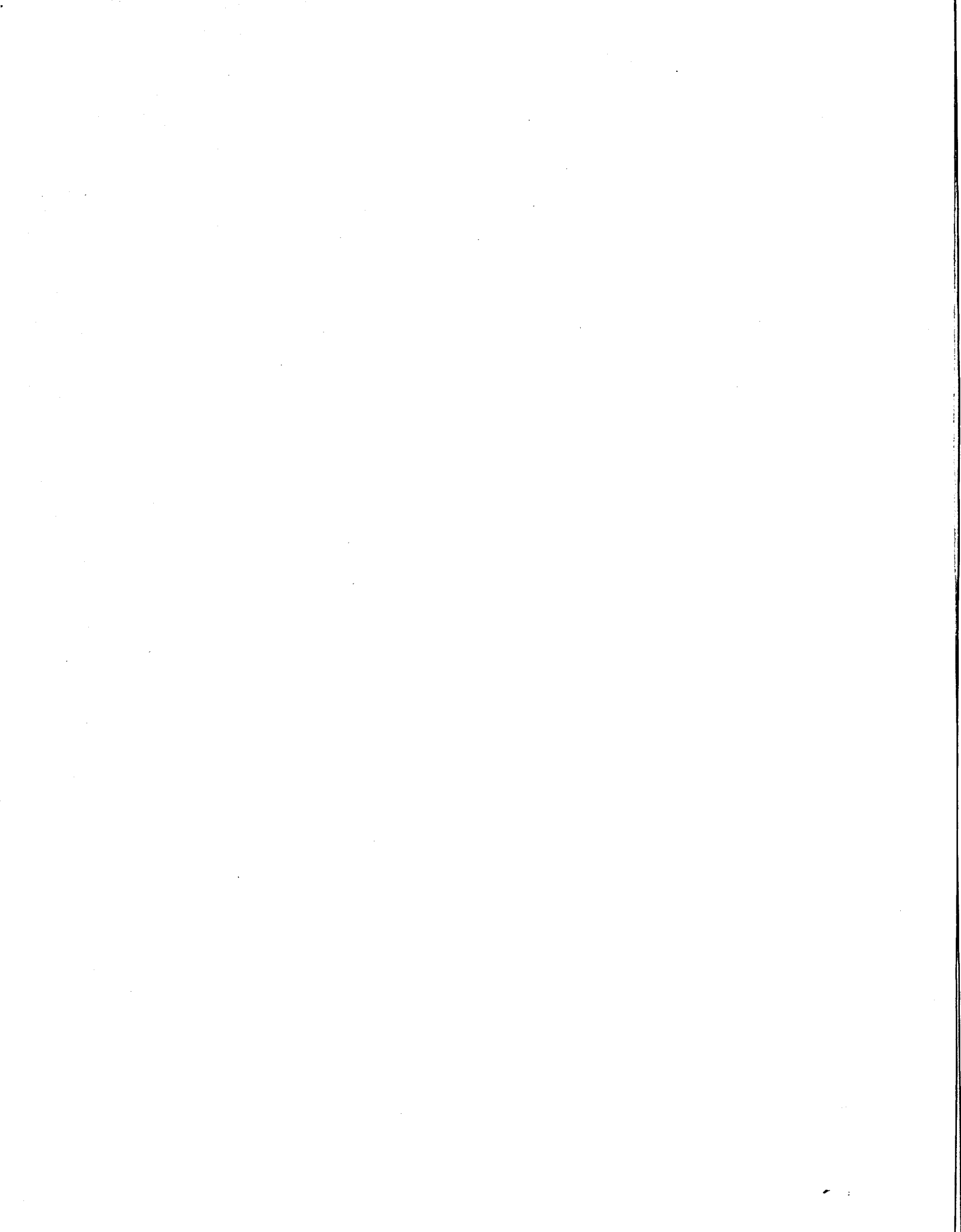
For all practical purposes, free trade has existed between Canada and the United States in products covered by the Auto Pact for many years now. Investment, production and trade decisions are governed by market forces. This has worked to the benefit of both countries. The Auto Pact can be terminated by either party on one year's notice. However, it has not been terminated because it works for both of us.

Let me direct some challenges to the Leader of the Opposition and the Premier of the Province of Ontario. Surely they cannot be afraid that a trade agreement with the United States would extend to the other provinces of Canada the benefits of free access that the Auto Pact has given Ontario. Surely they would not deny those benefits to the provinces which need them most and to the regions of the country which count on industrial diversification to create jobs. Surely they would wish to achieve respite for Ontario producers, and those in the rest of the country, from American protectionist forces. Surely they would like to have a mechanism to resolve disputes in Canada—U.S. trade. We have the largest single trading relationship in the world and the U.S. buys more of what Ontario produces than any place else in the country. Surely they can do more than equivocate and vacillate on the most important issue of our generation. Surely it is not too much to expect them to stand up and be counted. Surely the Government of Ontario could display some leadership. Surely it could reflect more of the traditional concerns the people of Ontario have for the vital interests of the whole of Canada.

I issue a challenge to them and to those in this House who are not with us, to those who snipe at the trade negotiations we are conducting with the United States. That is what we saw today. I say to the Right Hon. Leader of the Opposition, the Hon. Member for Winnipeg—Fort Garry, the Hon. Member for Saint Henri—Westmount (Mr. Johnston), the Leader of the New Democratic Party and the Hon. Member for Windsor—Essex, and to anyone else who cares enough to listen, I

have one question. What would you do? Do you have a better idea? If so, let us hear it because we have not heard it yet. All we have had is sniping, picking away at the process, but no substantive ideas. All we have heard is fear-mongering and false arguments.

Let me conclude with a personal comment. I have confidence in Canadians. I often have the opportunity to meet Canadians, people from our business community, not just the captains of industry but the entrepreneurs, the risk-takers, the small business people, the people who are creating jobs, the people who have their money, their life savings, on the line. At these meetings we invariably talk about a trade agreement with the United States, the pros and the cons, who is against it and who is for it. The outcome is always the same. Unanimously and unequivocally they all want the chance to compete in the great big market. They are confident of their ability to make it. They know that they can compete, and they cannot wait to get on with the job.



Mr. Jim Fulton, NDP (Skeena)

“There are a number of healthy things this debate can do. One is to keep disinformation out of the minds of the public.”

We are now more than two and a half years into this Parliament and there has not been a debate on supposedly the key economic agenda item of the Government, that of free trade, yet the first time the Government brings it before the House it drops the words “free trade”. Clearly part of the intent of the motion is to smoke out the Liberals, to find out where they really stand—I will deal with that in a few minutes—and to pass a motion without using the words “free trade”. We have to ask ourselves why that is happening. It would appear to me from what we heard from some Ministers that June appears to be the point in calendar time when Mr. Reisman is to wrap up his negotiations and get something off during the summer to the U.S. administration to try to get it dealt with in the United States on the fast-track process that is under way.

Canadians want some answers out of this debate. It now appears unlikely that the Government will give any. There will be no solace to a sawmill worker in Terrace, to a fisherman in Prince Rupert or Newfoundland, to a clothing or textile worker in Quebec City, to a farmer on the Prairies or to northern Canadians. The Government is purposefully staying away from that, even from the kind of thing that I think this House could intelli-

gently debate, namely, what really is the dispute settlement mechanism the Government is talking about.

We had 50 years of absolutely unrestricted free trade. It was during the term of this Government that the problem arose. This agreement being proposed by Mr. Reisman and by the Government will not deal with the 35 per cent tax on shakes and shingles. It will not deal with the 15 per cent export tax on softwood and it will not deal with the CVDs against hogs, fish, raspberries, steel and all of the other commodities. The Government fails to listen to things being said in the U.S. Senate and in the U.S. House.

A very important point made recently by Don Munton, Research Director of the Canadian Institute of International Affairs reads:

“If Congress was in a mood to be protectionist, it wouldn't make much difference if there was a Canada-U.S. free trade treaty or not.”

There are some other things we have to address during this debate. I hope all Members of the House will at least attempt to do that. The U.S. is obsessed with its over-all world deficit in trade which last year exceeded \$150 billion, over \$20

billion of which was in its trading relationship with Canada. The U.S. has made it very clear that it intends to reduce that deficit because in the last half dozen years it has lost 1.6 million manufacturing jobs. The U.S. has been losing manufacturing jobs and it now has a huge trade deficit. It is in the process of bringing capital back into the United States.

If one looks at the only bilateral treaty negotiated so far—and that is the one with Israel—there was no discussion, no comment, no side letter, or anything else when it came to the countervailing duty actions available to the United States.

We have a pretty good idea of what is the agenda of the Government. We know now that the Government is attempting a cut and run act. If we look at the speeches given today in the House, particularly the one of the Prime Minister, we see that the words “free trade” are fast disappearing. The Minister for International Trade is still trying to prop up those words, but the other government Members who have spoken have meticulously tried to keep them out of their vocabulary.

A key point was made a moment ago by the Minister of Finance (Mr. Wilson) when he said that between 1982 and 1985 the United States increased its exports to Canada by 38 per cent, while world-wide it only increased its trade by 1.5 per cent. There are some Canadian sectors at which I think we should look because they are highly relevant. Home appliances is a good example. Ten years ago there were dozens and dozens of small plants producing home appliances such as coffee percolators, toasters, microwave ovens, and stoves. All that equipment was made in Canada. Ten years ago 90 per cent of it was made in Canada. Now 90 per cent is made in the United States because its assembly lines are capable of producing highly competitive, consumer oriented products such as refrigerators with an ice machine on one side in blue, green, or orange. They have three trays inside and such things. There are also one, two, or three-slice pop-up toasters and such stuff. They are able to produce large amounts of highly selective consumer products in the United States to flood into Canada.

There are a number of healthy things this debate can do. One is to keep disinformation out of the minds of the public. That disinformation is that getting a free trade agreement will get rid of countervailing tariffs the Americans have recently brought in or that it will preclude future actions. Don Munton, a true expert in this area, has made it very clear that that is not the case.

Hon. John C. Crosbie (Minister of Transport)

“Secure access is important because the fisheries in Atlantic Canada have been harassed for years by U.S. anti-dumping and countervail actions.”

This is important for Atlantic Canada, where I come from because trade into our traditional markets in the U.S. is our economic life-blood. The 70 over there are against the economic life-blood of Atlantic Canada. In 1985 two-thirds of the exports of Atlantic Canada went to the U.S.

Sixty-five per cent of P.E.I.'s exports, 71 per cent of Nova Scotia's, and 66 per cent of New Brunswick's exports went to the U.S.A. Exports to the U.S. are critical to the whole Atlantic region. In 1985 Newfoundland exports were \$440 million, which is \$756 per capita. P.E.I.'s exports were \$73.5 million, which is \$576 per capita, and Nova Scotia's exports were \$1.12 billion, or \$1,351 per capita. New Brunswick's exports were \$1.46 billion, or \$2,032 per capita. The 70 Hon. Members over there do not care about this. They are going to try to sabotage it if they can. That totals \$3.1 billion or 12.6 per cent of the Gross Domestic Product of Atlantic Canada. That is what fuels the structure of our regional economy.

With regard to the Canadian figures, 78 per cent of all Canadian exports in 1985 went to the U.S. That accounted for over 21 per cent of the GNP. That is just over one-fifth for those over there who would not understand. Over 2 million

jobs came from exports to the U.S. All we hear from the Members opposite is “jobs”.

One would think Ontario is unaffected by the U.S. What do they care about the U.S. in Ontario? Premier Peterson does not give a fig for the United States or exports to the United States. He is quite independent. He wants to judge this and decide that. He is going to sign the treaties or he is not going to sign. Why, he is Premier Peterson of mighty Ontario. He does not understand that 91 per cent of all of Ontario's exports go to the United States of America.

In Newfoundland we are not all that bright, we are not as bright as them mainlanders. Only 54 per cent of our exports go to the U.S., but we are supporting the Government's free trade initiative. What is the difference between 54 per cent and 91 per cent? Why, that would be 37 per cent. Ontario sends 37 per cent more of its exports to the U.S., and Premier Peterson does not care. He does not give a sweet damn about whether 91 per cent of their exports are going there or not. He thinks it is positively dangerous. Can anyone understand the logic of Premier Peterson or his agent in this House, the Leader of the Opposition (Mr. Turner)? No, we cannot understand. However, we

know mathematics, and in Newfoundland 54 per cent is one hell of a lot of exports.

Secure access is important because the fisheries in Atlantic Canada have been harassed for years by U.S. anti-dumping and countervail actions. We have been harassed and we do not want to be harassed in the future. The Government tries to protect us from being harassed in the future because we have been harassed in the past and we know that if there is no agreement with the U.S. we are going to be harassed again in the future. We are going to be harassed more than we were ever harassed and hassled in the past. That is why we want the Government to succeed. That is why we are supporting the Prime Minister in these free trade initiatives.

Canada's trading relationship with the United States is too important to Atlantic Canada to put up with the political whimsy of the Official Opposition or the NDP. They stand foursquare against a comprehensive trade agreement with the United States. Their heads are firmly buried in the sand and their ears are ringing with the self-induced applause from their weekend in Montreal. They are veritable lions in the streets between elections, but they will be tame pussycats come election day in two or three years. They will be tame tabbies, indeed.

Since 1980 there have been 22 anti-dumping investigations, 14 countervailing duty cases, and six escape clause actions levelled against Canadian exports to the United States. In 1984 alone, \$6 billion worth of Canadian trade, accounting for 150,000 jobs, was in jeopardy. If we did not attempt to do something about that we should be driven from office. History would look back on us as total failures if we were not attempting to do something about that. We will do our best to get a comprehensive trade agreement with the United States. If we fail, it will not be because of us but because of the 70 Members opposite and an obdurate and insensitive U.S. administration in Washington.

Mr. Don Boudria, Liberal (Glengarry-Prescott-Russell)

“The motion itself should be defeated pure and simple because of all the mistakes inherent in it.”

The motion itself should be defeated pure and simple because of all the mistakes inherent in it. Nowhere in the motion is a mention of agricultural marketing boards. Nowhere does it specifically refer to supply management. It does not mention the Auto Pact. It contains just a general statement about the auto industry. It deals with our cultural identity, not our cultural industries. It deals with trading arrangements with the United States while neglecting to refer to the fact that it is a set of free trade negotiations that the Government is undertaking.

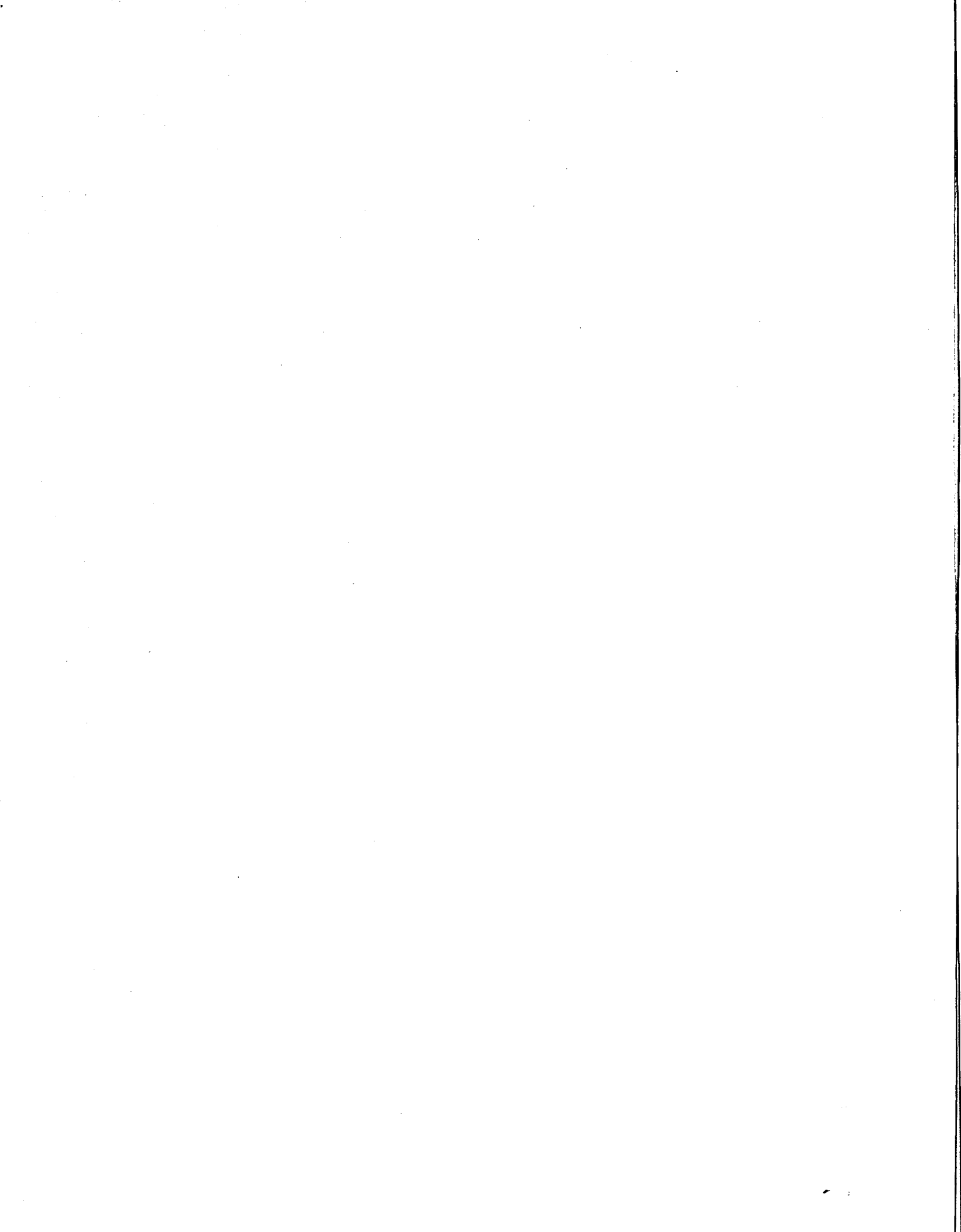
There has been no discussion about the whole issue of free trade until today, the very first time, some two years later. It took them two years to talk about it in the House. Mr. Speaker, that is entirely unsatisfactory. Furthermore, before starting the talks, there was no consultation with provincial governments across Canada. And of course the provincial premiers would have had a lot more to do if they had been consulted from the very beginning, which was not the case.

The Prime Minister and other Conservatives can try saying two things simultaneously which are different. However, it does not work because we are wide awake over here. We know what is going on.

We see through the Tory rhetoric, the nonsense we hear from the Conservative benches. In fact what they have been doing all along is specifically negotiating what they said they would not negotiate.

Just as we do not believe the Conservatives on that issue, we do not believe when some Conservative cabinet Members started to say today that maybe some sectors of agriculture will be protected, maybe not, or that maybe culture will be protected. We do not believe all that. Why do we not believe it? It is because of their record over there. It is an unbroken string of promises and deception to Canadian people.

That is why our Right Hon. Leader proposed the very appropriate and well worded motion which I have in my hand. If I repeated it to the Hon. Member for Calgary South (Mrs. Sparrow), she would be better informed about why we could improve the motion and make it at least slightly palatable, even though the negotiators across the way will be the same incompetent bunch.



Hon. Flora MacDonald (Minister of Communications)

“What we are talking about is a commercial arrangement, not political union or cultural assimilation.”

How does all this affect our culture? What does greater prosperity for Canadians mean for the cultural industries? It will mean a healthy cultural sector, healthier than ever before. It will mean greater purchases of cultural products by more Canadian than ever before. It will mean finding more jobs for Canadian creators and more opportunities to create than ever before. This is an opportunity that should not be lost.

Some voices have been heard decrying the effect such an agreement would have on our culture. Some critics have suggested that the Government would sell Canada short in order to strike a deal. I want to say that when such comments are made, it is a case of hoping that the sheer repetition of a falsehood will somehow convince Canadians of its validity. I want to underline the Government's repeated and steadfast commitment to the protection of Canadian culture.

We have stated from the outset of these talks that culture and communications are vital to the defence, the security and the economic health of Canada. Yet they are much more than that. We may try to quantify culture by using words such as “industries” and “products” as a kind of shorthand, but in fact we all recognize that the best of our

culture is intangible. It is our ideas and our emotions that make us Canadians. It is the spirit that underlies all our acts, that causes us to declare allegiance to our native land in countless and even routine ways time after time, day after day. It is our hopes and our aspirations, our way of doing things. It is our way of life. No Government would dare to ignore, could ignore, these realities. Certainly not this Government. This Government would not do that.

We need no prompting from opposition Parties or indeed from interest groups to make our position clear to the Americans. We have done that from the beginning. They know where we stand. Certainly they have heard from us often enough on this topic. As early as September 1985, the Prime Minister (Mr. Mulroney) declared the following:

“Our political sovereignty, our system of social programs, our commitment to fight regional disparity, our unique cultural identity, our special linguistic character—these are the essence of Canada. They are not at issue in these negotiations.”

In December of the same year, the Prime Minister went on to say in Chicago the following:

“In the United States, you cast the net of national security over more areas than we, in Canada, we cast the net of cultural sovereignty more widely than you.”

The myriad of cultural instruments at our disposal is one reason our country is as strong as it is today. Conservative Governments have long recognized this and that is why they helped to create so many of these instruments. We recognize that they go to the very root of Canadian identity. The Government knows well this fundamental truth. We too have created instruments, have searched for innovative solutions to meet our country's cultural needs. It is in part because of such instruments that Canada has reached the stage at which we can contemplate a new trade agreement with confidence. We can consider it in the sure knowledge that our culture is both rich and mature, that our identity is no longer subject to question but is stronger and more self-confident than ever and that our cultural institutions will be firm in their defence of each.

What we are talking about is a commercial arrangement, not political union or cultural assimilation. We are looking for an agreement which will inspire business confidence and help this country prosper. By increasing our wealth and by putting our economic relationship with the U.S. on a more secure footing, we will improve our ability to make choices, and the ability to choose is the very essence of nationhood and independence.

Commercial negotiations and a trade agreement with the United States will not weaken our sovereignty or our identity. Certainly no one on this side of the House believes that. On the contrary, what we are doing is an assertion of our sovereignty in an increasingly interdependent world. We demonstrate our confidence that we can be as productive, innovative, ingenious and efficient as our American neighbours.

I listened to the Leaders of the opposition Parties this morning. Sadly, what I heard was not leadership. Leadership demands that we seize this opportune moment, leadership such as that being provided by the Prime Minister of the country and the Conservative Party. I am proud, Sir, that it is the Progressive Conservative Party, the Party which founded this country, which dares to move this country into the 21st century, the Party which dares to act boldly for the future of Canadians.

Mr. Vic Althouse, NDP (Humboldt—Lake Centre)

“Canadians will not believe that their culture, their agriculture, their social programs and their unique identity is safe.”

What we see is an American economy which is still the leader in the western world financially, and it has used its dollar to maintain that position. However, we are seeing an America that has an ever-increasing trade deficit. It has not been able to produce enough goods and services for export to offset what has become a growing, continuing and accelerating trade deficit. The Prime Minister has not recognized the increasing budgetary deficits or the government spending in that country which has taken off as well at an accelerated rate. Within the next year or two, it is expected to be in effect living off its external investments. It will be relying totally on foreign investment and foreign debt to keep its economy from floundering completely.

That is not exactly the kind of economy one would hook one's star to. It is not the kind of partnership that I would make if I were a farmer. That would not be the kind of neighbour I would hook myself on to if I wanted to pull myself through a tough spell.

Why have we decided that the United States is the place to go? We should have known, and the Prime Minister could have known had he or his officials looked at the record, that the United States has been declining in agricultural trade as well. It has had a decline since 1981 when it

exported \$44 billion worth of agricultural products. It declined to something like \$29 billion worth of agricultural products in 1986. That is a decline over that period of five years of \$15 billion, as a result of a strong U.S. dollar, relative to other currencies, in its attempt to maintain itself as a pre-eminent economy in the West, and I have to say it, looking at it quite dispassionately, due to a less efficient and effective grain marketing system. Because it is not as efficient and effective it has lost markets and has run up a trade deficit in agricultural products. That should have been visible to the Prime Minister. When he made the initial proposal that we begin a comprehensive bilateral trade arrangement or begin talks on such an arrangement with the United States, he should have been aware that the Americans were quite worried about their declining role in agricultural trade. He should have looked at our trade in agriculture *vis-a-vis the United States*.

Contrary to the big picture the Government is always trying to put before the people of Canada and the opposition Parties, we have a trade deficit with the United States. It sells us more goods in agriculture than we sell it. It is a fairly hefty negative trade balance, running between \$1 billion and \$2 billion per year. If we look at our over-all trade exports to the United States of all commodi-

ties, we see we exported almost \$83 billion in 1984, which is the last year for which I have firm figures. That year we shipped the United States \$2.2 billions worth of agricultural products, or less than 2 per cent of our shipments to the United States were agricultural products. The United States shipped to us some \$68.5 billion worth of commodities, \$3.6 billion of which were agricultural commodities, or just over 5 per cent of the total trade with us, leaving a total trade deficit for our country of about \$1.4 billion.

Since the Americans feel that they are already being put upon in the agricultural sector and because they now have, and have had, a positive trade balance with Canada, and see Canada as one place where they can expand that trade balance, we are quite convinced, as is any objective observer, that they will be continuing to press for agricultural items to be on the table and for further access to our market. It is not just my opinion but the opinion of Professor Warley of the University of Guelph.

With respect to the area of livestock and meat trade, there is some possibility that Canada would continue to have a positive export in those particular sectors. We have had good access to their markets, prior to the commencement of the trade negotiations, I might add. Since the enhanced trade talks have begun, in areas in which we did have free trade on an agreement basis for as long as 40 or 50 years we have lost ground. Prior to the initiation of the talks almost 80 per cent of the goods and services that trade back and forth across our borders were free of any financial or other trade impediment. However, two years after the summit at which the talks were initiated, thanks to the actions taken with respect to live hogs, saltfish and softwood lumber, we are not approaching 70 per cent of trade between our two nations without financial impediment. This is what Progressive Conservatives call progress!

We have gone from 80 per cent free trade down to 70 per cent free trade. It is my personal opinion that the Government has been looking at the wrong aspect of our trade relations. I think it has not put on the table at all the question of

dispute settlement. Nearly 80 per cent of our products were moving free of any impediment before these so-called talks began. The main problem we had was one of how to cope with the actions of the International Trade Commission under the U.S. Department of Commerce. That quasi-judicial body is able to act must faster than is any similar body in Canada. The activities of that body have been increased because of protectionist sentiment by agricultural producers—in fact, all producers—in the United States, as they witness their deteriorating position *vis-à-vis* the rest of the world in terms of world trade. We find ourselves being constantly dragged before this court at the behest of American producers. Even though we have gone through the process and proven ourselves to be free of any subsidies, or any other problems, they continue to bring us back. Softwood lumber is just one case in point. We proved three or four years ago that we did not have an unwarranted amount of subsidy lying in the method of calculating stumpage fees. We were brought before the ITC just recently. In fact, the Government negotiated away our position and has brought us down to the point where close to 70 per cent of our commodities are trading free of any financial impediments, as opposed to the 80 per cent level at which we started.

The motion before us is an attempt for the Government to mollify people who have looked at this situation realistically and carefully, as I have and as my colleagues have. The Government is attempting to tell us that it would never allow full and open discussion on the question of protecting our sovereignty on social programs, agricultural marketing systems, the auto industry and our unique cultural identity. Because of the large majority in the House the motion will pass. There are 208 Conservative Members who will make certain that it passes. The Government will take this as its reason for continuing the talks.

The motion may pass, but Canadians will not believe that their culture, their agriculture, their social programs and their unique identity is safe.

Hon. Jake Epp (Minister of National Health and Welfare)

“Together I believe we will forge an agreement which is mutually enriching, what some would call a win-win agreement.”

When we embarked upon these negotiations a year and a half ago, we set three basic objectives. If Canadians, regardless of political background or regional interest, examined these objectives, I believe they would have to accept them as valid.

First, we wanted to secure our access to the United States market through new rules and procedures limiting the protectionist effect of trade remedy laws. Everyone in the House can rail against the protectionist sentiment now resident in the United States. We know the issues. However, having railed against the sentiment, surely it now behooves all of us to come to the negotiating table to try to remove that sentiment and come to an understanding between the two nations which have the largest trade between them in the world.

We wanted a clearer definition of trade distorting practices so as to reduce the threat of countervail. We also wanted to enhance our access to the United States market through more open entry to United States federal and state government procurement markets and broad trade liberalization. We wanted trade liberalization in an orderly manner through the elimination of tariffs, quotas, and other non-trade barriers over a reasonable period of time.

I think only one who examines those propositions would accept that not only are they timely but they are in the best interests of Canada and in the interest of the trading relationship which exists between our two countries.

We wanted to enshrine our access to the United States market through a strong dispute settlement mechanism which would provide fair, expeditious, and conclusive solutions to differences of view and practice. We know that this must be done. In fact during the debate today a number of Members of the House have so said.

We also wanted institutional and other provisions which would maintain Canadian independence of action in areas of national endeavours. For example, the Minister of Communications (Miss MacDonald) touched upon those issues tonight.

We also wanted a lasting agreement which would enshrine our mutual obligation and accommodate differences in our two governmental systems. Our two governmental systems are different. Our societies are different. That being the case, that is why, despite those differences, we have come together over the years, because of geography

and a common love for democracy, as two independent peoples.

I am convinced tonight that we can and we will succeed. We have the will as a people. We have the commitment to succeed, as I believe does the United States. Together I believe we will forge an agreement which is mutually enriching, what some would call a win-win agreement. That is the only kind of agreement in which we are interested and the only kind of agreement that has long-term stability. It is an agreement that has the support of the country. The House has heard my colleagues refer to the many prominent Canadians who have urged the Government to negotiate. I will not go through the list of these people but they have done their homework and are of the view that a new trading arrangement with the United States is in Canada's best interest.

We do not want just any trade agreement. The kind of trade agreement being negotiated by the Government under the leadership of the Prime Minister is one that is comprehensive and establishes clear rules. It eliminates remaining barriers to trade and will resolve disputes quickly and equitably. It is one that will be phased in gradually and fairly and will stimulate healthy growth and investment.

Our critics do not share this vision. They have raised fears and have expressed surprise that trade negotiations are about removing barriers to trade. I must ask them where they have been in the last two years. We have harnessed the trade negotiations to meet the pressing and urgent problems of economic renewal and to create the jobs opportunities and confidence which is so necessary if economic renewal is to take place.

In conclusion, I think there is a larger view than the ones I have expressed so far. In Canada's history, there were certain debates which students of history would call part of our Canadian heritage. There was the debate on Canada's Confederation. There were strong differences of opinion at that time. The country was small and the population was sparse and scattered. Yet the people of the time put aside their partisan differences and

created a country. We know about the national policy which created not only a railway but developed and settle the West. It is part of our heritage.

Not that many years ago, there were intensive debates in the House on the Constitution. There were different points of view on how the Constitution should be patriated, on what the amending formula should be, and on whether or not it should have a charter. That debate was intense but the Parties in the House came together and agreed in a vote that it was the right thing to do for Canada. I say today that a trade arrangement with the United States based on fairness, equity and the national interests of both countries is another one of Canada's great debates. It is necessary for us in this House to come together and bring together our various views. However, the overriding factor has to be agreement that trade prosperity is good for Canada, its youth, and its future. I hope this debate, has moved every Canadian along that path.

NOTES